PN-ABG-691

EVALUATION DE L'INCIDENCE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT SUR LES FEMMES

par Ruth B. Dixon

Document de travail No. 8
sur l'évaluation des programmes de l'AID

Office de la femme dans le développement
et
Office des évaluations
Bureau de coordination des programmes et des politiques
Agence des Etats-Unis pour le développement international

Mai 1980

Les opinions et interprétations exprimées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne sauraient être attribuées à l'Agence pour le développement international

BEST AVAILABLE

PREFACE

La présente étude fait partie d'une série de documents publiés en vue de faciliter les échanges d'idées sur l'évaluation de questions importantes ayant trait au développement. La série de documents de travail sur l'évaluation des programmes de l'AID examine les conclusions tirées des évaluations. Elle propose également certaines suggestions pour évaluer les activités de développement actuelles et à venir. Cette série d'études est coordonnée par l'Office des évaluations de l'AID.

Nous sommes particulièrement heureux de présenter le présent document à un public qui s'intéresse au développement dans le monde. Depuis 1974, l'AID s'est efforcée de souligner le rôle de la femme dans le développement. Vu l'importance récemment accordée au sein de l'AID à la connaissance des éléments permettant de déterminer l'incidence de l'aide au développement, tout particulièrement en ce qui concerne les avantages dérivés des projets et programmes, nous pensons qu'il importe d'examiner l'incidence des activités d'assistance sur les femmes pauvres appartenant aux couches pauvres de la population, c'est-à-dire un sous-groupe des déshérités qui constitue la cible de prédilection appelée à bénéficier du concours de l'AID. Il n'est pas facile de faire profiter les classes les plus pauvres des bienfaits du développement et l'on ne saurait s'illusionner sur la difficulté de mener une action susceptible de favoriser les pauvres. L'AID est consciente du fait que la politique législative des Etats-Unis en ce qui concerne la femme dans le développement est censée s'appliquer autant que possible à la majeure partie du programme d'aide.

L'année dernière, nous avons demandé que soit entreprise une action de collecte de données sur les opérations d'évaluation concernant des "projets féminins" (Elliott et Sorsby, 1979).* Les auteurs de ladite étude ont indiqué que les évaluations qu'ils avaient pu identifier paraissaient fragmentaires et ne permettaient pas de dégager l'importance de l'incidence de ces projets. Nous avons poursuivi nos efforts en demandant que soit rédigé le présent document afin d'analyser, dans le détail, et de manière exhaustive, les évaluations concernant le rôle de la femme dans les projets de développement et afin de présenter des recommandations quant aux enseignements qui s'en dégagent et aux moyens permettant de mieux évaluer lesdits projets.

Ces objectifs ont été atteints. Le présent document présente une somme considérable de données concernant l'état des connaissances actuelles sur l'amélioration des effets de tous les projets de développement sur les femmes. Nous en avons entrepris la publication comme un défi directement lancé à nos collègues afin qu'ils prennent plus au sérieux l'incidence qu'ont leurs projets sur les femmes. En sa qualité d'institution, l'AID devrait être en mesure de tirer tout le parti possible de l'expérience acquise dans le cadre de ses projets concernant le rôle des femmes dans le développement. Elle devrait également s'attacher à faire davantage pour améliorer le sort des femmes.

---

* Disponible en quantité limitée auprès de l'Office des évaluations, AID.

Il est heureux que Mme Dixon ait réussi a établir une documantation impressionnante sur ce que l'on sait de l'incidence des activités de développement sur les femmes. Ses recommandations devraient inspirer confiance aux spécialistes du développement (planificateurs, concepteurs et responsables des études d'évaluation) afin qu'ils accroissent les concours financiers en faveur des activités ayant directement, ou indirectement, pour objet d'améliorer la condition des femmes.

L'AID et l'auteur de la présente étude réserveront bon accueil à tout commentaire que pourrait susciter le présent rapport et à toute contribution aux conclusions de l'étude d'évaluation portant sur le rôle des femmes dans le développement.

(signé)
Arvonne Fraser
Coordonnatrice
Office de la femme dans le développement

(signé)
Robert J. Berg
Assistant de l'Administrateur adjoint
Office des évaluations

Bureau de coordination des programmes et des politiques

Notice biographique sur l'auteur

Ruth B. Dixon est Professeur associé de sociologie à l'Université de Californie, à Davis. Ses travaux de recherche en tant que démographe sociale, portent principalement sur les aspects sociaux du comportement procréateur, sur les relations qui existent entre le développement économique et l'évolution démographique, et sur le rôle des femmes dans le développement. Elle est l'auteur de Rural Women at Work: Strategies for Development in South Asia (1978) [Femmes rurales au travail: Stratégies de développement en Asie du Sud]. Cette étude repose sur des enquêtes locales concernant les activités économiques des femmes au Bangladesh, en Inde, au Pakistan et au Népal. Mme Dixon a rempli les fonctions de consultante auprès du Bureau des Nations Unies pour la Promotion de la femme, de l'Office de l'AID pour la femme dans le développement et auprès du Programme alimentaire mondial. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la "Population Association of America".

I. INTRODUCTION

Le présent rapport a été rédigé à la demande de l'Office des évaluations du Bureau de coordination des programmes et politiques de l'USAID, en accord avec l'Office de la femme dans le développement. Il se propose d'atteindre les quatre objectifs suivants:

1. Examiner les études actuelles d'évaluation relatives aux projets entrepris dans le tiers-monde concernant le rôle de la femme dans le développement en vue de déterminer la pertinence ou les lacunes de leur mesure de l'incidence sociale de ces projets. Cet examen s'inspire de l'évaluation des projets financés par l'AID et par d'autres donateurs, mentionnés dans le rapport de Veronica Elliott et Victoria Sorsby intitulé "An Investigation into Evaluations of Projects Designed to Benefit Women" (1979) [Enquête sur les études d'évaluation des projets conçus pour améliorer le sort des femmes];

2. Identifier, à partir de ces mêmes documents, les enseignements d'ordre institutionnel et fonctionnel à retenir au sujet de celles des méthodes qui donnent des résultats positifs et négatifs dans des contextes socio-économiques spécifiques;

3. Proposer un cadre plus complet qui permette de mesurer l'impact des projets de développement sur les femmes; et

4. Suggérer une stratégie pour la collecte de données supplémentaires sur le terrain et la coordination des études d'évaluation avec d'autres organismes à des fins de comparaison.

Le présent rapport diffère à maints égards du schéma qui avait été prévu au départ. Premièrement, il est rapidement devenu évident que vu les documents actuellement disponibles, l'on ne pouvait répondre que partiellement et de manière approximative à la question de savoir quelles sont les méthodes qui donnent des résultats positifs ou non dans des contextes socio-économiques spécifiques. De nombreux projets concernant la femme dans le développement sont trop récents pour que l'on ait pu procéder à une évaluation formelle, bien que leur incidence éventuelle sur les femmes ait déjà été évoquée dans les documents de projet ou d'autres documents pertinents. Même lorsqu'il a été possible d'effectuer des études d'évaluation, la description de l'environnement socio-économique et la mesure de l'incidence sociale des projets sont souvent inadéquates, pour permettre de répondre à la question posée. Il faudra attendre que soit exécutée toute une série d'évaluations plus systématiques des projets, basées sur une approche méthodologique comparative, pour pouvoir tirer d'autres enseignements d'ordre institutionnel et fonctionnel que les quelques exemples mentionnés ici.

Deuxièmement, le schéma d'étude proposé dans le présent document pour mesurer l'impact des projets de développement sur les femmes n'est qu'un mode général d'évaluation sociale permettant d'examiner les effets différentiels des projets sur un certain nombre de groupes sociaux: les femmes par rapport

aux hommes, les paysans sans terres comparés aux propriétaires terriens, les minorités ethniques en regard du groupe ethnique dominant ou numériquement plus important, etc. Bien que les exemples cités ici se rapportent aux femmes, l'approche est essentiellement la même quel que soit le groupe social que l'on désire étudier.

Troisièmement, bien que l'objectif initial de cette étude ait été d'examiner les travaux d'évaluation des projets concernant la femme dans le développement, je me propose plutôt d'évaluer l'incidence de n'importe quel projet de développement sur les femmes - que celles-ci soient ou non spécifiquement mentionnées en tant que bénéficiaires - allant de modestes projets de formation entrepris à l'échelle locale aux programmes intégrés de colonisation rurale à grande échelle. Bien que les problèmes de classification soient considérables, il est indéniable qu'il est très utile de pouvoir identifier les projets portant sur la femme dans le développement à partir des archives de l'AID. Cela permet d'évaluer dans quelle mesure lesdits projets s'adressent explicitement aux femmes et de juger l'importance de leur financement.[1/] Toutefois, qu'un projet soit "axé sur les femmes", "à composante féminine", ou relève d'une entreprise générale (les bénéficiaires étant identifiés sans égard au genre, par exemple "petits exploitants agricoles", "jeunes ayant quitté l'école", ou "habitants des taudis urbain-"), les questions de méthodologie sont les mêmes. Nous avons besoin d'une méthode qui nous aidera à répondre à la question suivante: quelles sont les conditions qui permettront aux femmes d'être le moins désavantagées par les projets de développement, tant en termes absolus que par rapport aux hommes? [2/] Ou bien, de manière plus positive, comment pouvons-nous nous assurer que les femmes tout comme les hommes, les jeunes filles tout comme les jeunes gens, bénéficient des chances nouvelles qui leur sont offertes? Comment pouvons-nous minimiser l'incidence différentielle sur les hommes et les femmes des coûts et avantages des projets et, là où prédominent des inégalités sexistes, comment faire pour que les femmes puissent avoir le même accès que les hommes aux ressources matérielles et sociales?

1/ Ce point est traité par Elliott et Sorsby (1979); Staudt (1979); l'USAID (1978).

2/ La consonance négative de cette question a pour but de nous rappeler les conséquences inégales et parfois désastreuses qu'ont eu pour les femmes certains projets ou certaines politiques de développement par le passé. Une vue d'ensemble de cette question est donnée (entre autres) par Boserup (1970); Chaney et Schmink (1976); Tinker (1976); Van Allen (1974). Des bibliographies annotées sur la femme dans le développement comprennent Buvinic (1976), Nonformal Education Information Center (1978), Rihani (1978).

II. EVALUATIONS ACTUELLES DU ROLE DE LA FEMME DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT: ETUDE ET ANALYSE

Le rapport de Elliott et Sorsby présente les profils de 43 projets financés par l'AID, ou par des organisations bénévoles privées, qui s'adressent spécifiquement aux femmes (dans leur totalité ou en partie). En ce qui concerne l'AID, il s'agit de projets ayant fait l'objet d'études d'évaluation. Toutefois, un certain nombre de ces projets ne satisfont pas à la définition plus restrictive proposée par l'Office de la femme dans le développement de l'AID. Selon cette définition un projet s'intéressant au rôle de la femme dans le développement (FD) se doit d'avoir été conçu spécialement pour les femmes afin de les aider à "rattraper" les hommes, ou bien il doit avoir une importante composante "féminine" en tant que partie intégrante d'un projet plus général. La définition de l'AID, qui souligne le rôle économique de la femme, exclut les activités telles que la santé maternelle et infantile ou la planification de la famille, qui offrent des biens et services en l'absence de formation ou d'une aide destinée à augmenter la productivité ou les revenus. Selon le Code des domaines d'intérêt particuliers servant à classer les projets de l'AID, la catégorie des projets FD devrait:

CODE	DOMAINE D'INTERET	DEFINITION
FD	LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT	Comporter des activités qui contribueront à intégrer les femmes dans l'économie de leur pays respectif, permettant ainsi d'améliorer leur condition tout en aidant l'effort global de développement. (Se reporter à la section 113 de la Loi sur l'aide aux nations étrangères). En conséquence, doivent entrer dans cette catégorie les projets et programmes qui ont été entièrement ou partiellement conçus en vue de fournir expressément aux femmes l'occasion de participer sensiblement au processus de développement. Toutefois, il ne faudrait pas inclure tous les projets qui s'adressent aux femmes. Ainsi, devraient être exclus les projets de population, où les femmes ne sont que les bénéficiaires de certains biens tels que des contraceptifs, ou les projets de santé publique qui procurent aux mères des aliments et des prestations pour leurs enfants. En revanche, si outre la fourniture de biens et de services, les femmes reçoivent une formation ou tout autre forme d'aide visant à augmenter leurs gains ou à valoriser leur productivité économique, la partie du financement du projet correspondant à la composante féminine devra être incluse dans la catégorie des projets FD. Lorsqu'une composante "féminine" spécifique est comprise dans un projet intégré, il conviendra de considérer cette composante comme un effort en faveur du rôle de la femme dans le développement. (souligné par nous).

Sur les 43 projets étudiés dans le rapport Elliott et Sorsby, 32 sont passés en revue dans le présent document. Prami les 11 projets qui ont été exclus, 6 comportant l'octroi de subventions par l'AID à des institutions

américaines de formation ou de recherche, font qu'il n'est pas possible d'analyser l'incidence sociale sur les bénéficiaires désignés; 3/ l'un d'eux est un projet urbain d'adduction d'eau qui ne comporte pas de composante féminine très nette; 4/ un autre concerne une garderie d'enfants sous-alimentés; 5/ un autre projet est en fait une subvention accordée pour évaluer un système de télévision éducative; 6/ et deux projets intéressent nettement les femmes mais il n'a pas été possible de se procurer de documentation à leur sujet. 7/ Des études d'évaluation ont été tirées des dossiers de l'AID et du Répertoire de Projets s'adressant aux femmes (Directory of Projects Involving Women) pour les mois de juillet 1978 et janvier 1979. Ce répertoire a été établi par le Secrétariat de la femme dans le développement de la Fondation New TransCentury, à Washington. 8/

Les 32 projets restants, concernant la femme dans le développement, figurent au Tableau 1, par objectif et secteur d'activités. Les objectifs peuvent être classés en fonction d'un certain nombre de critères. Un organisme bénéficiaire - Ministère de l'éducation, coopérative de commercialisation, association de femmes - reçoit des fonds sur la "promesse" qu'il founira des biens ou des services (directement ou indirectement) à une

---

3/ Il s'agit de subventions attribuées à l'Université de Stanford pour concevoir des prototypes d'enseignement radiophonique des mathématiques élémentaires dans les pays moins avancés et pour élaborer des programmes d'études dans le domaine des communications à faible coût; à L'Université d'Etat de la Floride pour mettre au point une technologie pédagogique adaptée aux pays en développement; à l'Université du Massachusetts pour dispenser une formation en matière d'éducation non classique; à l'Université de l'Oklahoma pour effectuer des recherches sur les méthodes bon marché d'épuration de l'eau et d'assainissement dans les pays moins avancés; et à l'"American Home Economics Association" en vue de former des spécialistes du tiers monde en économie domestique aux méthodes de planification familiale.

4/ Remise en état du réseau d'adduction d'eau de Taiz, République arabe du Yemen (AID/NE).

5/ Garderie d'enfants déshérités au Chili (AID/LAC).

6/ Evaluation des projets de télévision éducative au Salvador (AID/LAC).

7/ Elevage de volaille dans la République arabe du Yemen (AID/NE); cercles de ménagères Caritas de Honduras (Inter-American Foundation).

8/ Je sais gré à Debra DeWitt pour avoir rassemblé et résumé ces documents. D'autres renseignements concernant des projets intéressant la femme dans le développement ont été collectés par Mickelwait, Riegelman, et Sweet (1976) ainsi que par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (1978), entre autres sources.

catégorie de bénéficiaires-cibles, compte tenu d'un certain nombre de paramètres (tels que contraintes budgétaires ou de temps) et suivant des procédures convenues. Ces biens et services sont destinés à réaliser certains objectifs spécifiques du projet, par exemple, "augmenter le revenu annuel net des exploitants agricoles de plus de 50% sur une période de 5 ans, en adoptant des méthodes modernes de sériciculture". Il est utile d'opérer une distinction entre les projets conçus surtout pour augmenter la productivité des bénéficiaires (catégories d'individus, ménages ou localités), et ceux destinés à améliorer leur bien-être. 9/

Les projets conçus pour accroître la productivité s'efforcent d'augmenter la production, l'emploi, ou les revenus parmi un groupe-cible, soit directement par le biais de la formation professionnelle (institutionelle ou non), d'une mobilisation de groupe, d'une aide technique, de crédits ou de la création d'emplois, soit indirectement grâce au développement des infrastructures physiques telles que l'électricité, l'irrigation et les routes, ou par tout autre moyen. Ils peuvent se concentrer sur la productivité alimentaire, la production et la distribution des produits agricoles, la production de biens et de services non agricoles, ou sur une combinaison de certains de ces éléments. Les projets suivants sont inclus au Tableau 1 dans le secteur agricole: une coopération féminine d'achat d'huile de palme et de commercialisation des denrées alimentaires au Cameroun, un élevage de vers à soie pour des familles d'agriculteurs dans le nord-est de la Thaïlande, un élevage de porcs dans la République de Corée, un projet de conservation des sols au Lesotho, et un système d'alimentation en eau des communautés rurales au Kenya. Le secteur non agricole comprend des programmes de formation professionnelle et des centres de production de confection au Costa Rica, au Salvador et aux Philippines. Les projets mixtes producteurs de revenus - qui sont les plus courants - comprennent un certain nombre de programmes à petite échelle axés sur la production agricole et non agricole, en faveur des femmes des communautés urbaines et rurales disposant de faibles revenus. Il s'agit de programmes consacrés à l'artisanat, à l'élevage de volailles, ainsi qu'à la production et à la transformation des aliments.

Les projets conçus pour améliorer le bien-être comprennent des programmes d'éducation générale de type scolaire ou non (construction d'écoles ou recrutement d'enseignants en Ouganda et en Afghanistan, acticités d'alphabétisation fonctionnelle et d'auto-assistance en Ethiopie, au Guatemala, et au Sri Lanka); des programmes de santé publique (santé et éducation en

---

9/ Faute d'une meilleure expression, le "bien-être" désigne ici la satisfaction des besoins humains les plus élémentaires. La distinction entre la productivité et le bien-être est quelque peu artificielle, étant donné que la prospérité matérielle (dérivée de la productivité) est un élément fondamental du bien-être humain, tandis que la santé, l'éducation et la capacité d'organisation sont autant de facteurs permettant d'accroître la productivité.

TABLEAU 1

PROJETS CONCERNANT LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT, CLASSES SELON L'OBJECTIF ET LE SECTEUR

Objectif	Secteur	Projets a/
Augmenter la production/ l'emploi/ les revenus	Production et distribution de denrées alimentaires et produits agricoles	1. Achat d'huile de palme/commercialisation des denrées alimentaires au Cameroun (4) 2. Sériciculture dans le nord-est de la Thaïlande (17) 3. Elevage de porcs dans la République de Corée (47) 4. Conservation des sols au Lesotho (9) 5. Alimentation en eau des communautés rurales au Kenya (8)
	Production et services non agricoles	6. Confection et boulangerie industrielle au Costa Rica (22) 7. Formation professionnelle au Salvador (24) 8. Centre de couture aux Philippines (49)
	Divers	9. Mohair, teinture manuelle des tissus, volaille au Lesotho (10) 10. Production et transformation de denrées alimentaires en Haute Volta (14) 11. Industrie alimentaire, fabrication de jouets, écrans de soie et artisanat au Kenya (44) 12. Programmes producteurs de revenus pour les femmes rurales en Bolivie (20) 13. Couture, confiserie, floriculture au Paraguay (29) 14. Coopératives féminines rurales de commercialisation au Nicaragua (28) 15. Artisanat, élevage, cultures vivrières en République dominicaine (52) 16. Coopérative féminines au Bangladesh (45) 17. Artisanat et élevage de la volaille à Fidji (46) 18. Projets producteurs de revenus aux Philippines (48)
Améliorer le bien-être	Enseignement (de type classique)	19. Ecole secondaire de jeumes filles en Ouganda (12) 20. Ecoles primaires et foyers pour enseignants en Afghanistan (31)

TABLEAU 1 (suite)

Objectif	Secteur	Projets a/
Améliorer le bien-être (suite)	(non scolaire)	21. effort collectif en matière d'alphabétisation en Ethiopie (5) 22. Programmes radiodiffusés à l'intention des Indiens des hauts plateaux au Guatemala (26) 23. Projet de développement communautaire au Sri Lanka (30)
	Santé	24. Audio-cassettes sur la santé et la nutrition en Tanzanie (11)
	Organisation communautaire	25. Travaux de recherche sur le rôle des femmes dans le développement au Ghana (6) 26. Formation aux tâches d'animation pour les organismes bénévoles privés au Ghana (7) 27. Séminaires sur les femmes en Haute-Volta (13) 28. Projets de l'Académie nationale pour la promotion féminine au Bangladesh (16) 29. Formation civique pour les filles en Thaïlande (51) 30. Formation aux tâches d'animation pour les volontaires en Amérique latine (9) 31. Formation aux tâches d'animation pour les volontaires au Costa Rica (23)
Promotion du développement intégré	Tous les secteurs	32. Développement intégré de la vallée Pespire au Honduras (27)

a/ Les chiffres cités entre parenthèses se rapportent au numéro des pages de la Section III du rapport de Elliott et Sorsby (op. cit.)

Tanzanie); et des programmes de soutien aux organisations nationales et locales en matière de formation aux techniques d'animation, dans les domaines de la recherche, de la planification des programmes, de vulgarisation au sein des communautés et d'autres activités destinées à encourager une plus grande participation des citoyens. Cette dernière catégorie de projets, qui se place au deuxième rang des projets les plus fréquents, comprend sept projets en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Certains projets recouvrent plusieurs catégories étant donné la diversité de leurs objectifs ou l'échelonnement des activités. Il arrive ainsi que plusieurs projets qui appartiennent à la catégorie de l'organisation communautaire, par exemple, et qui se trouvent encore au stade préliminaire de la recherche ou de la formation aux tâches d'animation, aient pour objectif final d'accroître les possibilités qu'ont les femmes d'augmenter leurs revenus. Un programme de développement rural intégré (mentionné à part) essaiera, par définition, d'atteindre tous les secteurs. Toutefois, ce schéma offre un point de départ utile pour examiner le rôle de la femme dans les projets de développement étudiés dans le présent rapport.

Comme indiqué dans les documents de projet et autres documents relatifs aux 32 projets mentionnés ci-dessus, le Tableau 2 signale les bénéficiaires visés par ces projets, les principaux apports ou moyens contribuant à la réalisation des objectifs ainsi qu'un résumé de la participation des femmes au processus de décision concernant les projets, leur accès aux avantages découlant des projets et l'incidence socio-économique la plus importante des projets sur les femmes.

La colonne intitulée "bénéficiaires visés" décrit les caractéristiques de la clientèle visée par le projet, ou groupe-cible. Vingt-deux des 32 projets s'adressent aux femmes, c'est-à-dire qu'ils se proposent de servir une clientèle exclusivement féminine (par exemple, toutes les femmes de l'arrondissement de Bui qui désirent adhérer à la coopérative féminine de Nso, au Cameroun; "cinquante femmes appartenant à des clubs pour l'amélioration des foyers dans 11 villages à faible revenus" en République de Corée). Les dix autres projets comprennent une composante "féminine" supposée ou explicite (par exemple, "1 500 familles d'exploitants agricoles dans les zones de colonisation de 8 provinces" en Thaïlande; "300.000 ruraux environ qui habitent dans des régions isolées au Kenya, particulièrement les femmes"). Vingt projets sont implantés dans des zones rurales, quatre dans des zones urbaines, et huit dans des zones mixtes. Il ne fait pas de doute que l'accent est mis sur les couches de la population à faibles revenus, bien que les bénéficiaires immédiats de plusieurs projets de formation aux tâches d'encadrement soient surtout des femmes appartenant à la classe moyenne ou à l'échelon supérieur de cette classe moyenne au lieu des femmes pauvres pour lesquelles ces projets ont surtout été conçus.

TABLEAU 2: ROLE DE LA FEMME DANS LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT;

Projet [a]	Principaux apports — Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
1. Achat d'huile de palme/ commercialisation des produits alimentaires au Cameroun (4) (Don de l'AID à l'Union des coopératives de Nso)	Toutes les femmes de l'arrondissement de Nso [illegible] ant se [illegible] coopérative de Nso.							
2. Sériciculture dans le nord-est de la Thaïlande (17) (AID)	1.500 familles d'agriculteurs dans les zones de colonisation de 8 provinces							
3. Elevage porcin en République de Corée (47) (Save the Children Federation, Inc.)	50 femmes appartenant à des clubs d'amélioration du foyer dans 11 villages où les revenus sont faibles							
4. Conservation des sols pour les petits exploitants au Lesotho (9) (AID/BIRD)	12.000 agriculteurs de subsistance dans la région de Thaba Bosiu							
5. Syst. d'alimentation en eau des communautés rurales au Kenya (8) (AID/CARE)	Environ 300.000 habitants de zones rurales isolées, surtout des femmes							

a/ Les chiffres entre parenthèse se rapportent aux pages de la section III de l'étude de Elliott et Sorsby (op. cit.)

BEST AVAILABLE

BENEFICIAIRES VISES; PRINCIPAUX APPORTS ET PARTICIPATION DES FEMMES

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Forte participation locale au départ Léger transfert du pouvoir de décision à la direction masculine de l'Union des coopératives de Nso	Tous les membres des 62 coopératives villageoises sont des femmes Qques femmes pauvres n'ont pas les moyens d'acheter des actions	Nutrition améliorée avec diminution du coût de l'huile de palme Augmentation des revenus procurés par les ventes de produits alimentaires Plus grande confiance en soi Perte de certains rapports sociaux au marché	Rapport de "Development Alternatives, Inc" 1979 (Donald R. Jackson)
Part. active à la conception du projet au niveau local: des femmes en forment d'autres	85% des participants seront des femmes; en 1978, 50% des 210 stagiaires étaient des femmes	Les augmentations du revenu familial net s'établissent en moyenne à $150/an.	New TransCentury janvier 1979
Les villageoises ont choisi les activités du projet: la majeure partie du personnel de l'organisme donateur est masculin	Tous les particpants sont des femmes Les femmes les plus pauvres sont les moins actives dans le projet	Augmentation des revenus: les porcs achetés $35 sont vendus à $198 en moyenne	New TransCentury janvier 1979
Les femmes "auront une participation très active ... dans la mise en oeuvre de ce projet"	Les femmes "jouent un rôle prédominant dans le domaine de l'agriculture" b/	On ne s'attend pas à une augmentation des revenus avant 1982-83	Document de projet Evaluation indépendante octobre 1975
Les villageoises participent à l'organisation et à la gestion des efforts collectifs	Le projet a du retard par rapport au calendrier; les femmes en bénéficieront	Allègement pour les femmes de la corvée du puisage de l'eau c/	New TransCentury juin 1978 Evaluation 1976

b/ Pour des détails complémentaires se rapportant au rôle des femmes, voir l'Annexe 2 du Rapport d'évaluation de la Banque Mondiale.

c/ L'évaluation de l'incidence du projet sur les activités quotidiennes des femmes est consignée dans les rapports de CARE et de la BIRD (octobre 1977). Aucun de ces deux rapports n'a pu être examiné avant d'entreprendre cette étude.

TABLEAU 2 (suite)

Projet	Principaux apports Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
6. Confection et boulangerie, artisanat, cosmétologie au Costa Rica (22) (AID)	Environ 1.500 femmes de revenus très modestes dans les faubourgs de San José							
7. Formation professionnelle à El Salvador (24); mécaniciens auto; soudure, couture, coupe, réparations radio/télé. cuisine, cosmétologie (AID	Environ 1.000 citadins pauvres du secteur économique non structuré; 45% sont des femmes							
8. Centre de couture de San Marco aux Philippines (49) (Organisnes bénévoles privés)	Villageoises pauvres de la province de Balucan							
9. Mohair, tricot, teinture manuelle des tissus, élevage de volailles au Lesotho	Hommes et femmes pauvres, de 10 à 60 ans, dans 3 villages; futures épouses des travailleurs des mines sud-africaines							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Les stagiaires jouent un rôle très important pour identifier les problèmes et proposer des solutions	La totalité des stagiaires sont des femmes Abandon du critère de scolarisation (niveau 6e) pour recruter des femmes parmi les plus pauvres	Augmentation des revenus du groupe se consacrant à la confection Amélioration de l'habitat Aspirations plus élevées/estime des époux Efforts de groupe	Note d'évaluation du projet novembre 1978
Non indiquée	2.400 stagiaires dont 1.700 diplômés; % de femmes non connu Des cours sont organisés à l'intention des femmes	Augmentation importante des emplois offerts, surtout en mécanique auto et soudure, niveaux de recrutement les plus faibles dans la cuisine et la cosmétologie	Note d'évaluation du projet, avril 1978; rapport final, mai 1978
Les femmes de San Marcos lancent l'idée d'un centre de couture basé sur les compétences locales et le besoin de revenus	Les 20 ouvrières de San Marcos, auxquelles viendront s'ajouter 45 autres femmes	Augmentation des revenus provenant de la vente de vêtements pour enfants Fierté et sentiment d'avoir accompli qq. chose Innovation que représente le travail en dehors du foyer	New TransCentury juin 1978
Les villageoises prennent l'initiative des activités, demandent l'assistance de 50 à 100 volontaires féminines	Probablement toutes les femmes	Production de revenus Vif désir des villageoises de participer au projet Meilleure nutrition des enfants dans les garderies	New TransCentury janvier 1979

TABLEAU 2 (suite)

	Projet	Principaux apports Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
10.	Production et transformation de produits alimentaires en Haute-Volta (14) (AID/DC)	Femmes de 60 villages et vulgarisatrices							
11.	Industries alimentaires, fabrication de jouets, artisanat au Kenya (44) (OBP)	220 femmes environ dans 4 villages							
12.	Production agricole, élevage, couture, artisanat, cooparatives de vente en Bolivie (20) (AID)	Paysannes pauvres de langue Aymara et Quechua, âgées de 18 and ou plus							
13.	Couture, confiserie, floriculture au Paraguay (29) (AID)	1ère année: 300 femmes et 160 hommes d'Asuncion et des communautés rurales pauvres; 2ème année: effectifs doublés avec une participation rurale de 70%							
14.	Coopératives féminines de commercialisation rurale au Nicaragua (28) (AID)	Commerçantes rurales; producteurs agricoles, éleveurs de volailles, spécialistes du traitement des produits alimentaires, artisans (nombreuses femmes)							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Les villageoises sont encouragées à décider des activités individuelles ou de groupe (potagers, presses à huile d'arachide, moulins)	Toutes les femmes	Il est encore trop tôt pour se prononcer. Le projet a du retard par rapport au calendrier	Carolyn Barnes, "Strengthening Voltaic Women's Roles in Dev't." Janvier 1978; New TransCentury juin 1978
Projets fondés sur l'effort collectif décidés par des groupes de villageoises	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Revenus provenant de quatre groupes Plus grande confiance en soi; occasion de travailler ensemble	New TransCentury janvier 1979
Les promoteurs du projet sont des paysannes; tout le personnel est féminin	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Augmentation des revenus mais marché limité Les femmes sont intéressées à organiser des coopératives	New TransCentury juin 1978
Non indiquée, bien que la majorité du personnel soit composé de femmes	Formation de 192 cadres; 62 volontaires, 520 bénéficiaires % de femmes non indiqué	Non indiqué par sexe Augmentation du revenu des participants après formation; les projets ne sont pas encore autonomes Intérêt très vif	Document du projet; Note d'évaluation du projet, novembre 1978
Dans chaque coopérative, les femmes occupent de 4 à 6 des 6 postes clés; l'équipe d'évaluation et de conseil est entièrement composée de femmes	55% de femmes dans 12 coopératives de crédit comptant 1.400 membres	Non indiqués	Document du projet; Examen annuel du projet, déc. 1975

TABLEU 2 (suite)

	Projet	Principaux apports Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
15.	Services sociaux et de crédit en République Dominicaine (52) artisanat, élevage des caprins, cultures vivrières (Org. bénévoles privées)	Villageoises dans les régions du Sud et du Centre; 70 groupes au bout de 5 ans							
16.	Coopératives féminines au Bangladesh (45); riz, semences, huileries, cheptel et volailles, vers à soie (CARE)	Villageoises dans 4 thanas, surtout épouses de petits propriétaires terriens							
17.	Artisanat et élevage de volailles à Fidji (46) (OBP)	85 j. filles de l'Ecole méthodiste d'artisanat et d'agriculture							
18.	Cult. vivrières et floriculture, coopératives de vente aux Philippines (48) (OBP)	Femmes pauvres de 32 villages de la province de Cavite							
19.	Ecole secondaire polyvalente de j. filles en Ouganda (12) (AID)	Lycéennes							
20.	Construction de 170 écoles élémentaires rurales et de 40 foyers pour enseignants en Afghanistan (31) (AID)	Enfants et enseignants ruraux; dans les nouveaux établissements, 15% des places sont réservées aux filles							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Les villageoises prennent l'initiative des projets; presque tout le personnel est féminin	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Meilleur accès au crédit Prise de conscience des services sociaux	New TransCentury janvier 1979
Les villageoises prennent l'initiative des projets dont la gestion est opérée par des femmes	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Augmentation des revenus dans le cadre des limites imposées par le purdah Efforts de groupe	New TransCentury janvier 1979
Les jeunes filles s'acquittent de toutes les tâches de la ferme école qui est autonome. Tout le personnel est féminin.	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Non indiqués	New TransCentury janvier 1979
Des animateurs villageois qualifiés consultent les femmes du village au sujet des plans du projet	Les bénéficiaires du village sont des femmes; il y a également 76 stagiaires en animation rurale	Augmentation des revenus Formation aux tâches d'animateurs Passage de l'indifférence à la participation	New TransCentury 1979
Non indiquée	On dénombre 540 lycéennes; % d'enseignantes non connu	Augmentation du nombre des diplômées de l'enseignement secondaire	Révision du Document du projet, 1969; Examen annuel du projet 1971-72
Non indiquée	Le quota de 15% d'inscriptions de jeunes filles a été atteint à Parwan mais non dans les zones du sud; % d'enseignantes non connu	Non indiqués	Document du projet 1975; Câble d'évaluation mai 1976

TABLEAU 2 (suite)

	Projet	Principaux apports / Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
21.	Alphabétisation et effort collectif en Ethiopie (5) (AID)	Adultes de 20 à 40 ans dans certaines zones urbaines et rurales; la majorité des participants sont des femmes							
22.	Programmes radiodiffusés à l'intention des Indiens des hauts-plateaux au Guatemala (26) (AID)	16.000 Indiens analphabètes des hauts-plateaux qui s'adonnent à l'agriculture de subsistance							
23.	Développement communautaire au Sri Lanka (50) (Organismes bénévoles privés)	J. filles des bidonvilles de Colombo, surtout celles qui ont abandonné l'école; mères et enfants d'âge préscolaire							
24.	Audio-cassettes sur la santé et la nutrition en Tanzanie (11) (AID)	Femmes de 2 villages							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Femmes participant à des projets d'auto-assistance; majorité du personnel masculin (sur 24 animateurs de groupes, 4 sont des femmes)	Sur 148 participants disséminés dans 6 communautés ayant répondu aux questionnaires, 80% sont des femmes	Pas de différenciation selon le sexe. Chgt. d'attitude à l'égard du rôle des femmes. Amélioration des pratiques sanitaires et alimentaires. Intensification de l'alphabétisation, de la particip. communautaire et de la product. alimentaire	Evaluation interne février 1977 New TransCentury juin 1978
Le rôle des femmes n'est pas indiqué	% de participation féminine non indiqué parmi 246 promoteurs, 9.000 bénéficiaires des programmes d'informations	Pas de différenciation selon le sexe. Qques changements au niveau des connaissances des attitudes et des pratiques agricoles	"The Basic Village Education Project in Guatemala," par John R. Davidson, AID, sept. 1976 Résumé de l'évaluation du projet, janvier 1979
Le personnel est en majorité composé de femmes	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Amélioration de la santé des enfants dans les garderies Apprentissage de travaux à l'aiguille pouvant procurer des revenus	New TransCentury janvier 1979
Les villageoises ont choisi les animateurs de groupe pour le projet	Toutes les bénéficiaires sont des femmes	Création d'activités d'auto-assistance dans les domaines de la santé, de la nutrition, du jardinage, de l'artisanat Prise de conscience et fierté accrues	Joyce Stanley et Alisa Lundeen, "Audio Cassette listening Forums" (AID, pas de date)

TABLEAU 2 (suite)

	Projet	Principaux apports / Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
25.	Recherche sur le rôle des femmes dans le développement au Ghana (6) (AID)	"Nat'l Council on Women and Development"; en définitive, les femmes pauvres des communautés urbaines et rurales							
26.	Formation aux tâches d'animation pour les organisnes bénévoles privés au Ghana (7) (AID)	Eléments clés des organisations féminines dans les 9 régions; en définitive, les femmes pauvres des communautés urbaines et rurales							
27.	Séminaires sur les femmes en Haute-Volta (13) (AID)	Fédération des femmes voltaïques et autres femmes ayant une profession à Ouagadougou; en fin de compte, toutes les femmes de Haute-Volta							
28.	"National Women's Development Academy" au Bangladesh (16) (AID)	3.600 femmes rurales stagiaires à la "NWDA"; 16.000 femmes rurales bénéficiaires							
29.	Formation civique pour les j. filles en Thaïlande (51) (Organismes bénévoles privés)	J. filles de 15 à 24 ans provenant de familles urbaines et rurales à faibles revenus							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Recherche effectuée par le "Nat'l Council on Women and Development": des organisation de femmes obtiennent des dons pour des projets pilotes	Tous les bénéficiaires seront des femmes	Non évalués	Document du projet
Ateliers organisés par l'Assoc. des femmes ghanéennes	Tous les bénéficiaires seront des femmes	Certaines participantes ont organisé des ateliers locaux Création de quelques industries artisanales et commercialisation des produits de l'artisanat	New TransCentury janvier 1979
Les femmes ont organisé 2 séminaires sur le rôle de la femme	Tous les bénéficiaires seront des femmes	Non évalués	New TransCentury juin 1978
Projet mis au point par "Nat'l Women's Org."; gestion et personnel féminins	Tous les bénéficiaires seront des femmes	154 femmes formées par la "NWDA" perçoivent un salaire comme stimulant; 180 femmes ont trouvé un emploi par l'intermédiaire d'un bureau de placement; 10.000 villageoises environ reçoivent une formation	New TransCentury janvier 1979; Note d'évaluation du projet, jan. 1979. Sallie Craig Huber, "Personal Impressions." AID/Dacca, jan. 1979
Elaborée par l'Association des guides féminines; le personnel est féminin	Des jeunes filles pour la plupart; qques garçons ont été admis à la suite de demandes locales	Non évalués	New TransCentury juin 1978

TABLEAU 2 (suite)

	Projet	Principaux apports / Bénéficiaires visés	Infrastructures	Mobilisation de groupe	Formation	Assistance technique	Crédit	Autres apports	Recherche
30.	Formation aux tâches d'animation pour les volontaires en Amérique latine (19)	Elements appartenant aux classes moyenne et favorisée, surtout parmi les femmes; finalement les couches de la population à faibles revenus							
31.	Formation aux tâches d'animation pour les volontaires au Costa Rica (23) (AID)	Citoyens des classes moyenne et favorisée, surtout les femmes; finalement les couches de la population à faibles revenus							
32.	Développement intégré de la vallée Pespire au Honduras (27) (AID)	Petits ezploitants agricoles, pratiquant une agriculture de quasi-subsistance dans 10 villages desséminés en grappes dans la vallée Pespire							

Participation des femmes au processus de décision	Accès des femmes aux avantages des projets	Effets des projets sur la condition des femmes	Source de renseignements
Formation organisée et gérée par la Ligue des électrices	Tous les bénéficiaires seront des femmes	Plus d'avantages pour les volontaires de la classe moyenne que pour les femmes pauvres	Evaluation à la fin du projet d/
Formation organisée et gérée par des organisations féminines du Costa Rica	Tous les bénéficiaires seront des femmes	Prise de conscience et participation politique accrues	Mémorandum d'évaluation 1978 d/
Situation peu précise; les femmes "compteront" pour environ 50% des membres du conseil communautaire chargé de prendre des décisions à l'échelon local	Participation à diverses activités, qui n'ont pas été déterminées selon le sexe; les femmes sont censées y participer	Augmentation des revenus de 19 femmes employées dans une coopérative fabriquant de la purée de mangues, mais leur avenir est incertain	Résumé de l'évaluation du projet d/

d/ Il n'a pas été possible de se procurer ces rapports d'évaluation pour la présente étude; les renseignements tirés de ces rapports sont résumés dans les profils des projets établis par Elliott et Sorsby.

Lorsqu'il est possible de la déterminer, la taille du groupe-cible varie énormément, allant de 50 femmes pour les clubs d'amélioration du foyer d'un projet d'élevage des porcs en Corée, sous les auspices d'un organisme bénévole privé, aux 300 000 ruraux que vise le projet d'alimentation en eau au Kenya, sous les auspices de CARE/AID. Toutefois, il convient de noter, en général, que les projets s'adressant au femmes ont une envergure nettement plus restreinte que les projets mixtes qui peuvent virtuellement atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires féminines.

Le rôle de la femme, tel qu'il est résumé dans le Tableau 2, est analysé sous trois rubriques: importance de la participation des femmes dans le processus de décision, soit en qualité de personnel du projet soit en tant que membres du groupe client; importance de l'accès direct des femmes aux avantages du projet; et effets immédiats et à long terme du projet sur la condition socio-économique des femmes. 10/

La participation au processus de décision se réfère au degré de participation des femmes à la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des projets. Il convient ici d'opérer une distinction entre le rôle de la femme en tant que membre du personnel des organismes donateurs et des institutions bénéficiaires (fournisseurs de services) qui gèrent le projet, et le rôle de la femme en tant que bénéficiaire prévue d'un projet. Premièrement, dans quelles proportions et à quel titre les femmes sont-elles représentées au sein du personnel des organismes donateurs et bénéficiaires qui ont la responsabilité des décisions concernant la planification et la gestion des projets? Deuxièmement, le processus de décision au sein des organismes donateurs et bénéficiaires reflète-t-il leur préoccupation de veiller à l'intérêt des femmes appelées à bénéficier des bienfaits d'un projet? Troisièmement, dans quelle mesure et en quelle qualité les femmes appartenant à la classe des bénéficiaires visés décident-elles de l'action à entreprendre et de son mode d'exécution? Comment détermine-t-on leurs besoins et leurs priorités et comment en est-il tenu compte dans la conception et l'exécution d'un projet? Dans quelle mesure les femmes appartenant au "groupe-client" participent-elles au suivi et à l'évaluation du projet?

Par "accès aux avantages du projet", il faut entendre le degré de représentation des femmes et des jeunes filles parmi les bénéficiaires directs des biens et services offerts par le projet, tels que la formation professionnelle, le crédit agricole, ou l'affiliation à des coopératives. Il convient ici de faire la distinction entre l'accès direct aux avantages du projet et l'accès indirect, par lequel on suppose que les femmes

---

10/ Pour examiner les autres méthodes d'évaluation de la participation des femmes (ou "participation populaire") aux projets de développement, il y a lieu de se reporter notamment à: American Council of Voluntary Agencies for Foreign Service (1975); Cohen et Uphoff (1977), pp. 27-58; Dulansey (1977); Mickelwait et divers collaborateurs (1976); Palmer (1979).

bénéficient des bienfaits du projet du fait de leur appartenance aux familles où les hommes participent aux activités du projet. En règle générale, il est possible de connaître le nombre et le pourcentage de femmes bénéficiaires à partir des dossiers concernant les contacts directs avec les clients: exploitants agricoles contactés par des vulgarisateurs, enfants inscrits dans des établissements scolaires, ouvriers travaillant à un projet de construction, bénéficiaires de prêts bancaires, etc... Dans un tel contexte, le fait d'identifier les bénéficiaires ne préjuge pas de leur qualité de bénéficiaire réel; cela n'implique pas non plus que ceux qui n'ont pas eu un accès direct aux avantages du projet n'ont pas été favorisés (ou défavorisés) de manière plus ou moins évidente ou subtile.

La question de savoir quels ont été les effets des projets sur la condition des femmes se rapporte aux diverses manières dont la situation des femmes au sein de leur famille et de la communauté a pu être affectée par les activités du projet, soit en termes absolus, soit par rapport aux hommes. Quelques changements peuvent être positifs, d'autres négatifs; certains auront pu être prévus alors que d'autres sont imprévus. Il conviendrait de distinguer dans la mesure du possible les effets immédiats des incidences à long terme, bien que la plupart des évaluations formelles soient entreprises beaucoup trop tôt pour pouvoir déceler les effets à long terme.

Dans l'exposé qui va suivre, nous nous proposons d'examiner les évaluations des projets relatifs au rôle de la femme dans le développement figurant au Tableau 2. Cet examen aura pour but de déterminer, d'une part, dans quelle mesure il a été tenu compte des trois dimensions de la participation de la femme dans le développement, et, d'autre part, de dégager les "leçons qui ont été retenues" quant à la réalisation des objectifs de projets en question.

Participation des femmes au processus de décision concernant les projets

Le rôle des bénéficiaires et du personnel féminins, quant à la conception, la mise en oeuvre, et l'évaluation des projets, est plus facile à déterminer à partir des profils des projets de New TransCentury qu'à partir des documents de l'AID. Lorsqu'il a établi son annuaire des projets intéressant la femme dans le développement, New TransCentury a demandé notamment, les renseignements suivants aux organismes donateurs: 11/

> 13. Nous aimerions recevoir des informations concernant le personnel participant à ce projet. Veuillez indiquer tout d'abord les titres fonctionnels, par exemple, directeur du projet, spécialiste de l'éducation nutritionnelle, secrétaire, etc. Ensuite, pour chaque poste que vous aurez mentionné, veuillez indiquer le nombre total de titulaires de ces postes en décomposant ces effectifs selon le nombre de femmes, de ressortissants du pays hôte et d'expatriés.
>
> 19. Nous aimerions savoir comment les femmes ont été intéressées à la planification, à la préparation et à l'élaboration de ce projet. (Veuillez fournir une description aussi détaillée que possible en opérant une distinction entre la participation du personnel féminin et celle des bénéficiaires féminines).
>
> 20. Nous aimerions savoir comment les femmes ont été amenées à participer à la gestion et au contrôle de ce projet; autrement dit, quelle a été l'importance de leur action lors de la détermination des objectifs du projet et lors des prises de décision concernant sa mise en oeuvre. (Veuillez là encore établir une distinction entre la participation du personnel féminin et celle des bénéficiaires féminines).

Les données suivantes sont un exemple du genre de renseignements recueillis par New TransCentury. Elles sont tirées de l'annuaire de TransCentury qui comporte le profil d'un projet financé par l'AID, ayant pour objectif de moderniser les pratiques de sériciculture et d'augmenter les revenus de 1 500 familles de colons ruraux dans le nord-est de la Thaïlande (No. 2 - Tableau 2).

> Participation du groupe-cible: Dans les zones rurales, outre leur participation active aux durs travaux agricoles, les femmes se chargent de la plupart des tâches liées à la sericiculture. ... Les femmes qui participent à ce projet jouent un rôle de premier plan, tout d'abord en tant que bénéficiaires des actions de formation et, ensuite, en tant que monitrices ayant pour mission d'aider les membres féminins de leur groupe villageois, à parfaire leurs compétences. ...

11/ Directory of Projects Involving Women (Washington, D.C.: New TransCentury Foundation, Secretariat for Women in Development, juillet 1978 et janvier 1979).

Personnel féminin: L'équipe chargée de l'élaboration du projet comprenait des femmes fonctionnaires du Ministère de l'aide sociale et une femme administratrice adjointe de projets de l'USAID, ainsi que la coordinatrice de la mission féminine Femmes dans le développement, qui a joué un rôle actif dans l'étude du projet. L'action menée par le personnel féminin comportait des recommandations visant à faire participer davantage les femmes aux débats concernant le projet, à l'échelon local, le recours aux femmes qui bénéficient déjà de la formation dispensée dans le domaine de la sériciculture pour qu'elles persuadent d'autres femmes de jouer des rôles plus actifs; l'emploi de femmes dotées de compétences exceptionnelles à des postes de gestion dans le cadre de la colonisation rurale. En outre, sur dix encadreurs de travaux de sériciculture sur le terrain, trois sont des femmes. Le personnel féminin se rend par ailleurs sur les lieux choisis pour l'implantation du projet au cours de l'étude de factibilité.

Profil du personnel: Tous les agents du projet sont des nationaux, hormis l'administrateur du projet, de l'AID. Les effectifs comprennent un directeur adjoint du projet, thaïlandais; un directeur du projet thaïlandais; deux coordonnateurs (dont une femme); 10 superviseurs (dont 3 femmes); 70 vulgarisateurs agricoles (dont une femme), tous fonctionnaires de l'Etat auxquels il convient d'ajouter une administratrice adjointe du projet, de l'AID (New TransCentury, janvier 1979).

Il est peu probable que les documents de l'AID renferment des données aussi détaillées, du moins dans les résumés qui peuvent être aisément consultés, car il n'est pas courant de s'enquérir de la participation féminine aux projets.

Les modèles de projets typiques figurant au Tableau 2 (et plus particulièrement les projets producteurs de revenus pour les villageoises et les programmes d'enseignement non scolaire) essaient de susciter une forte participation des bénéficiaires visés au processus de décision dans le cadre d'un effort d'auto-assistance. En accord avec les membres du personnel, qui agissent en tant que catalyseurs, les femmes sont encouragées à identifier leurs besoins et leurs priorités lors de discussions de groupe, à décider conjointement des activités qui leur permettront de faire face aux problèmes les plus urgents et à demander à l'organisme administratif responsable de leur fournir la formation, l'assistance technique, le crédit et tout autre bien ou service dont elles peuvent avoir besoin. 12/ De plus, les bénéficiaires sont fréquemment encouragées à participer à l'évaluation des projets. Deux projets qui prévoient la

---

12/ Projets Nos 1, 2, 3, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 18, 21, 24 dans les Tableaux 1 et 2.

mise en place d'infrastructures nécessaires à la production agricole (conservation du sol pour les petits exploitants du Lesotho No. 4 et de systèmes d'adduction d'eau pour les communautés rurales au Kenya No. 5) intéressent les bénéficiaires féminines à la mise en oeuvre, mais non à l'identification ou à la conception du projet. Les projets dont l'objet est d'améliorer le bien-être social grâce à l'organisation communautaire (Nos 25-31) suscitent une forte participation des femmes durant tout leur cycle, du fait que leur planification et leur réalisation relèvent d'organisations féminines. Quant aux autres projets, il n'est pas possible de déterminer avec précision le rôle des femmes dans le processus de décision. 13/

Quel enseignement peut-on tirer de l'étude des documents disponibles au sujet de la participation des femmes à la prise de décisions concernant les projets? Cette question n'ayant pas été abordée de manière systématique dans les divers rapports et vu le petit nombre de projets étudiés, les "enseignements" ne sauraient avoir qu'un caractère indicatif:

1. Que ce soit en tant que membres du personnel ou en tant que bénéficiaires du projet, les femmes participent davantage au processus de décision lorsque les projets sont directement gérés par des sections chargées des questions féminines au sein des ministères ou des organismes bénévoles privés, ou bien par des associations féminines nationales, plutôt que par l'intermédiaire général d'organismes bénévoles privés ou d'organes de l'Etat. Les activités villageoises lucratives pour les paysannes en Bolivie, par exemple (No. 12) sont gérées par la Division de la promotion de la femme rurale du Service national de développement communautaire bolivien. "La Division de la promotion de la femme rurale a pour tâche de veiller à ce que les femmes participent activement à ces projets, tant au niveau exécutif qu'à celui de l'action" (New TransCentury, juin 1978). Le projet d'organisation communautaire au Bangladesh (No. 28), mis à exécution par l'Académie nationale pour la promotion féminine a été "totalement mis sur pied par l'Organisation nationale féminine [Bangladesh Jatiyo Mahila Sangstha], qui est entièrement composée de femmes, et a été approuvé par la Division des affaires féminines du Gouvernement du Bangladesh (qui comprend quelques femmes) et la Commission du Plan (composée surtout d'hommes)" (New TransCentury, janvier 1979). Le personnel des projets qui octroient des fonds aux organisations féminines est presque entièrement composé de femmes; nombre de ces organisations font largement appel à des volontaires.

13/ Formation professionnelle au Salvador No. 7); activités productives de revenus au Paraguay (No. 13); construction d'écoles en Ouganda (No. 19), et en Afghanistan (No. 20); programmes radiodiffusés pour les agriculteurs au Guatemala (No. 22); développement rural intégré au Honduras (No. 32).

En revanche, on rencontre moins de femmes au sein du personnel rémunéré de certains organismes bénévoles privés ou d'agences gouvernementales dont l'action n'est pas spécifiquement axée sur la condition féminine, même si les femmes sont les principales ou les seules bénéficiaires. 14/ Le projet d'éducation communautaire de type non scolaire en Ethiopie (No. 21), dont 80% des bénéficiaires étaient des femmes, avait un corps enseignant à majorité masculine; sur les 24 animateurs de groupe, on ne comptait que 4 femmes (New TransCentury, juin 1978). Le projet de sériciculture en Thaïlande (No. 2), dont la majorité des bénéficiaires du programme de formation étaient des femmes, ne comprenait que 3 femmes sur 10 superviseurs fonctionnaires, et une seule femme sur 70 vulgarisateurs fonctionnaires affectés au projet (New TransCentury, janvier 1979). Au Kenya, un programme producteur de revenus, conçu spécialement à l'intention des femmes, (No. 11) ne comportait que sept femmes sur 20 consultants malgré les tentatives délibérées de faire appel à des femmes toutes les fois que cela était possible. En Corée, le programme féminin d'élevage porcin (No. 3) comptait une femme parmi les 6 membres de son personnel.

Si, dans la plupart des cas, on pourrait accroître la participation des femmes à l'élaboration et à la réalisation d'un projet en répartissant des fonds par l'intermédiaire d'organisations féminines, des services de promotion féminine des ministères ou d'organismes bénévoles privés, cette stratégie est coûteuse. Comme on l'a fait remarquer plus haut, l'envergure des projets conçus spécifiquement à l'intention des femmes est, dans l'ensemble, généralement plus restreinte que ceux qui s'adressent aux familles des exploitants agricoles, aux jeunes qui ont quitté l'école ou à d'autres catégories sociales qui ne se limitent pas aux femmes.

2. Lorsque des programmes féminins sont placés sous la tutelle d'institutions à prédominance masculine, la prise de décisions concernant d'importantes questions de politique générale tend à incomber aux hommes des institutions dont relèvent ces programmes. Au Cameroun, par exemple, la coopérative féminine d'achat d'huile de palme et de commercialisation des produits alimentaires (No. 1) est affiliée à l'Union des coopératives de Nso - coopérative secondaire qui détient les droits exclusifs de commercialisation du cacao et du café (cultures de rente des hommes) - afin d'obtenir des capitaux et une assistance technique. Un rapport d'évaluation brosse ainsi le tableau de la situation:

14/ Par exemple, Lesotho National Council of Women (No. 9); Mujeres en Desarrollo Inc. en République Dominicaine (No. 15); Conférence des femmes au Sri Lanka (No. 23); Ghana Assembly of Women (No. 26); Fédération des femmes voltaïques (No. 27); Bangladesh Jatiyo Mahila Sangstha (No. 28); Association des guides thaïlandaises (No. 29). Le projet du Lesotho, en particulier, a eu recours à un grand nombre de volontaires pour former les femmes rurales aux activités productrices de revenus - selon leur disponibilité, de 50 à 100 volontaires ont ainsi été recrutées.

> Les vérificateurs des comptes de l'Union des coopératives procèdent à la vérification annuelle des comptes de la coopérative féminine; l'Union lui a également accordé un soutien financier en payant les salaires de trois employés. Cette situation, jointe à l'influence culturelle où l'homme prédomine sans conteste a abouti apparemment à ce qu'une partie du pouvoir de décision soit transférée à la direction de l'Union.
>
> Cette situation a été fort bien illustrée lorsqu'il a été décidé d'acheter une camionnette pour transporter les produits des membres de la coopérative, des villages jusqu'aux entrepôts. Les femmes étaient opposées à l'achat d'un véhicule dont elles n'avaient pas l'expérience et elles estimaient, de plus, qu'il serait meilleur marché d'en louer un. Toutefois, les hommes de l'Union étaient favorables à cet achat et ont réussi à convaincre les femmes du bien-fondé d'un tel investissement. (Jackson, 1979, p. 7).

Une situation analogue peut survenir lorsque la composante féminine relève, à tous les échelons, d'une institution où dominent les hommes. C'est ainsi qu'en Bolivie (No. 12), bien que le personnel féminin au niveau local soit à l'origine de la méthode utilisée pour intégrer les femmes aux projets du Service national bolivien de développement communautaire, "les directives globales concernant les projets de coopératives et leur infrastructure [sont] établies par des hommes au niveau national" (New Trans-Century, juin 1978). Il conviendra de faire des efforts particuliers pour combattre cette tendance, dans le cadre de tous les projets, afin que les femmes puissent jouer un rôle important dans le processus de décisions au sein de l'organisme dont dépend le projet et au niveau de sa mise en exécution.

3. Lorsqu'un projet intéresse une communauté qui comporte des associations locales féminines, structurées ou non, ou qui a une forte tradition d'effort collectif, les bénéficiaires féminines participent activement aux stades de planification et de réalisation dudit projet. Même lorsque ces conditions préalables existent, il se peut que les femmes hésitent à exprimer leur opinion. S'il est vrai que le projet d'élevage porcin en Corée (No. 3) a été pris en main par des femmes, qui étaient déjà membres de cercles d'amélioration du foyer et qui avaient entrepris un programme d'économie de riz et d'autres activités communautaires, "les femmes manquaient de confiance en elles-mêmes dans les premières phases du projet" (New TransCentury, janvier 1979). En ce qui concerne le projet d'écoute audio-cassettes en Tanzanie (No. 24), qui a recruté des animateurs et des participants à des réunions villageoises organisées par l'association nationale des femmes (Umoja wa Wanawake Tanzania), les premières discussions de groupe traitant des priorités qui intéressaient les femmes" ... ont été guindées et protocolaires. Toutefois, au fur et à mesure que se déroulaient les diverses sessions, chaque participante paraissait se rendre compte que les problèmes qu'elle exposait étaient également partagés par les autres.

L'atmosphère s'est graduellement transformée pour devenir plus franche et plus détendue" (Stanley, sans date, p. 29). Au Kenya, une tradition locale de coopération communautaire (Harambee) a mis en relief la participation des femmes dans les comités villageois de projet d'adduction d'eau dans les communautés rurales (No. 5) et a permis de reconnaître légitimement leurs contributions en capitaux et en travail. Par ailleurs, on a fréquemment sollicité l'opinion des femmes dans le cadre du processus d'évaluation de ce projet. Ainsi, en règle générale, la collaboration avec des groupes communautaires autochtones où la femme joue un rôle actif offre un excellent moyen de mobiliser le pouvoir de décision des femmes pour la conception et la réalisation d'un projet.

4. Au sein des associations ou coopératives villageoises, le processus de décision des femmes tend à refléter l'emprise des hommes sur la communauté. Bien que la plupart des études d'évaluation ne traitent pas cette question directement, un rapport sur la Coopérative féminine de Nso, au Cameroun, mentionne que "Les épouses du chef et des anciens étaient les animatrices des deux groupes villageois interrogés. Ces animatrices sont souvent choisies en fonction du respect dont elles jouissent au sein de la communauté et de leur aptitude à prendre en main un groupe de femmes" (Jackson, 1979, p. 6). (Se reporter également à l'ouvrage de Dixon, 1978, p. 139-145, qui traite de cette question dans un autre contexte culturel). Cette approche permet peut-être d'obtenir le soutien des élites du village pour la réalisation du projet, mais elle n'est pas fonctionnelle si l'on veut que les femmes les plus pauvres participent à la prise des décisions.

5. Lorsque des femmes rurales ou citadines, appartenant au groupe-cible des familles à faibles revenus, jouent un rôle actif dans les discussions de groupe visant à dégager les priorités du projet, il est fort probable qu'elles définiront les besoins économiques comme étant leur problème le plus urgent. Au Cameroun (No. 1), il est apparu que cette préoccupation portait sur l'approvisionnement irrégulier et les prix élevés de l'huile de palme (aliment de base du régime alimentaire local) et sur le marché incertain et les faibles revenus de la commercialisation des produits vivriers. Dans le cas d'autres projets, les femmes ont demandé qu'on les aide à trouver du travail ou à entreprendre des activités génératrices de revenus (ou d'épargne):[15]

> Corée (No. 3) (élevage porcin): "Les clubs féminins d'amélioration du foyer ont manifesté un vif intérêt à l'égard de l'accroissement des revenus dans d'autres domaines que les secteurs traditionnels de l'agriculture et de la culture et de la transformation des algues" (New TransCentury, janvier 1979)

---

[15] Voir également Bolivie (No. 12), République Dominicaine (No. 15), Bangladesh (No. 16) entre autres exemples.

Costa Rica (No. 6) (formation professionelle à San José): "Les femmes participant au programme Léon XIII ont indiqué que leurs besoins les plus pressants étaient d'ordre économique, et ont demandé à recevoir une formation leur permettant de trouver un emploi" (PES, 20 novembre 1978, p. 7)

Philippines (No. 8) (centre de couture): "Le groupe-cible a conçu ce projet pour répondre au besoin de trouver des sources complémentaires de revenus pour améliorer le niveau de vie des familles, compte tenu des aptitudes à la couture des membres du groupe" (New TransCentury, juin 1978)

Lesotho (No. 9) (mohair, teinture manuelle des tissus, élevage de volailles): "Du fait que la majorité des hommes valides se trouvent hors du pays, les femmes du Lesotho éprouvent un besoin pressant et ont à coeur de ... se suffirent à elles-mêmes sur le plan économique" (New TransCentury, janvier 1979)

Une autre question, qui a été soulignée avec insistance dans plusieurs projets africains, concerne les tâches très lourdes, tant domestiques qu'agricoles, qui incombent aux femmes. Au Cameroun, la Coopérative féminine d'achat et de commercialisation de l'huile de palme de Nso (No. 1) a vu le jour à la suite d'une expérience antérieure d'achat collectif d'égreneuses mécaniques de maïs, afin de résoudre le problème de l'égrenage manuel qui exigeait une main-d'oeuvre importante. Lors des premières réunions des groupes d'enseignement non scolaire en Tanzanie (No. 24), certaines femmes avaient exprimé leur révolte face aux lourdes charges qui leur incombaient comparées à celles des hommes, et à leur manque de contrôle sur les fonds du ménage:

Les femmes travaillent aussi durement que les hommes. Et pourtant lorsque nous revenons du travail aux champs, les hommes se reposent tandis que nous devons nous occuper des enfants, faire la lessive et préparer le repas des hommes. Quand pouvons-nous nous reposer?

L'argent est consacré à la boisson, et ni nous ni les enfants en profitons. Nous partageons le travail, nous en faisons même davantage, mais l'homme prend tout l'argent en disant que c'est le sien - qu'il l'a gagné. C'est une plaisanterie. (Stanley, sans date, p. 30).

Cette prise de conscience a abouti à la conception de plans concrets pour mettre sur pied des activités productrices de revenus et des améliorations communautaires qui ont formé la base d'un programme d'enseignement très poussé de type non scolaire prévoyant l'utilisation d'audio-cassettes lors de réunions de groupe.

Accès des femmes aux avantages tirés des projets

La deuxième dimension de la participation des femmes aux projets se rapporte à la mesure dans laquelle les jeunes filles et les femmes peuvent accéder directement aux biens et services que procurent les projets. Dans le cadre de l'établissement de son annuaire, New TransCentury a posé les questions suivantes:

16. Comment ce projet pourra-t-il bénéficier aux femmes? Plus précisément, quels sont les besoins spécifiquement féminins que ce projet est appelé à satisfaire?

17. Veuillez décrire les principales fonctions ou activités de ce projet. Autrement dit, comment est-il conçu pour atteindre vos objectifs?

18. Quelles sont les activités du projet auxquelles les femmes participent? Quelle forme cette participation revêt-elle?

Aux termes des 22 projets indiqués au Tableau 2 qui sont spécifiquement conçus pour les femmes, celles-ci ont, par définition, directement accès aux avantages qui en découlent. Dans ces cas précis, la question de l'accès a trait à la fois aux obstacles à la participation globale des femmes, dont l'indice est constitué par le nombre de clientes, et à la sélection de celles qui participent effectivement aux activités selon leurs caractéristiques socio-économiques.

Quant aux projets qui comportent ou non une composante spécifique féminine, il nous faut également savoir quel est le pourcentage des femmes ayant accès direct aux biens et services que dispensent ces projets, tels que les prêts ou les programmes de formation.

Il a été possible de calculer des pourcentages approximatifs pour quatre projets. Trois d'entre eux semblent révéler un certain écart entre la participation féminine prévue, telle que définie dans les documents de projet, et la participation réelle, telle qu'elle ressort des études annuelles ou d'autres documents des projets. Dans le cas du programme de sériciculture en Thaïlande (No. 2), un document indiquait que la participation des femmes au projet était de 85%, tandis qu'un autre signalait que les inscriptions effectives au cours de formation en sériciculture dispensé en 1978 comptaient 103 hommes et 107 femmes. 16/ Au Nicaragua, les coopératives de crédit pour les marchandes, les producteurs agricoles, les personnes se spécialisant dans la transformation des denrées alimentaires et les artisans comprenaient 55% de femmes parmi leur 1 400 membres au moment de l'étude - c'est là un résultat important mais qui est inférieur aux prévisions dans le projet de "Coopératives de commerçantes rurales".

16/ USAID, Projet de sériciculture/colonisation rurale en Thaïlande: Evaluation conjointe à mi-parcours, janvier 1979.

Le projet de construction d'écoles primaires en Afghanistan (No. 20), n'a pas réussi, dans certaines régions, à atteindre le quota de 15% représentant le nombre de places réservées aux filles dans les nouveaux établissements scolaires. Ce n'est que dans les cas du projet d'enseignement non institutionnel en Ethiopie (No. 21) que l'on est arrivé à atteindre, voire à dépasser, le pourcentage attendu de participation féminine (80% des enquêtées).

Dans les documents qui ont été recherchés pour les besoins de la présente analyse, six projets ne mentionnaient pas les pourcentages de bénéficiaires féminines. Deux d'entre eux sont des projets importants d'infrastructure rurale visant à accroître la productivité agricole - conservation des sols au Lesotho (No. 4) et adduction d'eau dans les communautés rurales au Kenya (No. 5). Les données concernant la participation des femmes peuvent être compulsées dans les documents de la Banque Mondiale cités au Tableau 2, mais elles ne sont pas mentionnées dans les résumés de l'AID. Deux autres projets portent sur des programmes de formation professionnelle. Dans le cas du Salvador (No. 7), bien que les femmes représentaient 45% des travailleurs marginaux des services municipaux du groupe-cible, les données portées dans les questionnaires de contrôle concernant les stagiaires, et indiquant leur situation actuelle relative à l'emploi et aux revenus, ne tiennent pas compte des différences de sexe. De même, le projet du Paraguay (No. 13) comportait des objectifs précis pour les stagiaires désignés (300 femmes et 160 hommes au cours de la première année) mais ne mentionnait pas le pourcentage réel de participation féminine dans le résumé de l'évaluation du projet (novembre 1978).

Les deux derniers projets concernent les programmes radiodiffusés agricoles à l'intention des paysans du Guatemala (No. 22) et le projet de développement rural intégré de la vallée Pespire au Honduras (No. 32). Au Guatemala, la campagne radiophonique visait deux groupes de population: le Indiens illettrés des hauts-plateaux pratiquant une agriculture de subsistance et les "Latinos" hispanophones du sud-est. Ce programme expérimental complexe, symbolisé par les messages radiophoniques intitulés "Tête-à-tête avec les cultivateurs", et dont le but était de modifier les notions acquises, les attitudes et les pratiques agricoles, ne comporte pas un seul document important où l'on ait indiqué si les femmes participaient à ce programme en qualité de cultivatrices, auditrices, interlocutrices, agents communautaires favorables au changement, ou enquêtées (Davidson, 1976). Le rôle de la femme en tant que producteur agricole paraît avoir été totalement ignoré. Le projet d'aménagement de la vallée Pespire incluait des références spécifiques à une composante féminine dans le document du projet (par exemple, les femmes étaient censées constituer 50% des membres du conseil communautaire dans les 10 villages visés).

Toutefois, selon le résumé de l'évaluation du projet rédigé par Elliott et Sorsby, la principale activité lucrative pour les femmes était représentée par une fabrique de purée de mangues qui employait 19 femmes au moment de la récolte, mais dont l'avenir était incertain. 17/

Au nombre des indications que l'on a pu recueillir dans les documents concernant les conditions qui facilitent ou freinent l'accès direct des femmes aux activités des projets, il convient de citer ce qui suit:

6. Il est plus facile aux femmes d'accéder directement aux avantages d'un projet lorsque les planificateurs reconnaissent explicitement qu'il existe une division du travail selon le sexe et lorsqu'ils conçoivent des activités axées sur le travail des femmes, leur permettant ainsi d'avoir la pleine disposition de leurs revenus. Au Cameroun, par exemple (No. 1), les hommes cultivaient traditionnellement le café et le cacao, tandis que les femmes s'adonnaient aux cultures vivrières. Alors qu'un système de coopérative de commercialisation du café et du cacao fonctionnait de manière efficace, la commercialisation des produits vivriers (surtout maïs, haricots et pommes de terre) était laissée à de petits commerçants itinérants (Jackson, 1979, p. 3). C'est en vue de résoudre ce problème de débouchés incertains et de faibles revenus que les femmes de la coopérative d'achat d'huile de palme ont décidé d'organiser leur propre système de commercialisation. Ainsi, elles vendent les produits vivriers principalement aux plantations où elles achètent l'huile de palme et utilisent le même mode de transport pour les deux transactions. Il est certain qu'un projet visant à commercialiser les produits vivriers par l'intermédiaire des coopératives de commercialisation du café et du cacao dirigées par des hommes aboutirait à une production vivrière plus faible, à mesure que les femmes perdraient le contrôle de leurs gains. En Thaïlande, le projet de sériciculture (No. 2) a été explicitement conçu pour les jeunes filles et les femmes qui s'acquittaient de la plupart des tâches principales liées aux méthodes traditionnelles de sériciculture. Aux Philippines, les femmes ont reconnu que leurs aptitudes aux travaux à l'aiguille constituait une base naturelle pour l'exercice d'activités dans le cadre du projet de couture (No. 8).

Une stratégie axée sur le travail des femmes permet de réduire le risque de voir les hommes s'approprier les ressources d'un projet. Toutefois, il se peut fort bien, lorsqu'une entreprise devient rentable, qu'ils cherchent à s'en assurer le contrôle. En Gambie, par exemple, 4 000 femmes cultivaient avec succès des oignons, en tant que culture de vente, lorsque des agriculteurs demandèrent pour la première fois l'aide du gouvernement

---

17/ Il n'a pas été possible de se procurer le Résumé de l'évaluation du projet cité dans Elliott et Sorsby, p. III-27, pour les besoins de la présente étude.

en vue de se lancer dans une entreprise semblable (Tinker, 1979, p. 13). Bien qu'apparemment leur projet de culture d'oignons n'ait pas donné de bons résultats (sans doute parce que leurs femmes refusèrent d'y travailler), l'importance du contrôle des gains en tant qu'incitation à la production demeure un point crucial.

7. Les activités d'un projet qui s'accordent avec les normes culturelles existantes et l'attribution de responsabilités domestiques suscitent une participation accrue des femmes; elles sont de ce fait moins réticentes et elles rencontrent moins de résistance de la part de leur mari, de leur père, et de la communauté dans son ensemble. Bien qu'il s'agisse là d'une approche prudente, c'est apparemment un moyen valable d'offrir à un grand nombre de jeunes filles et de femmes la possibilité de bénéficier directement des avantages d'un projet, et de "pousser une pointe" en quelque sorte permettant d'introduire progressivement des changements d'ensemble. Le projet bolivien producteur de revenus pour les villageoises (No. 12) illustre bien ce cas:

> Les femmes sont ... prêtes à accepter certains types de participation. Ce que nous essayons de faire, c'est de miser sur les types de participation qui sont acceptables pour en introduire d'autres. Les maris semblent partager ce point de vue, en ce sens qu'ils sont favorables aux activités qui ne portent pas atteinte à l'emploi du temps, aux tâches coutumières, etc. (New TransCentury, juin 1978).

Des expériences semblables sont signalées au Bangladesh, aux Philippines et au Costa Rica. Au Bangladesh,

> L'un des problèmes qui confronte la femme rurale au Bamgladesh est qu'elle n'a pas la possibilité de gagner par elle-même des revenus et de contribuer ainsi au bien-être de la famille. Etant donné le système du "Purdah", elle est souvent isolée dans l'enceinte qui lui est réservée et a peu de chances d'acquérir des compétences productrices de revenus, des notions éducatives, ou de participer à des activités sociales avec d'autres femmes (New TransCentury, janvier 1979).

Lorsqu'il a fallu organiser des coopératives féminines dans le cadre du projet du Bangladesh (No. 16), il a été tenu compte de ces restrictions en offrant aux femmes de nouvelles possibilités de s'adonner personnellement à des activités lucratives grâce à la culture du riz, la distribution des semences, l'extraction de l'huile, etc., tout en permettant un mode acceptable d'association avec d'autres femmes. Aux Philippines, les femmes ont exprimé des soucis semblables (No. 18):

> Les projets féminins producteurs de revenus (volailles, élevages porcins, champignons, floriculture) sont des activités exercées à domicile et des entreprises à petite échelle. En effet, la majorité des femmes ont exprimé le désir de combiner leur rôle de ménagère à de nouvelles activités compatibles leur permettant d'améliorer leur niveau de vie (New TransCentury, janvier 1979).

A San José, au Costa Rica (No. 6), les femmes ont indiqué que "... leur mari ne voulait pas qu'elles quittent les abords de leur foyer pour chercher un emploi ou recevoir une formation, en raison de leurs obligations familiales et ménagères" (Résumé de l'évaluation du projet, novembre 1978). Les participantes au projet ont donc décidé d'implanter un atelier de confection et une coopérative de boulangerie dans leur quartier; les évaluateurs ont recommandé d'organiser "Une séance d'orientation concernant le projet à l'intention des maris et des pères des participantes".

Certaines difficultés peuvent être surmontées en révisant les projets de façon à inclure des crèches ou des dortoirs, ou en adaptant les horaires ou la durée des programmes de formation et de l'emploi au rythme quotidien et saisonnier du travail de la femme. Au Costa Rica, les femmes ayant remarqué que l'absence totale de services de puériculture constituait l'obstacle majeur à leur participation aux stages de formation, ont mis sur pied un service de garderie temporaire tout en envisageant la création d'un centre permanent. Au Bangladesh, les villageoises purent se rendre aux cours de formation aux méthodes de production des vers à soie lorsqu'un dortoir fut construit à l'intention des élèves qui ne souhaitaient pas regagner leur domicile en fin de journée. A El Salvador, les responsables de l'évaluation du programme de formation professionnelle ont recommandé que certains cours soient dispensés de préférence dans les petites communautés, par des équipes mobiles, plutôt que dans les grandes villes, pour éviter des absences prolongées du foyer. L'application de ces principes faciliterait certainement l'accès des femmes aux avantages des projets. A long terme, il conviendrait bien entendu de répartir les responsabilités du foyer entre tous les membres du ménage afin d'alléger le double fardeau sous lequel ploie la femme au foyer.

8. L'accès direct des femmes aux biens et services que procurent les projets est souvent limité par des restrictions coutumières ou légales touchant leurs droits aux ressources, telles que la terre, le crédit ou l'éducation. Ces barrières culturelles et structurales constituent le noyau d'un système complexe de stratification sociale fondé sur l'âge et le sexe (entre autres attributs). Toutefois, il est parfois possible de surmonter ces obstacles avec la permission de responsables ou de groupes jouissant d'un statut privilégié dans la société pour peu que l'on puisse les convaincre de soutenir le projet.

Le fait de ne pouvoir bénéficier de droits fonciers indépendants peut être un obstacle sérieux. Si l'on prend le cas de la coopérative féminine du Cameroun, par exemple, les femmes reçoivent la permission d'utiliser la terre par l'intermédiaire de leurs maris qui en font la demande, au nom de leurs femmes, auprès du chef du village. Dans le cas du projet de conservation des sols pour les agriculteurs de subsistance à Thaba Bosiu au Lesotho (No. 4), l'accès des femmes aux programmes de formation en zootechnie ou aux postes de responsabilités au sein des comités d'aménagement des parcours est limité par la pratique traditionnelle qui consiste à accorder des pâturages à chaque homme Basotho lorsqu'il atteint sa majorité. En Haute-Volta (No. 10),

> Il importe de consulter les hommes et d'obtenir leur appui au niveau du village si les femmes désirent prendre part [à de nouvelles activités lucratives], car il appartient généralement au chef de famille de décider de l'emploi du temps et du travail des femmes qui appartiennent à sa famille. De même, si la terre est destinée à l'exercice d'une certaine activité, il faut obtenir le consentement des hommes étant donné qu'ils contrôlent les droits d'accès aux terres. En outre, il peut se révéler nécessaire d'obtenir la participation des hommes pour se livrer à certaines activités, telles que la construction de bâtiments et de clôtures, car selon les coutumes, certaines tâches incombent aux hommes (Barnes, sans date, pp. 6-7).

Il arrive souvent que des projets prévoient l'octroi de crédit aux hommes alors que la production repose sur le travail des femmes. Dans le cas du projet de sériciculture en Thaïlande, par exemple, chaque famille a le droit de bénéficier d'un prêt de la Banque pour l'agriculture et des coopératives agricoles pour assurer le démarrage du projet. Les documents disponibles n'indiquent pas si les femmes peuvent demander des prêts à titre individuel, mais la cellule familiale est ordinairement représentée par l'homme, chef de famille, lors des transactions officielles.

Il arrive également que la tradition locale prive les femmes du droit fondamental de recevoir certains types de formation. Dans le cadre du projet de Haute-Volta, les coordinatrices régionales et le personnel féminin des services d'économie domestique à l'échelon national sont placés sous la supervision directe des hommes; "aussi l'approbation de ces hommes est-elle indispensable à la réussite du projet. Par exemple, ces fonctionnaires doivent être d'accord pour que le personnel féminin participe aux stages de formation" (Barnes, sans date, p. 7; non souligné dans le texte).

L'exemple extrême toutefois, nous est foruni par l'Afghanistan (No. 20), où dans les zones rurales, 10% seulement des élèves du primaire sont des filles. La plupart des parents des régions rurales refusent d'envoyer leurs filles dans un établissement scolaire mixte, et pourtant, deux provinces ne comportent pas du tout d'écoles de filles dans les villages. Selon le document du projet, "... les valeurs afghanes traditionnelles imposent la ségrégation des individus selon le sexe. ... La ségrégation est appliquée plus rigoureusement lorsque les enfants atteignent l'âge de la puberté, de sorte qu'un nombre croissant de filles doivent abandonner leurs études" (janvier 1975, p. 43).

En résumé, il peut s'avérer nécessaire de recourir à certaines tactiques dans le cadre de nombreux projets, pour convaincre les détenteurs de l'autorité - chefs de villages, employeurs, parents - de "permettre" aux jeunes filles et aux femmes de transcender les restrictions traditionnelles attachées à leur mobilité. L'objectif à long terme sera de constituer une base d'autorité indépendante à partir de laquelle il sera possible de promouvoir des transformations culturelles et structurales plus fondamentales.

9. D'une manière générale, les femmes les plus pauvres de la communauté ont un accès beaucoup plus limité aux biens et services des projets que celles qui sont relativement plus aisées. Bien que cela n'ait rien de surprenant au vu des conclusions tirées da la plupart des projets de développement, la situation peut être encore exacerbée par l'établissement de critères inutiles d'admissibilité. Le projet de formation professionnelle au Costa Rica a bien été conçu à l'intention des femmes appartenant aux familles à faibles revenus de San José, mais les critères initiaux de sélection demandaient qu'elles aient un niveau d'éducation correspondant à la sixième année de l'enseignement. Quand ils se rendirent compte que nombre de femmes pauvres se trouvaient ainsi exclues, les organisateurs supprimèrent cette condition. Dans le cadre du projet d'élevage porcin en Corée, bien que les femmes aient été choisies parmi les clubs d'amélioration du foyer, sur la base de la modicité de leurs revenus et de leur intérêt manifeste pour le projet, "les familles les plus pauvres des diverses communautés étaient insuffisamment représentées. Les premiers groupes qui ont participé aux activités du projet étaient, en général, moins démunis et étaient poussés par un mobile plus puissant que les plus déshérités" (New TransCentury, janvier 1979). En travaillant avec des groupes de femmes organisés, les responsables du projet ont certes pu miser sur la capacité de décision des femmes mais ils ont ignoré les plus pauvres et les plus isolées, qui se trouvaient en marge de la structure des associations communautaires. Au Cameroun, les villageoises les plus pauvres ont été également exclues, pour une grande part, des coopératives de commercialisation de l'huile de palme et des produits vivriers, apparemment du fait que certaines d'entre elles n'avaient pas les moyens de souscrire une part ou de payer leur cotisation (Jackson, 1979, p. 9). Pour atteindre les couches les plus déshéritées de la population, il conviendrait sans doute d'éviter de passer par les associations ou les réseaux d'informations communautaires, ce qui pose des difficultés supplémentaires de recrutement et de communication.

10. Le manque de volontaires et de personnel féminin qualifié constitue un sérieux obstacle au recrutement d'un plus grand nombre de femmes en tant que bénéficiaires des projets. S'il est vrai que la pénurie d'effectifs affecte la plupart des projets de développement, ceux qui s'adressent spécifiquement aux femmes sont particulièrement touchés, car ils ont tendance à faire davantage appel aux volontaires du fait des ressources financières limitées dont ils disposent. En outre, les femmes qui travaillent sur le terrain en qualité de volontaires ou de membres du personnel rémunéré du projet se heurtent à des problèmes particuliers.

Le premier point à prendre en considération est que certains projets s'appuient surtout sur des volontaires. Bien que plusieurs rapports d'évaluation fassent état d'un grand enthousiasme de la part des volontaires, d'autres laissent entendre qu'ils ne sont guère stimulés dans leur travail (par exemple, dans le cas du Lesotho (No. 9). Dans les deux cas, la capacité qu'ont les projets d'atteindre un grand nombre de bénéficiaires est fonction du nombre de volontaires dont il dispose. C'est ainsi, par exemple, que le programme de formation professionnelle au Costa Rica "fait actuellement l'objet de demandes de stages de formation émanant des organismes d'Etat

supérieures à celles qu'il peut satisfaire. Autrement dit, il serait possible d'atteindre le nombre de femmes souhaité, mais l'action est limitée par les effectifs de moniteurs volontaires (9) et d'assistants de recherche (3) actuellement disponibles" (Résumé de l'évaluation du projet, No. 1978, p. 2).

Bien que le recours à des volontaires permette aux projets conçus pour les femmes d'opérer sur une plus grande échelle que si tous les postes devaient être rémunérés, cette pratique soulève de sérieuses questions quant aux motivations des gouvernement et des organismes donateurs. On peut se demander en effet dans quelle mesure ils sont prêts à financer sérieusement les projets qui s'adressent aux femmes. Il est douteux que dans le cadre d'un projet important visant à former des hommes aux techniques agricoles ou industrielles, l'on puisse s'attendre à ce que le personnel masculin travaille à titre bénévole. Le financement des postes du personnel affecté aux projets conçus à l'intention des femmes permettrait par ailleurs de procéder à un recrutement plus actif des stagiaires féminines parmi la population-cible, au lieu de compter sur des volontaires provenant de couches sociales différentes. Les dons accordés aux organismes bénévoles privés en vue de former des volontaires aux tâches d'animation (par exemple, au Ghana (No. 25 et No. 26), en Haute-Volta (No. 27), en Amérique latine (No. 30), au Costa Rica (No. 31), tendent à privilégier les femmes des classes moyenne et supérieure, dont il n'est pas sûr qu'elles tireront parti de leur formation pour se consacrer réellement aux pauvres.

Le second problème a trait aux conditions de travail du personnel féminin rémunéré, en particulier dans le cas des femmes qui jouent un rôle de promoteurs dans les zones rurales. Un certain nombre de projets figurant au Tableau 2 s'inspirent du modèle qui consiste à former des villageoises pour qu'à leur tour, elles forment d'autres femmes rurales, ce qui est manifestement un moyen efficace par rapport à son coût, d'aborder le développement communautaire. En Bolivie (No. 12), les promoteurs sont des paysannes formées par le Service national de développement communautaire qui sont affectées à des communautés en fonction du genre de projet demandé. Tous les promoteurs sont alphabètes, mais cela n'est pas toujours le cas parmi les animatrices de communauté. Selon l'un des rapports d'évaluation, l'un des sérieux problèmes du programme est que le personnel est isolé, vit dans des conditions difficiles et perçoit de faibles salaires.

Les étrangers au sein des villages éprouvent souvent un sentiment aigu d'isolement social. En Afghanistan, par exemple,

> Des enseignants qualifiés répugnent à travailler dans des régions rurales éloignées où il est difficile de maintenir un certain degré de motivation et où les conditions de séjour propres aux zones urbaines n'existent pas. ...Il n'y a pas de logements pour les enseignants ruraux. L'isolement social vis-à-vis de la communauté et de la vie politique locale, et le renforcement des distances sociales qui séparent les villageois de l'enseignant sont monnaie courante (Documents du projet, janvier 1975, p. 4).

En Afghanistan, les enseignantes, qui ont plutôt tendance à être originaires des villes ou de Kaboul que des régions rurales, se montrent particulièrement réticentes à rechercher des postes en milieu rural. "Il est peu probable que les femmes chercheront volontairement à vivre seules, sans parents pour les protéger, diminuant ainsi les perspectives de mariage. Il est également improbable qu'on le leur permettrait". L'hésitation des femmes à enseigner dans des zones rurales ne fait qu'augmenter la réticence des parents à envoyer leurs filles à l'école. En effet, en dehors de Kaboul, la plupart des parents refusent d'envoyer leurs filles à l'école si l'enseignement n'est pas dispensé par une femme.

Même lorsque les villageoises choisissent les stagiaires qui iront suivre un programme de formation, celles-ci travaillent souvent dans des conditions difficiles lorsqu'elles reviennent dans leur village. Au Bangladesh (No. 28), bien que les promoteurs d'un projet d'organisation communautaire aient été formés dans des centres d'arrondissement près de leur foyer,

> Le moral des agents d'exécution est sapé par l'absence de lettres de nomination et l'irrégularité des perceptions de salaires. Cela explique sans doute les démissions des agents d'exécution qui recherchent une plus grande sécurité d'emploi dans le cadre d'autres programmes de développement (Huber, 1978, p. 1).

Le manque de communications avec les bureaux de l'administration centrale ajoute au sentiment de frustration qu'éprouvent maints agents d'exécution. Au Bangladesh, le projet de coopératives producteur de revenus (No. 16) indique que l'une des causes de son succès réside dans la supervision étroite et dans le contact qui existe avec les bénéficiaires du fait de la localisation des bureaux extérieurs dans la même région géographique que le projet. En revanche, d'autres rapports d'évaluation font état du faible niveau de communications entre les bureaux centraux et les zones rurales (par exemple, en République Dominicaine (No. 15), en Bolivie (No. 12)). Il en résulte un certain "décalage" entre les politiques décidées au niveau central et les besoins locaux, ainsi qu'un sentiment d'isolement chez les agents d'exécution. Dans la tradition de nombreuses cultures, le personnel féminin d'exécution est confronté à des restrictions supplémentaires qui entravent la liberté de déplacement des agents d'un village à l'autre ou vers les centres urbains.

En outre, on s'attend souvent à ce que les vulgarisatrices assument un nombre excessif de fonctions diffuses pour lesquelles elles n'ont pas été suffisamment préparées. Ainsi, les spécialistes de l'économie domestique en Haute-Volta, par exemple (No. 10), sont censées promouvoir et superviser les activités agricoles et non agricoles des femmes, ainsi que l'économie domestique, l'hygiène, la santé, l'alphabétisation, etc. Au Bangladesh, les animatrices rurales (No. 28) suivent des cours de nutrition, de planification familiale, d'organisation ménagère, de principes des coopératives, de techniques d'animation et d'alphabétisation pour adultes dans les centres de formation du district. Il semble que le sentiment

d'insuffisance soit encore accru par l'absence de définition précise du rôle de l'animateur joint au manque général de formation complémentaire. Dans de nombreux cas, ces problèmes pourraient être résolus en instaurant de meilleures conditions de travail, telles que le versement de salaires plus élevés (au moins équivalents aux salaires des hommes qui occupent des postes similaires), une formation complémentaire qui permettrait aux travailleurs de discuter de leurs expériences personnelles et de leurs problèmes, non seulement entre eux mais également avec leurs superviseurs, et des modes de transport sûrs ainsi que des logements pour le personnel féminin. Tous ces éléments pourraient être intégrés dans la conception du projet.

Incidence des projets sur la condition des femmes

Il s'agit là des conséquences à la fois immédiates et à long terme - positives ou négatives - que peuvent avoir les projets sur les femmes de la région, qu'elles participent ou non (ou bien qu'elles aient participé) directement aux avantages dérivés des projets. Les deux points clés dont il est ici question se rapportent tant aux changements absolus affectant la condition des femmes qu'à l'évolution de leur situation vis-à-vis des hommes de leur famille ou de leur ménage et de la communauté.

Seules des évaluations systématiques permettraient de répondre de manière satisfaisante à ces questions. Bien qu'Elliott et Sorsby aient eu l'intention d'inclure dans leur rapport les projets concernant la femme dans le développement qui ont été évalués, les profils des projets qu'ils présentent ainsi que l'étude plus poussée des documents pertinents démontrent clairement que de nombreuses "évaluations" sont tirées de sources qui soulignent les avantages attendus. Dans le cas de l'AID, il existe parfois dans les documents de projets des comptes rendus relatifs à la situation à la fin des projets. Dans le cas des organismes bénévoles privés, il s'agit parfois d'observations spontanées où l'on ne décrit pas la méthode d'étude suivie ou les éléments d'appréciation invoqués à l'appui des faits.

Le questionnaire de New TransCentury concernant l'incidence des projets sur les femmes, pose les questions suivantes:

> 21. Y a-t-il eu, à ce jour, une évaluation du projet? Dans l'affirmative, quels résultats attendiez-vous? Quels objectifs ont été atteints? Comment avez-vous mesuré ces résultats?
>
> 22. Pour être en mesure de participer aux activités du projet, ou d'en bénéficier, quels sacrifices ou quels efforts d'adaptation les femmes ont-elles dû consentir? Quelles sont les tâches qui n'ont pas été accomplies? Leurs travaux quotidiens ont-ils été compliqués par des tâches supplémentaires?
>
> 23. En rétrospective, quels sont les éléments du projet qui ont particulièrement réussi? Quel est l'élément du projet qui a enregistré le plus grand succès?

Sur les 32 projets mentionnés au Tableau 2, 13 n'ont pas encore fait l'objet de rapports d'évaluation ou bien il n'en était pas fait mention dans les résumés disponibles 18/. Toutefois, l'un des projets en question comprenait des indications à cet effet (No. 15). La plupart de ces résumés traitent néanmoins de manière générale de l'incidence des projets sur l'accroissement des revenus, de l'intérêt croissant et d'une plus grande confiance en soi des participants.

18/ Il s'agit des projets Nos. 2, 3, 8, 9, 10, 11, 17, 23, 25, 26, 27, 29.

Pour ce qui est des autres projets, la presque totalité des documents d'évaluation qui ont été examinés ne conviennent pas à notre propos pour deux raisons. Premièrement, ils ont tendance à se concentrer à un degré excessif sur les résultats des projets par rapport aux objectifs visés - effectifs inscrits à un programme de formation, nombre d'adhérents d'une coopérative, nombre de ménages bénéficiant de l'adduction d'eau -, et passent outre à la question beaucoup plus importante qui est de savoir dans quelles mesure le projet affecte la vie quotidienne des bénéficiaires. Ainsi, ils mesurent la participation plutôt que l'incidence des projets. Deuxièmement, dans le cas des projets qui ne s'adressent pas spécifiquement aux femmes, il est rare que les données différencient selon le sexe, les participants ou les personnes touchées par le projet. C'est pourquoi il nous est difficile de nous former une opinion sur les conséquences que peuvent avoir ces projets sur les femmes, que ce soit en termes absolus, ou par rapport aux hommes.

Ces approches sont bien illustrées par différents projets de formation professionnelle ou d'enseignement de type non classique. Au Paraguay, le programme de formation professionnelle à l'intention des groupes de la population à faibles revenus (No. 13) fournit des renseignements sur le nombre de coordonnateurs, d'animateurs, de participants au cours, et de nouveaux projets producteurs de revenus, sans toutefois mentionner le nombre d'hommes et de femmes, ni la mesure dans laquelle leur vie a été affectée par ces activités (Résumé de l'évaluation du projet, novembre 1978). Trois projets qui font appel à des méthodes sophistiquées d'évaluation, incluant des données de base et des mesures de suivi, n'établissent pas de distinction selon de sexe. Le projet mis en oeuvre à El Salvador (No. 7) fait état de la situation relative à l'emploi et aux revenus de 60% de plus d'un millier de diplômés des cours de formation professionnelle, un an plus tard, selon les matières enseignées, mais sans tenir compte du sexe; en ce qui concerne le projet en Ethiopie (No. 21), l'évaluation comprend des indicateurs de changement d'attitude et de comportement dans les domaines de l'alphabétisation, de la nutrition, de la santé de la planification familiale, etc., sans faire aucune distinction de genre. Pour ce qui est du Guatemala (No. 22), on présente une grande variété de données logistiques sur le nombre d'animateurs formés et les communautés touchées par les programmes radiophoniques, et notamment l'évaluation des changements intervenus dans le domaine des connaissances et des pratiques agricoles des paysans dans les villages expérimentaux et de contrôle, sans établir toutefois de distinction entre les hommes et les femmes.

Par contre, deux projets spécifiquement conçus pour les femmes apportent des renseignements intéressants sur leur incidence. Au Costa Rica (No. 6), on signale "un accroissement appréciable" du niveau économique des femmes ayant reçu une formation dans le domaine de la confection, l'amélioration de l'habitat, l'accès plus facile aux services sociaux et des effets sociaux importants:

> Les participantes aux programmes de formation axés sur la motivation/adaptation ont maintes fois répété qu'elles avaient maintenant de plus hautes aspirations, davantage de confiance en elles-mêmes, une meilleure image d'elles-mêmes; qu'elles peuvent identifier les problèmes et essayer de trouver des solutions; qu'elles aiment travailler en groupe; enfin, qu'il y a un changement d'attitude certain de leurs maris à leur égard (PES novembre, 1978, p. 9).

(Toutefois, les conclusions ne sont pas étayées par des données quantitatives, ces dernières devant être obtenues à p. tir de questionnaires complémentaires). En Tanzanie, le projet d'éducation non scolaire à base d'audio-cassettes (No. 24) comprend des textes a priori et a posteriori auxquels sont soumises les femmes dans les villages participant aux activités et dans des villages de contrôle. Ces tests, joints aux séminaires d'évaluation et aux observations spontanées, fournissent des renseignements sur les changements intervenus dans un certain nombre d'attitudes et de comportements (Stanley, non daté).

Il existe également des rapports qui traitent de façon plus générale de l'incidence des projets; c'est du moins ce qui ressort de leurs résumés. Le rapport d'évaluation du programme général de conservation des sols au Lesotho (No. 4) observe notamment que "Jusqu'à présent, l'expérience n'a pas démontré qu'un groupe quelconque avait manifesté une résistance ou avait subi des préjudices du fait du projet". Et de poursuivre: "Si l'on excepte les gains qu'ont pu retirer certains villages de la pisciculture, le projet ne s'est pas encore soldé par une augmentation des revenus ruraux. En outre, à l'exception de quelques foyers, il ne donnera pas lieu à une augmentation sensible de revenus au cours de ses six années d'existence" (Rapport d'évaluation, octobre 1975, Annexe V). Le rapport d'évaluation du projet d'alimentation en eau des communautés rurales au Kenya (No. 5), entrepris sous les auspices de CARE, se concentre surtout sur les problèmes administratifs et de gestion que pose la réalisation des objectifs concernant le nombre indicatif de bénéficiaires à atteindre. En outre, il souligne l'absence générale d'une composante auto-assistance appréciable dans la plupart des efforts communautaires. Si le compte rendu de la situation à la fin du projet présenté dans le Document du projet prévoit d'importants avantages pour les femmes (moins de temps pour aller puiser de l'eau, davantage de temps disponible pour s'occuper des enfants, amélioration du bien-être de la famille, production agricole), les responsables de l'évaluation n'en concluent pas moins que: "L'attention disproportionnée accordée par CARE aux avantages que ces projets peuvent apporter aux femmes et ... à la productivité agricole et à la santé n'est pas justifiée". Ils sont parvenus à cette conclusion en partie parce que l'on n'a pas vérifié la prémission selon laquelle les femmes utilisent leur temps de manière productive et en partie parce qu'un complément d'apports techniques seraient nécessaires pour atteindre ces objectifs, qui sont encore éloignés (Biggs et Schott, 1976:32). 19/

19/ Le rapport établi par CARE (octobre 1977) concernant l'incidence des projets sur les femmes n'était pas disponible au moment où la présente étude a été entreprise.

La qualité et la quantité inégales des données relatives à l'incidence des projets ne fait qu'accroître la difficulté de tirer des enseignements des résumés de rapports d'évaluation. Néanmoins, nous avons pu dégager les idées générales suivantes en nous fondant sur les éléments disponibles concernant les 32 projets étudiés:

11. L'influence sociale des projets est amplifiée lorsque les femmes s'organisent en vue d'une d'une action collective, surtout lorsqu'elles étaient auparavant confinées dans leur foyer ou n'étaient pas habituées à une activité collective. Le fait de se grouper paraît avoir suscité un enthousiasme considérable parmi les femmes, quel que soit le type de projet considéré dans la présente étude. Sept rapports d'évaluation ont spécifiquement indiqué que le mécanisme de groupe était un ingrédient vital pour le succès du projet. Un autre rapport d'évaluation a, par ailleurs, signalé que la perte du contact social devait être considérée comme l'un des "coûts" du projet (au Cameroun, par exemple, dans le cas des femmes qui vendent des produits vivriers aux acheteurs des coopératives au lieu de les vendre au marché comme elles le faisait auparavant). Un autre rapport a souligné que le manque de cohésion sociale était un obstacle à la réalisation des objectifs du projet (développement communautaire dans les taudis de Colombo au Sri Lanka).

Les activités de groupe tendent à engendrer des sentiments de fierté, de confiance en soi et de compétence (6 projets); à susciter ardeur et enthousiasme (2 projets) et à soulever un plus haut degré d'aspirations (1 projet). Lorsque le groupe est limité à des femmes, il peut instituer le seul moyen qui soit acceptable du point de vue culturel pour que ses membres quittent leur foyer et participent à des activités collectives(par exemple dans le cas des femmes tenues d'observer les règles du purdah au Bangladesh). Ainsi, le centre de confection de San Marcos, aux Philippines, est censé influencer les femmes de la façon suivante:

> Les femmes ont réussi à créer une source supplémentaire de revenus à partir d'une idée qu'elles ont lancée. Ainsi, non seulement les résultats sont-ils tangibles, en ce sens que l'entreprise est florissante, mais ils sont également intangibles du fait que les femmes éprouvent un sentiment mérité de fierté et de compétence face à ce qu'elles ont été en mesure d'accomplir.
>
> Le fait que le projet ait démarré dans ses propres murs a permis littéralement aux femmes "de se rendre au travail". Les femmes ont répondu avec enthousiasme à cette innovation dans leur vie (New TransCentury, juin 1978).

12. On peut s'attendre à observer des effets plus durables lorsque les femmes qui n'ont pas l'habitude des efforts coopératifs organisés, entreprennent une seule activité qui procure des avantages nets et immédiats, avant de se lancer dans d'autres activités à mesure qu'augmentent leurs compétences et leur confiance en elles-mêmes. La coopérative féminine du Cameroun fournit un bon exemple d'enchaînement progressif des événements.

Au début, les femmes mobilisèrent leurs efforts pour l'achat de moulins à maïs en vue d'alléger la corvée quotidienne de la mouture du maïs à la maison; par la suite, après un laps de temps considérable, elles mirent sur pied un programme d'achat d'huile de palme, puis un programme de commercialisation des produits alimentaires, tout en envisageant d'étendre leurs activités aux engrais et à l'ouverture de magasins de vente. La conclusion de la description du projet comporte une leçon très nette: "Le fait d'avoir commencé modestement, en résolvant un problème ou une difficulté à la fois, a permis aux responsables de développer leurs activités à leur propre rythme et selon leurs aptitudes". (Jackson, 1979, p. 9).

13. L'obtention d'avantages économiques concrets constitue un facteur de motivation clé pour maintenir les activités de groupe. Quinze projets ont fait état de revenus (ou d'épargne) plus importants comme étant des indicateurs de succès. Par exemple, les familles agricoles thaïes qui s'adonnent à la sériciculture (No. 2) bénéficient d'augmentation de revenus nets de 150 dollars par an et par famille; en République de Corée, le projet d'engraissement des porcs (No. 3), entrepris par un groupe de femmes, rapporte des bénéfices. Les responsables de l'évaluation du projet conçu à l'intention des femmes au Kenya (No. 11) signalent que "L'élément producteur de revenus du projet représente l'aspect le plus réussi de l'entreprise". Par ailleurs, les responsables de l'évaluation du projet d'éducation non scolaire en Ethiopie (No. 21) recommandent que l'on mette davantage l'accent sur les projets lucratifs et les domaines faisant appel au développement communautaire. Il se peut que certaines femmes ne soient pas portées à participer aux activités d'un projet, en l'absence d'avantages économiques précis. Bien que le lien ne soit pas explicite, les responsables de l'évaluation du projet du Sri Lanka comportant (entre autres activités) des causeries sur la nutrition, l'hygiène, le jardinage pour les mères de famille, ont noté que: "Le programme destiné aux mères de famille n'a eu qu'un succès limité car le nombre des présences était parfois inférieur aux prévisions" (New TransCentury, janvier 1979). Selon les évaluations du projet de conservation des sols au Lesotho, il est douteux que les foyers ruraux acceptent volontiers de changer leurs modes de production dans le sens désiré (réglementation du pâturage du bétail, etc.) à moins que les rendements ne puissent être accrus d'au moins 50% voire doublés.

14. La commercialisation s'est révélée être l'un des obstacles les plus difficiles à la création d'entreprises économiques viables basées sur la production à petite échelle de la plupart des projets intéressant les femmes rurales. Non seulement les bénéficiaires féminines des projets manquent souvent des compétences nécessaires pour organiser des marchés réguliers, mais elles sont confrontées à des problèmes additionnels, tels que la désapprobation ayant une origine culturelle ou bien une répugnance personnelle à transporter les denrées au marché (Bolivie No. 12), le manque d'accès aux moyens de transport (Fidji, No. 17), et des difficultés à concurrencer les entreprises existantes. Ainsi, les bénéfices tirés de la vente d'huile de palme par la coopérative féminine du Cameroun, ont contribué à financer la commercialisation des récoltes vivrières:

> La structure de la coopérative fait obstacle à la commercialisation rentable des produits vivriers. Ceci se vérifie d'autant plus lorsqu'il s'agit d'entrer en concurrence avec des négociants privés dont les coûts de transport sont meilleur marché, et qui disposent d'un réseau complexe de partenaires commerciaux. Par ailleurs, les membres de la coopérative ne la considèrent pas comme leur bien propre mais plutôt comme une force extérieure dotée de moyens financiers illimités. Il en résulte très souvent que les membres demandent des prix déraisonnables pour leurs produits au niveau de la coopérative (Jackson, 1979, p. 8).

Lors de la conception des projets, il conviendrait d'accorder une attention particulière aux exigences de la commercialisation. Ceci permettrait de s'assurer que les projets producteurs de revenus conçus pour les femmes, peuvent devenir véritablement valables au lieu d'être maintenus au rang d'entreprises "charitables" s'inscrivant dans le contexte d'aide sociale. Dans la même veine, les projets de formation professionnelle devraient s'appuyer sur une analyse approfondie des conditions locales du marché du travail pour s'assurer que les stagiaires trouveront des emplois rémunérés au moins aux barèmes en vigueur. A El Salvador, si les cours de formation professionnelle (No. 7) ont permis de réduire le niveau général de chômage des stagiaires de 68 à 48%, on a, en revanche, enregistré le plus haut taux de chômage (supérieur à 60%) parmi les diplômés des cours de cuisine et de cosmétologie (probablement des femmes pour la plupart) tandis que les diplômés en mécanique automobile et en soudure (vraisemblablement des hommes) avaient les taux de chômage les plus faibles (13 et 36%, respectivement) (Rapport final/évaluation, mai 1978, p. 7). Les responsables des évaluations ont recommandé que soient revus la localisation et le type de cours dispensés, afin de s'assurer qu'ils répondaient bien aux besoins réels en matière de formation professionnelle, compte tenu des conditions locales du marché du travail.

15. Si l'on ne prend pas soin de mentionner spécifiquement les jeunes filles et les femmes en tant que bénéficiaires visées dans les documents de projets, il y a toutes les chances qu'elles ne figureront pas dans les documents d'évaluation et de planification. Cette observation générale se réfère à deux phénomènes. Premièrement, lorsque les clients sont définis comme étant "des étudiants urbains et ruraux pauvres et sans qualification", ou bien "des enfants pauvres de 6 à 14 ans et leurs familles", ou encore "de petits agriculteurs, proches du niveau de subsistance", rien ne vient rappeler à la personne chargée de l'évaluation du projet d'envisager la répartition des avantages dudit projet en établissant une distinction entre les étudiants et les étudiantes non qualifiés, entre les filles et les garçons pauvres, ou entre les hommes et les femmes des familles rurales.

Deuxièmement, lorsque les femmes ne sont pas clairement identifiées parmi la clientèle du projet, les responsables des projets seront moins portés à prendre en compte les besoins et priorités des femmes au cours de

la conception et de la réalisation du projet. De même, il n'est pas sûr qu'ils formeront des animatrices chargées de s'occuper d'une clientèle féminine (par exemple, les femmes des familles d'exploitants agricoles qui profiteraient d'une assistance directe en matière de production agricole et de commercialisation de leurs propres récoltes).

Ces faiblesses proviennent du rôle de l'analyse de la valeur sociale du projet lors de son élaboration. Au lieu de servir à déterminer les formules d'intervention les mieux adaptées à un contexte socio-économique donné - autrement dit, au lieu de méditer activement les décisions concernant le type de projet, son emplacement et sa conception - la plupart des analyses sociales se présentent comme des réflexions après-coup, une justification (nécessaire pour obtenir l'approbation des projets par l'AID) des décisions fondées sur d'autres critères. Et pourtant, comme le remarque Heli Perrett dans son rapport lucide:

> Une telle analyse sociale préparée au stade de la conception du projet pose les jalons d'autres analyses semblables qui se dérouleront pendant et après sa réalisation, dont l'objet est d'identifier les hypothèses critiques concernant la méthode d'élaboration du projet et le flux des avantages susceptibles d'être contrôlés; les conséquences qui pourraient avoir un effet négatif et les questions de distribution qui devraient être examinées lors de l'évaluation du projet; les changements sociaux à long terme qui pourraient résulter des activités du projet et les signes précurseurs de tels changements (Perrett, 1978, p. 10).

Les commentaires de Perrett sont particulièrement pertinents en ce qui concerne les femmes. Les déclarations de stratégie de développement par pays de l'AID s'attardent rarement sur le rôle social et économique des femmes. Il leur arrive encore plus rarement d'établir un lien entre le rôle et les stratégies de planification.[20/] Les hypothèses critiques qui apparaissent dans le cadre logique se rapportent rarement aux questions sociales telles que la distribution des avantages au sein d'un ménage. Bien que la méthode d'élaboration d'un projet décrite dans le Manuel No. 3 prescrit que l'identité des bénéficiaires visés ainsi que l'importance de leur participation envisagée soient indiquées dans les Documents d'identification et les Documents de projets, les femmes y sont rarement mentionnées. [21/] Il n'est donc pas surprenant qu'on ne prête pas attention à l'impact différent que peuvent avoir les projets sur les hommes et sur les femmes aux stades du contrôle et de l'évaluation.

20/ Memorandum de Patrick Fleuret, PPC/PDPR/HR, "The treatment of development-linked male/female roles in 46 current CDSSs" (26 mars 1979) et réponse de Kathleen A. Staudt, PPC/WID, "Women in Development: the CDSSs" (18 mai 1979).

21/ La situation devrait s'améliorer considérablement avec l'adoption des révisions du Manuel No. 3, qui accordent une attention toute particulière au rôle des femmes. Voir le mémorandum de Kathleen A, Staudt, PPC/WID, "Recommended additions for revision of Handbook 3" (28 février 1979).

L'analyse préliminaire de la valeur sociale d'un projet joue au moins deux rôles cruciaux. 22/ L'un de ces rôles consiste à protéger les individus des conséquences néfastes que pourrait avoir le projet. Comme le note William Siffin,

> L'objectif principal est négatif - il s'agit de minimiser les possibilités d'erreurs - le genre d'erreur qui a trop souvent détourné les avantages des bénéficiaires visés, qui a conduit au succès au prix de l'impossibilité de reproduire le projet ailleurs, et qui a porté préjudice à ceux qui étaient censés profiter du projet. L'analyse de la valeur sociale est une démarche protectrice, visant à empêcher que ne se produisent certains effets tout en encourageant certaines valeurs générales (Siffin, sans date, p. 6).

Ce rôle protecteur se rapporte directement à la question qui a été posée dans l'introduction: quelles sont les conditions qui permettront aux femmes d'être le moins désavantagées dans le cadre des projets de développement, que ce soit en termes absolus ou par rapport aux hommes?

Le deuxième rôle de cette analyse sociale est d'empêcher que ne se produisent des échecs coûteux qui démoralisent aussi bien les donateurs de l'AID que les bénéficiaires. Une analyse préliminaire permettant(entre autres) de "découvrir" les rôles souvent cachés de la femme aux plans social et économique, augmentera les chances de voir se réaliser les buts et objectifs du projet. L'assistance peut se trouver fourvoyée en l'absence de renseignements de base concernant la division du travail selon les sexes dans la production des biens et services pour la consommation intérieure et pour la vente et les échanges; la répartition des rémunérations selon les sexes et la participation des hommes et des femmes au processus de décision au niveau du ménage et de la communauté. Par exemple, un programme destiné à accroître la production agricole par le biais de l'organisation de coopératives de commercialisation pour les chefs de ménage (qui sont surtout des hommes) a de grandes chances d'échouer si c'est la femme qui a traditionnellement cultivé et commercialisé les produits du sol. Si les hommes parviennent à mettre la main sur les revenus que procure le travail de leurs épouses, ces dernières perdent toute incitation à produire, et la production diminue. 23/

En conséquence, lorsqu'on élabore un système d'évaluation où l'on se préoccupe de façon sélective des intérêts des jeunes filles et des femmes en tant que bénéficiaires, il convient tout d'abord de s'assurer que les questions concernant leur participation sont soulevées tout au long du cycle

---

22/ Les directives concernant la façon d'effectuer une analyse de la valeur sociale d'un projet sont indiquées dans le Manuel No. 3 de l'USAID, IIIe partie, Annexe F, ainsi que dans Ingersoll (1977) et Siffin (sans date).

23/ La Section III présente quelques exemples d'effets négatifs involontaires dans le cadre de l'exposé sur l'incidence des projets.

du projet, de l'identification à l'évaluation, en passant par la conception, la réalisation et le contrôle, en laissant une marge permettant la prise de mesures de redressement à chaque étape. Il conviendra, en deuxième lieu, de mettre au point une procédure d'évaluation des répercussions différentes des projets sur les femmes et les hommes de toutes catégories, afin que les "enseignements qui en seront tirés" puissent être rassemblés et comparés de manière systématique. Les Sections III et IV présentent quelques suggestions dans ce sens.

III. EVALUATION DE L'INCIDENCE DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT SUR LES FEMMES: SCHEMA ANALYTIQUE

L'exposé présenté à la Section II de la présente étude a porté essentiellement sur trois dimensions de la participation des femmes aux activités des projets, à savoir: leur rôle dans le processus de décision, leur accès direct aux avantages et l'incidence des projets sur la position des femmes au sein de la famille et de la communauté. Il est beaucoup plus facile de rassembler des données concernant le processus de décision concernant les projets et l'accès aux avantages qu'ils procurent, à partir des dossiers desdits projets et des entretiens à différents niveaux avec le personnel, que de réunir des données relatives aux effets immédiats et à long terme des projets sur la condition des jeunes filles et des femmes. Dans l'ensemble, les documents d'évaluation traitent surtout des questions de logistique visant à déterminer si le projet "respecte le calendrier" et fonctionne comme prévu, au lieu de faire état de ses répercussions sociales. Si l'on peut comprendre ce souci vis-à-vis de l'appui institutionnel et des transferts de techniques (les moyens du développement), il n'en reste pas moins qu'une telle préoccupation relègue à l'arrière-plan les questions plus importantes touchant au bien-être des bénéficiaires (les buts du développement). Que sont devenus les stagiaires et leurs familles après avoir suivi le programme de formation? Ont-ils trouvé du travail? Où? Les membres des coopératives sont-ils devenus plus productifs, ont-ils utilisé les crédits à bon escient, ont-ils participé aux décisions de la communauté? Quels ont été les principaux bénéficiaires des programmes importants d'alimentation en eau des zones rurales, et comment leur vie a-t-elle été modifiée? Comment les avantages ont-ils été distribués entre hommes et femmes? Quels sont les gagnants et les perdants? De quelle manière?

La présente section présente une approche permettant d'effectuer des évaluations à mi-parcours concernant les effets sociaux immédiats des projets en cours, et des évaluations rétrospectives des incidences à long terme suivant l'achèvement des projets. En optant pour des analyses de projets, de préférence à des analyses sectorielles ou nationales, il est possible d'appliquer des méthodes basées sur de meilleurs critères tant qualitatifs que quantitatifs pour évaluer les changements survenus entre les ménages et en leur sein. Les questions soulevées dans le cadre de l'évaluation, concernant les effets différents des projets sur les hommes et les femmes, peuvent orienter la recherche de l'analyse préliminaire sur la valeur sociale du projet et la collecte de données de base. Ces questions peuvent également servir de base au contrôle du projet, surtout si les évaluations en règle doivent s'effectuer trop tard pour que les politiques et pratiques du projet affectant les femmes soient sensiblement modifiées.

Qu'il s'agisse d'un programme de formation professionnelle s'adressant aux femmes ("femmes à faibles revenus dans les quartiers pauvres de San José"), d'un projet d'élevage de volailles comportant une composante féminine ("petits exploitants agricoles de la République arabe du Yémen dont les femmes sont

censées jouer un rôle important"), ou d'un programme d'éducation radiophonique visant à atteindre la population en général ("16 000 Indiens analphabètes qui s'adonnent à l'agriculture de subsistance dans les hauts-plateaux"), la démarche permettant d'évaluer l'incidence sociale de ces projets sur les femmes et sur les hommes, en termes absolus et relatifs, soulève deux questions importantes.

Premièrement, quels sont les effets directs du projet sur ses principaux bénéficiaires (hommes et femmes), c'est-à-dire, dans quelle mesure le projet a-t-il changé l'accès de ces derniers aux ressources importantes, en termes absolus? On peut définir cette population-cible comme des classes d'individus, tels les enfants mal nourris ou les jeunes gens au chômage; des classes de ménages, telles les familles de métayers ou les membres d'une coopérative agricole; ou des localités tout entières, tels des villages ou des circonscriptions compris dans des programmes de développement intégré.

Deuxièmement, quels sont les effets distributionnels des projets sur différentes catégories de personnes, à l'intérieur et à l'extérieur de la population-cible? La répartition des ressources au sein des ménages revêt une importance toute particulière pour l'analyse de la situation de la femme. Comment le projet a-t-il modifié la répartition du travail au sein du ménage, ou la distribution des ressources, telles que la nourriture ou l'enseignement, en fonction du sexe, de l'âge, ou des liens vis-à-vis du chef du ménage de la cellule familiale? Lorsqu'on définit les familles ou les ménages comme étant les bénéficiaires principaux, plutôt que des classes ou des individus, les avantages du projet vont-ils à tous les membres du ménage ou bien l'équilibre des ressources familiales est-il sensiblement modifié suivant la personne qui bénéficie directement des biens et services du projet?

Nous sommes également intéressés à analyser les effets distributionnels des projets au niveau des ménages, tant au sein des populations-cibles ou non qu'entre elles. Les femmes chefs de famille sont-elles ignorées lorsqu'on accorde des titres de propriétés dans le cadre des programmes de distribution des terres, par exemple? Les avantages tirés de l'adhésion à une coopérative féminine de commercialisation reviennent-ils de manière disproportionnée à celles qui appartiennent aux ménages plus aisés ou aux groupes raciaux, religieux ou ethniques dominants? Le projet qui introduit une nouvelle technologie en matière de production agricole ou non agricole auprès d'une classe d'individus (par exemple, les employés masculins d'installations frigorifiques modernes pour le poisson) provoque-t-il le déplacement d'une autre personne (par exemple, les femmes qui s'adonnent aux activités traditionnelles de séchage et de commercialisation du poisson)?

Le Tableau 3 résume le schéma d'évaluation des effets relatifs et absolus que peuvent avoir les projets sur l'accès de la population à une vaste gamme de ressources déterminant leur bien-être physique, économique et social - c'est-à-dire, leur position au sein du ménage et de la structure sociale communautaire. L'exposé qui suit, fournit quelques

TABLEAU 3

SCHEMA CONCERNANT L'EVALUATION DE LA DISTRIBUTION DES AVANTAGES DES PROJETS

Ressources déterminantes	Effets directs sur les bénéficiaires principaux[a/]	Effets distributionnels	
		au sein des ménages	entre les ménages
Bien-être physique			
1. nourriture, eau, combustible			
2. logement			
3. qualité de l'environnement			
4. soins médicaux			
5. sécurité personnelle			
6. repos et loisirs			
Bien-être économique			
7. revenus/coût de la vie			
8. crédit			
9. terres et eau			
10. technologie			
11. autres actifs/passifs			
Bien-être social			
12. connaissances			
13. influence			
14. prestige			

a/ On peut définir les bénéficiaires principaux ou les populations-cibles comme des classes d'individus, de ménages ou de localités.

exemples qui montrent comment les projets peuvent affecter les hommes et les femmes de manière différente. Dans certains cas, les écarts en ce qui concerne l'accès des deux groupes à des ressources importantes sont réduits, dans d'autres cas, ces écarts sont élargis. Il arrive parfois que la facilité d'accès à un type de ressources compromette l'accès à un autre type de ressources. Ainsi, si l'emploi rémunéré à plein temps permet aux femmes de toucher des revenus monétaires dont elles ont grandement besoin, il peut avoir notamment pour conséquence l'élimination du maraîchage, ce qui peut entraîner de graves inconvénients au plan nutritionnel pour toute la famille, l'interruption précoce de l'allaitement naturel des nourrissons, et une sérieuse pénurie de main-d'oeuvre agricole au cours des périodes où les travaux des champs battent leur plein.

La probabilité d'obtenir des résultats mixtes pose un dilemme important aux responsables qui doivent décider quels sont les coûts économiques ou sociaux que les bénéficiaires pourront être appelés à supporter afin de profiter d'autres avantages économiques ou sociaux (que l'on suppose plus importants). Ainsi, la question de savoir "ce qui convient ou non dans un environnement socio-économique particulier" est compliquée par le fait qu'un projet peut donner des résultats dans un sens mais pas dans un autre. Il se peut même que les objectifs soient contradictoires: par exemple, un projet pourrait augmenter la production agricole plus rapidement - du moins à court terme - sous une direction autoritaire, ce qui est en contradiction avec l'objectif de prise de conscience et de participation au processus de prise de décision.

Le schéma résumé dans le Tableau 3 et explicité ci-dessous, comporte un certain nombre de ressources qui déterminent le bien-être physique, économique et social des individus. La définition du développement sous-entendue dans le schéma comprend: " 1) l'amélioration générale du niveau de vie, accompagnée 2) d'une diminution des inégalités dans la répartition des revenus et 3) la capacité de maintenir des amélioration continues dans le temps" (Kocher, 1973, p. 5). Ce dernier élément, qui découle en grande partie de l'acquisition de ressources sociales importantes, telles que le savoir, l'influence et le prestige, est particulièrement pertinent pour l'analyse de la situation des femmes.

Indicateurs du bien-être physique

1. Accès à la nourriture, à l'eau et aux combustibles. Quelle a été l'incidence du projet sur la quantité, la qualité et la sécurité globales (par exemple, la sévérité des pénuries saisonnières) de la nourriture, de l'eau et de combustible consommés par les bénéficiaires principaux du projet? Quels sont les effets distributionnels au sein des ménages et entre eux?

Un projet visant à augmenter la production alimentaire, sans tenir compte de la division du travail agricole selon le sexe, par exemple, risque d'aboutir involontairement à la réduction de la consommation alimentaire des

ménages. Dans le cas du projet de colonisation rurale au Kenya, les femmes qui travaillaient de longues heures avec leur mari (ou pendant leur longue absence) dans les nouvelles rizières irriguées, avaient moins de temps qu'auparavant pour s'adonner aux cultures vivrières traditionnelles sur leurs propres lopins de terre. De toute manière, ces derniers étaient trop exigus pour subvenir aux besoins alimentaires de la famille. Ainsi, tandis que croissaient la production rizicole et les revenus globaux parmi les ménages participant au projet, le niveau nutritionnel a baissé (Hanger et Moris, 1973). Si l'on avait reconnu l'importance de la production alimentaire provenant du labeur des femmes, on aurait pu prévoir la fourniture de facteurs de production agricole tels que des crédits, des engrais et des semences pour les jardins potagers comme pour les lopins rizicoles, assortis d'expérimentations en matière de production et de commercialisation collectives économisant la main-d'oeuvre des produits alimentaires traditionnels.

De même, un projet qui augmente la consommation alimentaire totale d'un ménage peut également aggraver l'état nutritionnel de certains de ses membres. Dans de nombreuses cultures, les femmes et les enfants ne mangent que lorsque les hommes ont terminé leur repas. Lorsque la nourriture est peu abondante, les garçons sont servis avant les filles. Au Bangladesh, les hommes employés dans des projets de construction dans le cadre d'un programme de prestations alimentaires en échange de leur travail, reçoivent des rations alimentaires pour une famille de six personnes, mais comme le dur labeur des hommes augmente leurs besoins en calories, il arrive que les femmes et les enfants de certaines familles mangent moins qu'avant. 24/

Certains projets essaient de modifier directement le mode de répartition des rations alimentaires au sein de la famille. Dans les écoles primaires, par exemple, les programmes d'alimentation scolaire privilégient les enfants par rapport aux adultes (à supposer que la ration familiale de l'enfant n'est pas diminuée proportionnellement à ce qu'il aura reçu à l'école), et les garçons par rapport aux filles, dans la mesure où ces dernières ne peuvent pas fréquenter l'école aussi facilement que les garçons. Les programmes d'alimentation au profit des femmes enceintes et des mères allaitantes essaient de procéder à une redistribution analogue en faveur des femmes qui sont vulnérables du point de vue nutritionnel, en présumant que les bénéficiaires consomment effectivement la totalité des portions qui leur ont été servies et ne les partagent pas avec les autres membres de la famille (Singer, 1978). Si l'on veut que les objectifs d'ensemble soient réalisés de façon à répartir les avantages de manière équitable, il est clair que les planificateurs des

---

24/ Entretien avec Penny Satterthwaite, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, Dacca, Bangladesh, février 1976; se reporter également à Chen et Ghuznavi (1977) concernant les femmes qui travaillent en échange de prestations alimentaires.

projets doivent comprendre dans ses moindres détails le rôle assumé par les jeunes filles et les femmes dans les domaines de la production, de la transformation, de la distribution et de la consommation des produits alimentaires. 25/

2. Le logement. Depuis que le projet a démarré, comment peut-on mesurer le changement de la qualité des logements des bénéficiaires en termes d'efficacité de la protection contre les intempéries, l'espace prévu pour chaque personne, le confort et autres indicateurs tels que l'acceptabilité culturelle? Les améliorations du foyer (telles le branchement de l'électricité) avantagent-elles plus les individus d'un sexe plutôt que l'autre, ou une catégorie de ménages plutôt qu'une autre? Existe-t-il des aspects négatifs susceptibles d'affecter les femmes plus que les hommes, tels qu'un surpeuplement dû à l'immigration provoquée par un programme d'emplois, ou bien une pénurie de logements temporaires affectant les travailleurs migrants employés à des projets de construction?

Certains projets qui ont été conçus spécifiquement pour augmenter le parc immobilier peuvent ignorer, par mégarde, certaines catégories de ménages. Ainsi, un projet de développement communautaire offre des prêts à faible intérêt pour acheter des matériaux de construction dans le cadre d'un programme de logements auto-assistés construits par la main-d'oeuvre volontaire des ménages participants. Les ménages qui ont une femme à leur tête, c'est-à-dire ceux où il n'y a pas d'hommes adultes, ont de faibles chances de remplir les conditions requises pour bénéficier de ce programme car ils ne peuvent fournir la main-d'oeuvre nécessaire (ou bien ne sont pas inclus dans les programmes de formation pertinents), ou encore sont trop pauvres pour rembourser les prêts. Par ailleurs, un programme de réinstallation peut prévoir la construction de logements sans que l'on ait consulté les futurs résidents au préalable, de sorte que la conception et l'emplacement des unités d'habitation ne répondent pas aux besoins des femmes. Etant donné que dans la plupart des sociétés les femmes passent en moyenne plus de temps à la maison que les hommes, elles seront vraisemblablement d'autant plus affectées par des changements positifs ou négatifs dans la qualité du logement.

3. Qualité de l'environnement. On mesure cette composante du bien-être physique par certains indicateurs dont l'existence d'installations sanitaires, la qualité de l'assainissement, le degré de pollution de l'air et de l'eau, et la présence de maladies due au milieu ambiant; ces indicateurs étant mesurés au foyer, sur les lieux du travail et dans la communauté dans son ensemble.

L'attitude des individus vis-à-vis de leur environnement physique est déterminée, dans une certaine mesure, par la division du travail selon le sexe et par les normes culturelles qui définissent la nature et la

---

23/ Se référer par exemple, aux deux volumes de Proceedings and Papers of the International Conference on Women and Food (1978).

localisation des divers modes d'activités quotidiennes ou saisonnières. Etant donné que dans un certain contexte culturel les hommes et les femmes réagissent différemment à leur environnement physique, les projets qui ont un impact important sur l'environnement (qu'il soit positif ou négatif), ou qui modifient sensiblement la division du travail entre les hommes et les femmes, peuvent avoir une incidence différente sur la santé des uns et des autres. Si l'on prend le cas des villages où les femmes quittent rarement l'enceinte de leur maison, il est certain que l'installation de latrines ou de douches près de leur maison bénéficiera davantage aux femmes qu'aux hommes, qui travaillent dans les champs et se baignent dans les rivières. Par ailleurs, un programme visant à éradiquer les maladies d'origine hydrique, telles la schistosomiase, favoriserait outre mesure ceux qui sont le plus en contact avec l'eau, c'est-à-dire les hommes et les garçons. Certaines modifications apportées au niveau de la division du travail selon le sexe peuvent également entraîner des conséquences négatives involontaires pour les femmes. Ainsi, les projets agricoles qui ont réussi à augmenter les rendements et les revenus des ménages dans les sociétés traditionnelles où l'on observe le purdah, peuvent aboutir au retrait des jeunes filles et des femmes de la main-d'oeuvre agricole en faveur de la réclusion, pratique hautement prisée (et que l'on peut désormais se permettre). Cette vie dans l'ombre et l'inactivité provoque une carence marquée en vitamine D ainsi qu'une recrudescence des maladies liées à cette déficience (y compris parfois l'obésité).

4. Soins médicaux. Quel a été le rôle du projet pour améliorer l'accès de la population-cible aux soins médicaux préventifs et curatifs ainsi qu'aux informations et services en matière de planification de la famille? Tout comme dans le cas de l'alimentation, il est probable que l'accès aux services médicaux sera inégalement réparti entre les ménages et en leur sein. Certains membres de la famille jouissant d'un statut privilégié, tels les garçons et les hommes, soutiens de famille, auront de grandes facilités d'accès à ces services. En outre, dans certaines sociétés, l'accès de la femme aux soins médicaux est limité en raison de restrictions culturelles visant les contacts mixtes. Ainsi, un projet conçu pour fournir des services médicaux devra comporter, dans la plupart des cas, une composante féminine très nette. Il faudra consentir des efforts particuliers pour former des femmes-médecins et atteindre une clientèle féminine en créant un environnement sensible à leurs problèmes. L'absence d'une telle approche peut conduire au rejet pur et simple du programme, ou à une souffrance inutile de la part des femmes qui recherchent désespérément de l'aide.

5. Sécurité personnelle. Les documents d'évaluation se penchent rarement sur cet aspect du bien-être physique. Et pourtant, il peut figurer au centre des préoccupations des participants au projet: dans quelle mesure sont-ils exposés aux actes de violence, accidents ou blessures corporelles, ou en sont-ils protégés? Est-ce que certains types de risques se sont accrus depuis le démarrage du projet? Quelles sont les personnes visées? Un projet peut, de façon nullement intentionnelle, exposer les jeunes filles et les femmes à des dangers qui les menacent personnellement. Si elles n'ont pas le

choix, elles doivent les supporter. Car contre, ces dangers peuvent également contribuer à l'échec du projet. Il convient de rappeler que la protection des jeunes filles d'âge nubile est de la plus haute importance dans les sociétés qui accordent une attention primordiale à la chasteté féminine, en tant que symbole de l'honneur de la famille. Prenons le cas d'un programme de formation où les jeunes femmes doivent parcourir à pied de longues distances entre leurs villages et le centre de formation - ce qui risque de les exposer à des avances masculines. Il est possible que les directeurs du programme décident de mettre fin au programme en supposant, à tort, que le pourcentage élevé d'abandons indique un manque d'intérêt de la part des participants. Ce problème pourrait être résolu en fournissant des modes de transport sûrs pour les stagiaires (ou bien en mettant des locaux sûrs à leur disposition pour y passer la nuit le cas échéant).

Dans le cas d'un autre projet situé au Cameroun, l'expansion des plantations lucratives de café et de cacao en dehors du village a mis les terres défrichées hors de portée des femmes et les a obligées à chercher des terrains plus éloignés pour cultiver leurs produits vivriers:

> Les champs se trouvent entre un et 10 kilomètres du village, les chiffres les plus souvent mentionnés étant de trois à six kilomètres. Une telle distance signifie que les femmes doivent marcher pendant une demi-heure à une heure et demie pour se rendre à leurs champs, le long de sentiers forestiers peu praticables, en franchissant souvent des ruisseaux et des marécages glissants. L'aspect le plus pénible de ce déplacement a lieu au retour - car la femme rapporte souvent l'approvisionnement quotidien en manioc, bananes plantains et maïs, sans compter le bois de feu. Et de surcroît, elle porte souvent son bébé. Le poids de la charge qu'elle transporte varie entre 15 et 40 kilogrammes. Les blessures dues aux chutes et les égratignures sont monnaie courante et l'on attribue très souvent à cet aspect du travail des femmes de nombreuses interruptions de grossesses spontanées et des douleurs lombaires persistentes (Henn, 1976, cité dans Tinker, 1979, p. 14).

Là encore, il convient de se pencher sérieusement sur les mesures qui accroîtront la sécurité des conditions de travail des femmes, telles que des emplacements plus accessibles et l'accès à des moyens de transport actuellement aux mains des hommes.

6. Repos et loisirs. Cette composante est mesurée par l'intensité (énergie) et la durée (temps) du travail nécessaire à la production de biens pour la consommation du ménage ou pour la vente et les échanges, et par le nombre d'heures que les membres de la famille peuvent consacrer au repos, aux loisirs et au sommeil. Les fluctuations journalières, hebdomadaires et saisonnières sont importantes. Les études de la répartition du temps dans des contextes différents, tant au sein des familles qu'entre elles, révèlent qu'il existe des différences. Ces différences proviennent

non seulement de la composition de la famille, de son statut foncier, de ses activités, de la saison, mais aussi de l'âge et du sexe de ses membres. Lorsqu'on examine à la fois la production pour la consommation du ménage et celle destinée à la vente ou aux échanges, il ressort que les femmes disposent souvent de moins de temps que les hommes pour se reposer ou avoir des loisirs. Souvent, elles sont les premières levées le matin et les dernières couchées le soir.

Comment un projet peut-il avoir un effet sur l'intensité et la durée du travail des femmes, en termes absolus, par rapport aux hommes et par rapport aux autres catégories de femmes? La réponse est surtout fonction de la division actuelle du travail selon la catégorie, l'âge, le sexe, et selon la nature du projet. Si ce dernier vise à accroître la production agricole, par exemple, les nouvelles cultures ou activités élargies sont-elles surtout le fait du travail des femmes ou de celui des hommes? Les nouvelles technologies réduisent-elles le temps que les hommes consacrent aux labours, sans réduire pour autant le temps que passent les femmes à désherber et à moissonner? Les modifications des modes de culture demandent-elles une somme de travail saisonnier plus importante de la part des femmes, les empêchant ainsi de prendre soin de leurs enfants ou d'allaiter leurs bébés? Palmer (1979, p. 50) a procédé à l'évaluation d'un programme hypothétique de colonisation rurale, basé sur un ensemble de projets réels, pour en étudier les effets sur le travail des femmes. Il en ressort ce qui suit:

> Etant donné la répartition traditionnelle des tâches agricoles selon le sexe des individus, les nouveaux besoins en main-d'oeuvre ont abouti à ce que les femmes ayant des terres travaillent sans discontinuer pendant toute l'année. Par ailleurs, leur travail quotidien est marqué par une intensité accrue au moment des campagnes. S'agissant de l'effet du projet sur les hommes, leur travail annuel a augmenté en durée, étant donné les doubles récoltes, mais il n'a pas augmenté en intensité. ...
>
> Les femmes doivent affronter des situations conflictuelles entre la pratique des cultures de subsistance et de la riziculture, d'une part, et les soins infantiles ainsi que le travail productif saisonnier au moment où la campagne bat son plein, d'autre part. Les femmes ne peuvent pas recourir à l'échange ou au recrutement de main-d'oeuvre pour alléger leur fardeau (excepté pour les semis), car elles n'ont pas suffisamment d'influence sur l'organisation de la main-d'oeuvre ou sur l'utilisation des bénéfices provenant du commerce du riz. Les femmes des foyers polygames et les femmes sans terres ne travaillent sans doute pas aussi durement que les autres femmes. Toutefois, même les femmes sans terres assument des tâches plus lourdes que les hommes lorsqu'on tient compte des responsabilités qu'elles doivent assumer envers la famille et les enfants.

Bien que cet aspect du projet révèle le prix important que doivent payer les femmes (travail agricole accru) sans qu'elles soient vraiment récompensées en pouvant accéder, de manière indépendante, aux ressources telles que les revenus monétaires provenant de la culture du riz, les autres aspects du projet ont cependant permis d'alléger les tâches pénibles des femmes. Le temps nécessaire pour aller chercher de l'eau a été ramené d'une heure et demie en moyenne par jour à une demi-heure environ, les points d'eau étant désormais aussi rapprochés que les canaux d'irrigation (Palmer, 1979, p. 54-55). Le combustible, que l'on ramassait autrefois dans les bois alentour, ou que l'on préparait à partir de la bouse du bétail, s'achète le plus souvent à présent sous forme de bois de chauffe ou de charbon. Si cette évolution de la situation réduit le travail des femmes, elle suscite de nouvelles contraintes pour se procurer des fonds en vue d'acheter du combustible. Il serait utile de préparer une analyse minutieuse de la valeur sociale du projet au cours des stades préliminaires de sa conception. Cette analyse prendrait en compte l'intensité et la durée du travail de tous les membres de la famille et contribuerait ainsi à alléger le labeur des femmes, si ce fardeau est trop lourd actuellement, ou à l'accroître seulement en échange d'une autre ressource valable, avec des supports sociaux adéquats.

Indicateurs du bien-être économique

7. Revenus en espèces, en nature ou tirés du commerce par rapport au coût de la vie. Les revenus d'un ménage peuvent être mesurés en termes de montant, de sécurité (durée des variations saisonnières, chômage de courte durée, perspectives à long terme, etc.) et de provenance; le bien-être économique dépend en partie de la relation qui existe entre le revenu et les dépenses nécessaires pour maintenir un niveau de vie satisfaisant.

Pour comprendre l'économie domestique, il importe de connaître non seulement le montant du revenu du ménage, mais aussi qui gagne ce revenu et quelle proportion il représente par rapport au revenu total. Bien que le ménage soit souvent considéré comme l'unité de base de production et de consommation, l'économie familiale peut être très fragmentée dans certaines sociétés. Ainsi, dans nombre de sociétés africaines, les femmes sont censées pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants tandis que les gains des hommes sont consacrés à des dépenses importantes (terres, cheptel, dots de mariage) ainsi qu'à leurs besoins personnels. Quels sont les membres de la famille qui perçoivent des gains économiques directs en échange de leur travail (vente ou échange de la production excédentaire) et quels sont ceux dont le travail n'est pas rémunéré (production pour la consommation familiale)? Les femmes dont le travail contribue au surplus de production ont-elles un accès direct aux bénéfices (et en ont-elles la pleine disposition), ou bien les hommes

sont-ils rémunérés pour le travail des femmes? Qui se charge de régler les dépenses du foyer, et lesquelles? Un projet a-t-il pour effet d'augmenter le travail non rémunéré de la femme mais non le travail rémunéré?

Une étude des documents existants a permis de mettre en lumière un certain nombre de cas où les efforts de développement ont modifié la répartition des revenus au sein de la famille au point où la condition de la femme s'est totalement ou relativement aggravée. Dans certains cas, cette perte se traduit par l'insuccès du projet à atteindre ses objectifs de production; la réorganisation d'une coopérative de commercialisation dans l'industrie de la poudre de pyrèthre au Kenya, en constitue un exemple classique. Alors que les femmes se livraient à la culture du pyrèthre et vendaient directement les capitules séchés, la nouvelle coopérative ne versait le produit des ventes qu'aux membres officiellement inscrits à la coopérative, composés surtout d'hommes. Les femmes se sont découragées devant la perte de revenus personnels dont elles disposaient autrefois. Ainsi, "comme il fallait raisonnablement s'y attendre étant donné les circonstances, leur production a baissé" (Athorpe, 1971, p. 73). Au nord de Bélize, l'expansion de la culture marchande de canne à sucre a fourni de nouvelles possibilités d'emploi aux hommes mais a réduit la culture locale du maïs. Or, les femmes dépendaient de cette culture non seulement pour nourrir leur famille, et pour le commerce, mais aussi en tant que provende pour la volaille et les porcs. Les porcs constituaient la principale source de revenus indépendants pour les femmes; aussi, la baisse de la production porcine a-t-elle représenté une perte importante pour l'indépendance économique des femmes, de même qu'une perte nutritionnelle pour la famille (Stavrakis et Marshall, 1978).

Même lorsque les femmes peuvent augmenter leurs revenus personnels en accédant à de nouveaux emplois dans l'agriculture ou ailleurs, ces gains peuvent être atténués par l'augmentation des charges financières. Au Kenya, les femmes Kikuyu qui vivent dans une région productrice de café tiraient leurs propres revenus des travaux agricoles. Elles se sont cependant plaintes de la tendance croissante de leurs maris à dépenser de l'argent pour acheter de la bière importée et manger au restaurant, tandis qu'ils privaient leurs enfants de vêtements ou de fonds pour payer leur scolarité (Stamp, 1975-76, p. 28). Il arrive parfois que les hommes décident de moins travailler si leurs épouses travaillent davantage. Il est certain que les planificateurs n'ont guère de prise sur cet aspect des décisions adoptées au sein des ménages. Toutefois, il est de la plus haute importance qu'ils comprennent le mode de répartition des gains et des dépenses au sein des ménages bénéficiaires, avant d'introduire des activités qui pourraient miner la position des femmes, voire détourner le projet de ses objectifs.

8. Accès au crédit. Dans quelle mesure le projet a-t-il affecté l'octroi et le coût du crédit ou des prêts dont peuvent bénéficier les ménages du groupe-cible? Au sein d'une famille, les femmes peuvent-elles,

tout comme les hommes, solliciter des prêts? Lorsque le chef de famille est une femme, peut-elle obtenir un prêt? La plupart des projets visant à fournir de nouvelles sources de crédit considèrent la famille comme une entité, l'homme en étant le chef. En conséquence, les femmes ne peuvent accéder d'elles-mêmes au crédit qui leur permettrait d'accroître leur productivité dans les domaines de l'agriculture, de l'artisanat et autres activités. Dans le cas d'un projet rizicole au Sénégal, les femmes étaient les principales cultivatrices de paddy; par contre, seuls les hommes pouvaient obtenir les crédits prévus dans le cadre du projet pour l'acquisition de facteurs de production agricole. Etant donné que les hommes se montraient réticents à s'endetter au nom de leurs femmes, il a fallu revoir la conception du projet pour permettre aux femmes d'avoir un accès direct au crédit et pouvoir ainsi atteindre les objectifs de production visés (Banque Mondiale, 1978, p. 26, 28). En outre, de nouvelles institutions bancaires - y compris celles qui s'adressent aux populations rurales à faibles revenus - peuvent demander des garanties que les femmes ne sont pas en mesure de fournir. Ainsi, la Banque populaire d'Indonésie, qui a des agences à travers tout le pays, accorde des prêts à faible intérêt aux cultivateurs, contre des garanties représentées notamment par des terres ou des cultures marchandes (riz, maïs, soja, sucre, coton). Ces garanties ne portent cependant pas sur les fruits ou les légumes ou l'équipement ménager qui sont des avoirs typiquement féminins (Milone, 1978, p. 107-112). Les données tirées de certains projets permettent de croire qu'il serait possible de concevoir des méthodes novatrices permettant d'atteindre ce groupe d'emprunteurs, qui était jusqu'à présent traditionnellement exclus. Ceci pourrait avoir des conséquences importantes pour la production (Buvinić, Sebstad et Zeidenstein, 1979).

9. Terres et eau. On mesure cette composante du bien-être économique par la quantité et la qualité (productivité) des terres dont la population est légalement propriétaire; par la quantité et la qualité des terres utilisables (louage, métayage, location, etc.) et par la garantie des droits d'usage des terres et de l'eau.

La plupart des projets qui portent sur la redistribution des terres, tels que les programmes de colonisation agricole, essaient de répartir plus équitablement les ressources entre les individus sans terres, ceux qui exploitent de minuscules parcelles et les propriétaires terriens. On attache moins d'importance à la distribution des droits fonciers à l'intérieur de la famille, ou bien à la répartition des terres entre les familles dirigées par un homme et celles dirigées par une femme. Les projets ont-ils pour effet d'augmenter ou de restreindre les droits légaux ou traditionnels des femmes à la propriété ou à l'utilisation des terres? Un projet visant à garantir les droits des locataires, par exemple, tient-il compte du sort qui est réservé aux femmes de ces familles en cas de décès du mari? Les projets de colonisation agricole prévoient-ils des parcelles pour les femmes, ou bien,reconnaissent-il leurs droits d'usage ou leurs droits de propriété conjointement avec les maris? Les titres de propriété sont-ils accordés à l'homme chef de ménage limitant les droits d'accès actuels de

la femme et ses droits à l'héritage? Les projets ont-ils pour effet de favoriser l'accession à la propriété foncière des familles dont le chef est un homme plutôt que celles dont le chef est une femme?

Prenons le cas d'un programme de colonisation rurale au Nigéria par exemple. Des lopins de 5 hectares furent distribués aux familles pour la culture du soja, du maïs et de haricots. Toutefois, le programme ne prévoyait pas de jardins potagers où les femmes cultiveraient des légumes pour la consommation familiale et pour la vente au marché local, comme elles l'avaient toujours fait (Dulansey, 1977). Certains programmes prévoient la distribution de terres aux familles dirigées par une femme; c'est ainsi que dans la région de Rahad, au Soudan, 7% environ des terres colonisées destinées à la culture du coton et de l'arachide ont été distribuées à des femmes qui étaient chefs de familles auparavant nomades. Toutefois, il semble que la plupart des programmes de colonisation rurale volontaire excluent les femmes qui n'ont pas de mari. 26/

10. Technologie et assistance technique. L'accès à ces ressources permet d'accroître la productivité et la possibilité d'obtenir une meilleure rentabilité économique, en fonction de leur qualité, de leur adaptation aux conditions locales et de la fréquence de leur utilisation.

Quels sont les membres du ménage et quelles sont les catégories de ménages qui peuvent accéder le plus facilement à la technologie économisant la main-d'oeuvre, leur permettant ainsi de réduire les apports de temps ou d'énergie et/ou d'augmenter les rendements? Quels sont les effets distributionnels de l'introduction d'une nouvelle technologie? Qui en bénéficie? Quels sont ceux qui sont laissés pour compte? Les planificateurs considèrent-ils qu'il est aussi important de mettre au point une technologie appropriée pour la consommation familiale que pour la production d'excédents dans l'agriculture ou l'industrie?

Lorsque l'on jette un regard rétrospectif sur le développement, on remarque fréquemment que certaines technologies ont eu une incidence défavorable sur les femmes, en ce sens qu'elles accroissent au lieu de combler l'écart entre les hommes et les femmes en matière de productivité et de gains. L'introduction de moulins communautaires dans diverses régions du monde illustre bien ce fait. Ces machines permettent de moudre le grain plus rapidement et à moins de frais, mais elles n'avantagent pas les femmes pauvres sans terres qui gagnent leur vie en pilant le grain de manière traditionelle. Non seulement le fonctionnement des nouvelles machines est assuré par les hommes, mais le travail des femmes n'est plus compétitif et leurs gains diminuent. De même, on applique fréquemment de nouvelles technologies aux cultures de rapport à grande échelle mais non à la petite agriculture vivrière, ou bien au travail des hommes dans le cycle des cultures (labours et peut-être moissons) mais non au travail des femmes (semis, désherbage).

26/ Se reporter à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (1979) au sujet des recommandations concernant le rôle des femmes, présentées à la Conférence mondiale de la réforme agraire et du développement rural.

Les femmes peuvent également être ignorées lors de la prestation d'assistance technique aux bénéficiaires des projets, à moins que des mesures spécifiques ne soient prises à cette fin. Dans le cadre d'un projet en cours d'évaluation, essaie-t-on de s'adresser directement aux femmes en prévoyant l'octroi d'assistance technique dans le domaine agricole ou de la petite industrie, par exemple? Ou bien, la plus grande partie de cette assistance est-elle accordée à l'homme en qualité de chef de famille, qui est censé faire partager ensuite ses connaissances aux autres membres de sa famille? Les programmes d'assistance diminuent-ils ou, au contraire, accroissent-ils l'écart qui existe entre les différentes catégories de familles en matière de productivité?

Il existe au moins deux facteurs qui freinent l'accès des femmes à l'assistance technique. Tout d'abord, elles travaillent surtout dans les secteurs de l'économie, tels que l'agriculture de subsistance, l'artisanat ou le petit commerce, dont ne tiennent guère compte la plupart des programmes d'assistance technique. Par ailleurs, en tant que femmes, elles tendent à être moins "visibles" que les hommes dans ces secteurs. Aussi leur productivité est-elle affectée par leur accès limité aux ressources suivantes: matières premières de bonne qualité, assistance dans le domaine de la commercialisation, conseils axés sur l'adoption de méthodes d'organisation plus productives, connaissance des sources de crédit, assistance en matière de gestion et de comptabilité, etc.

Dans de nombreux pays, les programmes de vulgarisation agricole ne prévoient pas le concours de vulgarisatrices dans certains ou la totalité des zones desservies. Les vulgarisateurs ne fournissent leurs services qu'aux agriculteurs et, de ce fait, ne tiennent compte ni de la contribution de la femme au sein du ménage ni des cultivatrices à la tête de leur propre famille. Prenons le cas d'une zone de petites exploitations agricoles dans le Kenya occidental, où sur un échantillon d'exploitants (pour les différencier des propriétaires), quarante pour cent étaient des femmes seules, et non des femmes exploitant conjointement des parcelles avec des hommes. Il s'est avéré que les exploitations gérées par des femmes avaient beaucoup moins de chances de recevoir la visite de vulgarisateurs du gouvernement, qu'un membre de la famille visite une parcelle de démonstration, qu'un membre de la famille reçoive une formation spécialisée de courte durée dans le domaine des pratiques culturales ou des techniques agricoles, et d'avoir demandé, ou reçu, un prêt (Staudt, 1978, p. 443; voir également Staudt, 1975-76). S'il est vrai que l'incidence de services restreints sur la productivité agricole a été tempérée par un certain nombre d'autres facteurs, notamment par un réseau spontané de renseignements entre les cultivatrices, il n'en demeure pas moins que ce sont les familles comprenant un homme adulte qui ont retiré des avantages tout à fait disproportionnés de l'assistance technique. Il convient donc, en tant que préalable à la correction de ces inégalités, d'inculquer aux femmes des notions sur tous les aspects de l'assistance technique pour que les cultivatrices aient accès aux services et renseignements appropriés.

11. Autres avoirs par rapport au passif. Ces éléments se mesurent par la propriété ou le droit d'usage des locaux et autres biens d'équipement (biens d'équipement ménager, animaux), le montant de l'épargne, le montant des dettes. Quelle est la répartition des avoirs au sein du ménage? Qui en est le propriétaire et qui les utilise, qui a le droit de les vendre ou de les échanger, de les céder ou de les léguer? Plus particulièrement, quels sont les avoirs dont disposent les femmes? Le projet permet-il aux femmes d'accumuler plus facilement des avoirs, ou a-t-il l'effet contraire?

Tout comme dans le cas des terres, les droits juridiques et traditionnels des femmes concernant les avoirs sont normalement restreints. Ils peuvent, par ailleurs, être favorisés ou mis en cause par les efforts de développement. Très souvent, les seuls avoirs personnels d'une femme sont des biens mobiliers, tels les bijoux, quelques articles ménagers et, peut-être, quelques petits animaux, acquis par héritage ou constituant sa dot. Quelle que soit la modicité de ces biens, leur importance est vitale pour déterminer le sentiment d'indépendance et de propriété personnelle chez la femme. Si nous prenons le cas des Touareg ou des pasteurs peuls du Sahel, par exemple:

> La famille de la nouvelle mariée doit l'envoyer dans son nouveau foyer avec une dot comprenant des biens d'équipement ménager et des animaux - généralement 5 ou 6 ânes et 10 à 40 chèvres. Quelque temps après le mariage, la coutume veut que le mari offre des animaux à sa femme, selon ses moyens - quelques chèvres ou deux chameaux (Cloud, 1978, p. 74).

Après la sécheresse qui a sévi au Sahel, l'incompréhension qu'ont manifestée les administrateurs des programmes à l'égard du rôle assigné aux hommes et aux femmes dans la détention des ressources a porté un sérieux préjudice à la situation économique et sociale des femmes nomades:

> ... l'un des principaux griefs des pasteurs peuls et touareg était que le programme du gouvernement visant à reconstituer les troupeaux décimés par la sécheresse ne remplaçait que le bétail des hommes; celui des femmes ne l'était pas. Leur système social avait été ébranlé; on ne pouvait plus donner d'animaux en dot ou comme cadeaux versés à la mariée, les femmes avaient perdu leurs possessions propres. Voilà donc le résultat involontaire auquel aboutit le programme du gouvernement lorsqu'une carte fut remise à chaque chef de famille, seul habilité à obtenir le remplacement de son troupeau (ibid).

Dans ce cas précis, il aurait suffi de procéder à un changement relativement simple des politiques et procédures du projet pour corriger la distorsion existant au niveau de la répartition de ses avantages et de son impact social à long terme.

Indicateurs de bien-être social

12. Connaissances. Cette composante inclut des compétences spécifiques nécessaires à l'exécution de certaines tâches, ainsi que des connaissances plus générales concernant le monde dans son ensemble. Elle peut être mesurée de différentes manières: aptitude à lire, écrire et compter; compétences professionnelles; connaissances plus étendues de l'interaction des forces socio-économiques et politiques dans le ménage, la communauté et la société.

Quel est le degré d'alphabétisation des membres d'un même ménage, et entre les ménages de catégories différentes? Les femmes peuvent-elles au même titre que les hommes, bénéficier de programmes d'enseignement de type scolaire ou non? Un projet visant à promouvoir l'enseignement primaire doit inclure des incitations spécifiques pour que les filles puissent, tout comme les garçons, fréquenter l'école. En l'absence de tels stimulants, les objectifs du projet peuvent être sérieusement compromis, comme cela a été le cas en Afghanistan: le quota de 15% d'inscriptions réservées aux filles n'a pu être atteint là où cette éducation "n'était pas acceptable culturellement". Lorsque les tâches de la femme se multiplient, que ce soit à titre de main-d'oeuvre agricole non rémunérée, ou d'emplois rémunérés, les filles doivent parfois renoncer à l'école et rester à la maison pour aider aux travaux des champs ou ménagers. Les directeurs de projets devraient être prêts à lutter contre cette tendance en proposant d'autres plans de répartition du travail. Ainsi, par exemple, dans le cas des systèmes de culture du riz modifiés dans le cadre d'un plan de colonisation rurale:

> ... les filles participent davantage au désherbage et aident leurs mères à préparer des repas servis aux journaliers en contrepartie de leur travail. Elles travaillent également sur les parcelles de subsistance. Par ailleurs, les garçons sont maintenant beaucoup plus libres qu'auparavant, au point de vue travail. Ces facteurs ont certainement contribué à la fréquentation plus assidue des établissement scolaires par les filles et les garçons (Palmer, 1979, p. 54).

Les avantages dérivés d'une formation professionnelle peuvent aussi être inégalement répartis tant au sein d'un ménage qu'entre les ménages. Le projet a-t-il eu pour efft d'ouvrir de nouveaux horizons aux femmes comme aux hommes, en leur permettant de tirer parti de leurs compétences professionnelles dans des domaines qui leur étaient auparavant fermés? Ont-elles une chance d'obtenir des emplois rémunérés du fait de leur formation? Comment peut-on surmonter les obstacles qui s'opposent à la participation des femmes? De nombreux programmes de formation financés par des organisations internationales perpétuent les stéréotypes basés sur la différence de sexe. C'est ainsi que les programmes de vulgarisation communautaires forment les villageoises à des tâches directement liées aux travaux domestiques, aux soins infantiles ou à l'artisanat. Ils ne les préparent pas

à des emplois techniques/professionnels. Ainsi, la grande majorité des femmes ne peut pas s'orienter vers ces secteurs et les avantages de la formation échoient en trop grande partie aux hommes.

On pourrait également examiner l'effet du projet sur les connaissances générales de la femme ou sa perception du monde. Dans les sociétés qui imposent des restrictions rigoureuses au déplacement des femmes, leur milieu social est sans doute limité et elles dépendent d'autant plus des hommes du point de vue social et politique. Dans quelle mesure un projet peut-il modifier l'accès de ces femmes à la connaissance et à l'expérience du monde extérieur? Fait-on des efforts délibérés pour sensibiliser les bénéficiaires, autrement dit, essaie-t-on de stimuler une compréhension critique de la dynamique du ménage et des structures sociales de la communauté et d'adopter des stratégies éventuellement axées vers le changement? Ces stratégies touchent-elles les femmes autant que les hommes?

13. Influence. L'aptitude à exercer une emprise sur son comportement et sur celui d'autrui peut être considérée comme la somme de divers éléments: l'autonomie (mesurée par le degré de confiance en soi, la croyance en l'efficacité de ses propres actions, la liberté vis-à-vis de toute coercicion extérieure, et la liberté des mouvements physiques); la participation au processus de décision tant au sein du ménage qu'au niveau de la communauté (y compris la possibilité d'obtenir les résultats recherchés); et la mobilisation pour une action de groupe (mesurée par le nombre et la force des liens entre les individus et les groupes, le degré d'intérêts partagés ou conscience de groupe, et la capacité d'aboutir à une action de groupe efficace).

L'autonomie de la femme, que ce soit au sein de son ménage ou de la communauté, varie largement à l'intérieur d'une même société, ou d'une société à une autre, en fonction de la classe sociale, du milieu ethnique ou tribal, de l'âge et d'autres facteurs sociaux. La question qui se pose est de savoir si les projets de développement ont pour effet d'augmenter ou de diminuer les capacités de la femme à agir de manière autonome soit en termes absolus, soit par rapport aux hommes. Un programme producteur de revenus peut accroître l'inépendance socio-économique de la femmes, tandis qu'un autre type de programme peut au contraire l'entraver. Un projet de planification familiale où le mari doit donner son consentement à la stérilisation ou à l'interruption de grossesse de sa femme, par exemple, réduit grandement la liberté d'action de cette dernière. Selon le type de projet envisagé, les enquêteurs pourraient choisir des questions appropriées parmi les possibilités suivantes:

Dans quelle mesure le projet affecte-t-il la prise de décisions au sein du ménage lorsqu'il s'agit de faire des choix importants, notamment au sujet de l'espacement et du nombre des naissances, l'éducation des enfants, le moment de leur mariage et le choix du conjoint? Que convient-il de cultiver et de vendre, comment le commercialiser, quand faut-il semer et récolter, faut-il acheter ou vendre des terres? etc. De même, quel est le rôle des femmes dans le processus de décision spontané ou non

au sein de la communauté dans son ensemble? Dans quelles proportions sont-elles représentées au sein des organes de décision officiels, et quelle est leur influence? Quelles classes sociales représentent-elles?

La connaissance du rôle de la femme dans la famille et dans le processus de décision communautaire devrait constituer un élément capital de la planification du développement (voir Mickelwait, Riegelman et Sweet, 1976). On devrait en tenir compte au moment de la collecte des données de base pour déterminer la conception du projet, et également au moment de l'évaluation de l'impact social du projet. Les projets peuvent avoir pour effet de saper le rôle actuel des femmes dans le processus du prise de décisions, ou bien ils peuvent négliger de tirer parti des possibilités structurelles d'élargir ce rôle. Prenons le cas de l'importante coopérative laitière d'Amul en Inde. La majorité des actionnaires est composée de chefs de famille aux revenus modestes (propriétaires d'un ou deux animaux laitiers, généralement des bufflesses). Ces hommes se rendent aux réunions, forment le conseil d'administration des sociétés villageoises, et reçoivent leur part des bénéfices annuels (Dixon, 1978, p. 50-56). Les femmes qui s'occupent traditionnellement des soins et de la traite des animaux, perçoivent une rémunération journalière lorsqu'elles portent le lait dans les centres de ramassage villageois. Bien qu'il s'agisse là d'une source importante d'indépendance et de prestige, les femmes ne peuvent assumer un rôle de dirigeante au sein de la coopérative, qui leur servirait de tremplin pour occuper des fonctions politiques plus importantes au niveau de la communauté et du district. Cette inégalité pourrait être supprimée grâce aux modifications des règles d'adhésion prescrivant que chaque famille inscrive un homme et une femme à la coopérative et réservant la moitié des sièges du conseil d'administration aux femmes.

La troisième dimension de l'influence a trait à la mobilisation des groupes pour une action collective. Quelle est la différence qui existe entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux réseaux sociaux officiels et officieux basé sur la parenté, le statut foncier, la profession, le lieu d'habitation, la caste ou l'ethnie ou l'identité tribale, l'affiliation religieuse, les amitiés personnelles et autres facteurs d'identité et d'allégeance? Dans quelle mesure l'appartenance à ces groupes diffère-t-elle d'une classe sociale à une autre, et entre les catégories? Dans quelle mesure le projet de développement facilite-t-il ou empêche-t-il les femmes d'organiser des groupes officiels ou officieux pour entreprendre des actions collecives?

Si dès le départ, les planificateurs ne sont pas conscients de l'importance des structures autochtones des activités de groupe, ils peuvent faire avorter le projet. Ainsi les femmes d'un village indien firent échouer un programme d'adduction d'eau dans chaque unité d'habitation car elles auraient été privées de la seule occasion légitime de bavarder autour du puits du village. Au Népal, du fait de ne pas avoir organisé les travailleurs en coopérative de production viable, les femmes qui avaient suivi un programme de formation aux travaux de couture à la machine à coudre ont été reléguées à des tâches non compétitives de couture à la main, ou ont été condamnées à l'inactivité car elles ne pouvaient pas se permettre d'acheter chacune une machine à coudre (Dixon, 1978, p. 155-6).

Même l'assistance destinée spécifiquement à venir en aide aux organisations féminines peut avoir des effets distributionnels adverses. Le rapport d'évaluation d'un programme visant à former des volontaires féminines de classes moyenne et supérieure aux techniques d'animation et d'organisation concluait: "les volontaires bénéficient de plus d'avantages que les pauvres". Ainsi, l'écart entre les classes en matière d'accès aux ressources s'était encore accru. Les planificateurs devront accorder une attention toute particulière aux moyens permettant de mobiliser les femmes qui ne peuvent accéder à la plupart des ressources matérielles et sociales, afin qu'elles forment un bloc indépendant leur permettant de définir leurs besoins et d'oeuvrer en faveur d'une solution collective.

14. Prestige. Par "prestige", il faut entendre l'honneur ou l'estime entourant un individu ou les membres d'un groupe, dont les aspects subjectif et objectif sont importants. Le respect de soi peut être mesuré par la croyance subjective d'un individu en sa valeur intrinsèque en tant que personne; l'estime accordée à une personne ou à un groupe est mesurée par le degré d'appréciation "objective" que lui portent les autres membres de la famille ou de la communauté.

Qui, au sein de la famille, ou de la communauté, paraît avoir le plus grand amour-propre? Les femmes estiment-elles que leurs contributions sont aussi importantes que celles des hommes? Ou bien ont-elles tendance à les déprécier? Un agent de l'organisation communautaire qui avait eu des entretiens préliminaires avec des femmes pauvres a obtenu la réponse suivante: "Nous n'avons aucune compétence spéciale; rien de ce que nous faisons ne peut être vendu". 27/ Dans quelle mesure le projet modifie-t-il les sentiments des femmes vis-à-vis d'elles-mêmes?

La plupart des efforts de développement peuvent avoir pour effet d'augmenter la fierté et l'amour-propre des femmes, surtout si elles sont désignées comme principales bénéficiaires de programmes de formation de projets producteurs de revenus. Toutefois, l'effet contraire peut se produire, dans le cas, par exemple, d'un centre artisanal qui ne peut trouver de débouché stable pour ses produits, ou lorsque certains vulgarisateurs adoptent une attitude arrogante; ou bien lorsque le maître n'arrête pas de répéter aux filles fréquentant une école qui vient d'ouvrir ses portes, qu'elles ne sont pas aussi intelligentes que les garçons, celles-ci perdent toute envie d'apprendre et abandonnent leurs études, prophétie qui se vérifie d'elle-même. La perte de l'amour-propre peut constituer un puissant frein à tout comportement ultérieur comportant des risques.

Hormis les sentiments qu'éprouvent les femmes sur leur compte, les autres membres de la famille ou de la communauté prisent-ils davantage leurs contributions? Les deux facteurs sont certes étroitement liés,

---

27/ Entretien avec Soeur Michael of Holy Cross, Dacca, Bangladesh, février 1976.

étant donné que le sentiment que l'on a de sa propre valeur dépend largement de l'estime que vous manifestent les autres. Les programmes de formation professionnelle et les projets producteurs de revenus s'adressant aux femmes devraient - du moins à longue échéance - améliorer leur condition au sein de la famille et de la communauté. Toutefois, certaines tâches sont considérées comme "plutôt dégradantes" au lieu de "rehausser la condition" de la femme, même si elles procurent des revenus monétaires dont le besoin se fait vivement sentir. Ceci se vérifie particulièrement si le travail expose les femmes à un contact déshonorant avec les hommes. Dans le cas d'un projet au Bangladesh, par exemple, les jeunes femmes étaient très fières de leurs compétences et du salaire qu'elles gagnaient en tant qu'agents du gouvernement chargées de visiter les coopératives féminines à travers tout le district. Toutefois, elles se trouvèrent en butte aux critiques des résidents aux idées conservatrices leur reprochant ouvertement leur immoralité, car elles avaient transgressé les restrictions du purdah (Dixon, 1978, p. 47, 162-3). En l'absence d'efforts résolus de la part du programme pour neutraliser de telles critiques, les agents féminins et leurs familles étaient mises à rude épreuve. D'autres familles, craignant que leurs filles ne puissent trouver de mari si elles entreprenaient un tel travail, s'opposèrent à ce qu'elles acceptent l'emploi qui leur était offert.

Au nord de Bélize, le passage de la culture du maïs à celle de la canne à sucre a eu des effets intéressants, non seulement sur les normes nutritionnelles et la possibilité qu'ont les femmes de tirer des revenus indépendants de l'élevage des volailles et des porcs (comme on l'a mentionné plus haut), mais également à l'égard des sources de prestige:

> La production alimentaire étant toujours liée socialement et idéologiquement à la culture, le changement des modes de production a eu des répercussions dans l'ensemble de la société, surtout du fait que l'homme a été dépouillé de la source de prestige que représentaient les activités domestiques consistant à produire des aliments de bonne qualité et des enfants solides. En outre, une nouvelle sphère "publique" d'activités avait été créée dont la structure, caractérisée par des biens matériels, était occidentale et moderne.
>
> Les activités des femmes sont presque entièrement confinées dans la sphère domestique. Par contre, l'acquisition de prestige et d'un statut social, autrefois accessible à la fois aux hommes et aux femmes, est maintenant largement reléguée au domaine public où les femmes ne peuvent entrer en concurrence avec les hommes. ... Les femmes doivent donc se cantonner dans des activités domestiques dont le statut social et les responsabilités sont dévalués (Stavrakis et Marshall, 1978, p. 162-3).

Cet exemple demande que soient créés de manière urgente des programmes visant à fournit aux femmes de nouvelles possibilités d'occupations lucratives qui leur permettront d'améliorer leur condition sociale et leur prestige tout en augmentant leur contribution économique.

Si cet exposé concernant les effets différentiels des projets sur les hommes et les femmes semble s'être attardé indûment sur les aspects négatifs, il permet cependant d'illustrer comment les projets conçus avec les meilleures intentions peuvent avoir des conséquences néfastes si le rôle socio-économique de la femme tant au sein de la famille que dans la communauté n'est pas totalement compris. Le côté positif des projets est qu'ils peuvent presque toujours être conçus en vue de réaliser leurs objectifs - accroissement de la production agricole, par exemple, - de manière à maximiser l'accès des femmes aux ressources, telles que la libre disposition de la rémunération de leur travail, l'octroi d'assistance technique pour améliorer leur productivité, ou une participation active dans les organes de décision communautaires, tout en minimisant les coûts. L'analyse par Palmer d'un programme de colonisation rurale suggère une autre solution qui permettrait d'atteindre les objectifs de production et de satisfaire les besoins humains les plus élémentaires de l'ensemble de la population. Il s'agirait dès le départ, de répartir plus équitablement les ressources productives entre les hommes et les femmes de façon à aboutir, par un processus cumulatif, à des résultats plus avantageux (Palmer, 1979, p. 78-80). Les stratégies réelles et les variantes que propose Palmer sont présentées dans le Tableau 4. Elles sont en principe applicables à une grande variété de projets de développement intégrés dans le cadre desquels sont prises des décisions générales de cette nature.

Tout projet de développement implique inévitablement le recours à des arbitrages; il est difficile d'agir avec la même efficacité sur tous les fronts à la fois. La principale question qui se pose ici est de s'assurer que les coûts ne sont pas supportés de manière excessive par ceux qui sont les moins aptes à les absorber.

TABLEAU 4: SCHEMA REEL ET VARIANTE D'UN PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE

Milieu: terre noire irriguée propice à la culture du riz; possibilité de cultures de subsistance à la fois sur les terres rouges et noires.

Division traditionnelle du travail selon le sexe: les femmes s'occupent des cultures de subsistance, les hommes et les femmes s'adonnent à la culture du riz.

Héritage traditionnel des terres: la part des filles est la moitié de celles des garçons.

VARIANTE

propriété séparée des terres rizicoles pour les femmes et les hommes, ou propriété conjointe; continuation du rôle traditionnel de la femme dans la pratique des cultures de subsistance sur des terres lui appartenant; hommes et femmes sont membres à part entière de l'Association des agriculteurs

rendements plus élevés sur les parcelles réservées à l'agriculture de subsistance; davantage d'excédents commercialisés

contrôle égal des revenus monétaires plus importants tirés de la culture du riz

rôle plus important des femmes au sein de l'Association des résidents

maximisation des avantages nutritionnels

division du travail plus rationnelle entre hommes et femmes

statut social et juridique des femmes rehaussé

les enfants, surtout les filles, sont désormais plus libres pour fréquenter l'école

emploi accru d'ouvriers salariés, surtout des femmes sans terres

amélioration de la santé des femmes et des enfants en bas âge

meilleure répartition des revenus entre les ménages propriétaires terriens et les autres

meilleure possibilité de satisfaire les besoins humains les plus élémentaires au niveau de la famille, désir de limiter la taille de la famille afin de consolider les gains économiques transférables à la génération suivante; maintien. voire amélioration du rôle et de la condition de la femme

SCHEMA REEL

les hommes sont proriétaires des terres rizicoles et sont membres de l'Association des agriculteurs; les femmes cultivent les terres de louage consacrées à l'agriculture de subsistance, elles n'ont accès ni au crédit ni aux conseils techniques

aucun accroissement des rendements des cultures de subsistance

revenus monétaires plus élevés sous le contrôle des hommes

peu de changement au niveau de l'excédent commercial des cultures de subsistance

la situation des femmes au sein de l'Association des résidents est faible et dépendante

les femmes disposent de voies de communication inefficaces pour demander une modification de leur situation

réduction des possibilités permettant de satisfaire les besoins fondamentaux, y compris l'allègement des tâches

situation vulnérable des femmes, tant du point de vue juridique que social

au niveau de la famille, les besoins humains les plus élémentaires sont inégalement satisfaits; aucune incitation à limiter la taille de la famille; aucune amélioration, voire un certain recul, du rôle des femmes d'une génération à l'autre

IV. QUESTIONS METHODOLOGIQUES CONCERNANT LA COMPILATION DES DONNEES COMPARATIVES

Lorsque l'évaluation d'un projet vise à mesurer le degré de changement absolu et relatif lié à l'accès des individus aux ressources matérielles et sociales, il conviendrait que des données de base fassent le point de la situation avant le démarrage du projet. Ces renseignements devraient avoir été recueillis ou étudiés durant les phases d'identification et de conception du projet. Toutefois, comme nous l'avons vu, les analyses préliminaires de la valeur sociale du projet reposent souvent sur des données fragmentaires et ne sont effectuées qu'après avoir décidé de plusieurs lignes d'action importantes concernant le projet.

Ces imperfections ne devraient cependant pas bouleverser l'ensemble du processus d'évaluation de l'impact social du projet. En effet, il est possible d'évaluer les changements survenus en l'absence de solides données de base. Il faut pour cela que nous soyons prêts à nous appuyer sur les déclarations des individus relatant les différences qui existent entre leur vie actuelle et celle qu'ils menaient avant le démarrage du projet; il nous faut en particulier interroger les intéressés dans des conditions "expérimentales" et "de contrôle" (voir Staudt, 1978, par exemple). Etant donné que la plupart des évaluations à mi-parcours ont lieu dans les deux ou trois premières années qui suivent la mise en route du projet, les souvenirs des événements évoqués devraient être assez fidèles. Bien que les individus interrogés aient une perception du changement bien différente des indicateurs objectifs, quels qu'ils soient, que l'on pourrait réunir, et bien que cette perception puisse être influencée par un certain nombre d'événements survenus entre-temps, on peut estimer que c'est la perception des participants beaucoup plus que les indicateurs objectifs qui déterminera vraisemblablement en dernier ressort si le projet a réussi ou a échoué du point de vue social.

Sources des données concernant la participation de la femme au processus de décision, son accès aux avantages du projet et les conséquences immédiates et à long terme

Nous disposons de données générales de base provenent de diverses sources relatives à l'accès des participants à un grand nombre des ressources examinées dans la Section III, particulièrement en ce qui concerne le bien-être physique et économique. Les recensements de population et des études socio-économiques plus détaillées permettent généralement de procéder à des ventilations régionales. Ces ventilations comportent des données globales sur les conditions de l'habitat, la situation de l'emploi, les revenus des particuliers, les revenus des ménages, la taille des ménages, le régime foncier et l'utilisation des terres, l'alphabétisation, les années d'études des adultes, les taux d'inscription des enfants scolarisables dans les établissements scolaires, et autres variables. Il arrive souvent que ces données ne soient pas ventilées par sexe, ou selon d'autres catégories

sociales pertinentes: âge, situation matrimoniale, race, identité ethnique ou tribale, qui permettraient d'étudier les effets distributionnels. 28/

Des études spécifiques effectuées dans une région peuvent fournir des données supplémentaires sur des facteurs tels que l'état nutritionnel ou la fréquence de certaines maladies, le comportement procréateur, les conditions de travail et le taux des salaires, et tout autre renseignement digne d'intérêt pour le responsable de l'évaluation. Un grand nombre de ces enquêtes permettront d'établir une distinction selon le sexe des enquêtés. Il en sera de même de la plupart des statistiques de l'état civil, des registres de présence des écoles, des dossiers des hôpitaux ou des cliniques, des listes de membres des coopératives ou des relevés de prêts bancaires. Les études ethnographiques constituent également une source importante de renseignements, même si elles n'ont pas eu lieu sur les lieux précis de l'implantation du projet.

Toutefois, nous avons besoin de sources de renseignements supplémentaires pour procéder à l'évaluation à mi-parcours de la répartition des avantages du projet selon le sexe des bénéficiaires. Les méthodes de collectes de données suggérées ci-après sont essentiellement libres et qualitatives, voire basées sur des impressions. Elles reposent sur le postulat que les responsables extérieurs des évaluations de la plupart des projets ne peuvent passer que quelques jours ou quelques semaines dans la région. (Si le personnel du projet et les représentants des groupes-clients surveillent constamment la distribution des biens et des services pour s'assurer que les femmes, tout comme les hommes, ont un accès direct aux avantages du projet, une grande partie du travail d'évaluation aura déjà été accompli). Dans cette hypothèse, on exclut le recours à un échantillonnage des ménages, qui serait à la fois ample, systématique et probabiliste, et qui s'appuierait sur des questionnaires normalisés exigeant un codage généralisé et une analyse sur ordinateur. Il s'agira, au contraire, d'utiliser des techniques d'évaluation rapide plus simples.29/

Entrevues avec les travailleurs du projet, le personnel des institutions connexes, et des animateurs de communautés

Lorsque les responsables de l'évaluation ont des entretiens avec les hommes et les femmes situés à tous les niveaux administratifs du projet, ils devraient accorder une attention toute particulière à ceux

---

28/ Voir Biocentric (1978), concernant la collecte de données globales sur la femme dans le développement.

29/ Un atelier concernant l'Evaluation rapide en milieu rural s'est tenu à l'Institut des études de développement (Institute of Development Studies) dans le Sussex en Angleterre. Différentes études particulièrement utiles y ont été présentées: voir Jackson, Mandal et Carruthers (1978), Richards (1978); Wood (1978).

qui s'occupent de fournir directement des services aux clients, de personne à personne (vulgarisateurs agricoles, "animateurs" villageois, enseignants techniques, surveillants de travaux de construction, etc.). Arrivent-ils à atteindre les femmes et en quelle qualité? Il conviendrait peut-être d'organiser une réunion spéciale des agents du projet pour examiner collectivement les questions suivantes: comment se déroulent les travaux du projet, quels en sont les principaux bénéficiaires, quels sont les principaux obstacles à la participation des femmes et comment peuvent-ils être surmontés? Les hommes et les femmes placés à des postes clés dans des institutions locales connexes (écoles, coopératives, marchés, et autres institutions de service) tout comme les responsables des communautés, peuvent exprimer individuellement ou au cours de réunions de groupe, des points de vue différents sur la politique du projet dans son ensemble et le rôle de la femme. Si leurs intérêts personnels à l'égard des résultats escomptés les font parfois réagir de manière partiale, que ce soit dans un sens positif ou négatif, leurs opinions sont extrêmement importantes au succès du projet car ce sont des membres influents de la communauté.

Observation directe des opérations et du cadre d'implantation du projet

Il est possible de recueillir des renseignements importants lors de l'observation directe des stages de formation du personnel du projet, des réunions des coopératives, des dispensaires, des classes d'alphabétisation dans les villages, des centres de production artisanale et d'autres activités. Ces renseignements permettent de déterminer le nombre et l'identité des clients (y compris le pourcentage des femmes), la nature des rapports entre les clients et le personnel du projet et entre les individus de ces deux catégories, le caractère approprié des installations et d'autres éléments qui ne sont pas évidents dans le dossier du projet. Ainsi, bien que les femmes assistent aux réunions communautaires, par exemple, elles ne prennent que rarement ou jamais la parole et leur opinion n'est souvent pas prise en considération. Ce genre de renseignement est utile pour comprendre le degré de participation réelle de la femme au processus de décision intéressant le projet, par rapport à son degré de participation indiqué dans les documents. L'observateur extérieur peut être frappé par d'autres différences visibles, que les documents ne peuvent révéler. Ainsi, très peu de femmes assistent en fait aux cours d'alphabétisation pour adultes, même si elles sont régulièrement inscrites; les femmes qui travaillent sur les chantiers de construction doivent porter leur bébé sur le dos et laisser leurs autres enfants sans surveillance; les filles qui devraient être en classe, sont en fait en train de transporter de l'eau et de ramasser du combustible pendant toute la journée.

Discussions de groupe

Les visites sur les lieux de prestation des services (exploitations agricoles, petites industries, dispensaires, etc.) offrent un cadre naturel pour interroger les clients. Les limites de cette approche sont évidentes:

non seulement l'échantillon "disponible" sur place n'est pas très souvent représentatif de l'ensemble des bénéficiaires, mais il exclut tous ceux qui ne sont pas des bénéficiaires directs, y compris les autres membres de la famille des clients.

Par contre, les avantages sont également manifestes. Les individus se livrent à des activités qui se rapportent aux objectifs du projet, ce qui ajoute une dimension concrète et ponctuelle aux questions évoquées. Un observateur intéressé peut généralement stimuler un débat animé sur les aspects positifs et négatifs du projet, et sur la manière dont la vie quotidienne des clients et de leur famille a été modifiée. Les participants peuvent ainsi donner libre cours à leurs griefs et rapporter les faits à leur façon. 30/

Les membres qui n'hésitent pas à exprimer leur opinion ont de fortes chances de dominer les discussions; toutefois, un enquêteur avisé devrait pouvoir se faire une idée du degré de consensus ou de désaccord qui prévaut. Les organisateurs du projet d'audio-cassettes en Tanzanie ont formé des animateurs pour suivre les enquêtés lors des discussions de groupe, cette méthode étant jugée préférable aux questionnaires individuels qui suscitent des renseignements contradictoires:

> Si les ... réunions se déroulent selon la méthodologie arrêtée lors des séances de formation, il est très difficile d'obtenir des renseignements douteux. Lorsque la discussion est libre, toute information erronée est corrigée par les participants. Il y a eu un certain nombre de débats très animés centrés sur les divergences d'opinions concernant les pratiques villageoises; les échanges de vues et le consensus qui s'est dégagé ont confirmé la validité des renseignements qui ont finalement été enregistrés. Le recours aux discussions de groupe en vue de rassembler des données permet également à toute personne étrangère au projet de mettre en doute immédiatement ce qu'elle considère comme des divergences par rapport aux renseignements communiqués (Stanley, sans date, p. 31).

Par ailleurs, ce qui est peut-être plus important, le climat qui préside aux discussions de groupe permet d'écarter tout soupçon quant aux motifs véritables de l'enquêteur. Ainsi, ceux qui ne veulent rien dire peuvent se taire, mais en laissant cependant la porte ouverte à la possibilité d'entretiens ultérieurs avec les participants, pris individuellement, et leur famille. Ceci s'applique non seulement aux évaluations à mi-parcours mais aussi aux phases préliminaires d'identification et de conception du projet, surtout lorsqu'il s'agit d'un sujet délicat:

> Lorsqu'au début d'une enquête on réunit un groupe d'exploitants agricoles pour leur demander d'expliquer collectivement, par exemple, comment les hommes peuvent acquérir des terres, ou bien

---

30/ Voir par exemple, les entretiens de Perdita Huston avec les villageoises de nombreux pays en développement (Huston, 1979) et les observations de Kusum Nair concernant les communautés villageoises en Inde (Nair, 1961).

quels sont les termes locaux qui s'appliquent à la qualité de la terre, du sol, etc., une telle réunion peut être à la fois un moyen rapide et très productif de recueillir des renseignements. Personne ne se sent visé en particulier puisque les questions sont adressées à la collectivité. Si l'on interroge un certain M. "X" au sujet de la qualité de sa terre, cela éveille immédiatement en lui un soupçon: "Est-ce qu'il veut me prendre mes terres?". Ce genre de doute n'est pas de mise lorsque l'on a affaire à un groupe d'hommes au fait des pratiques agricoles (Jackson, Mandal et Carruthers, 1978).

Il n'est pas nécessaire (et en fait il ne faut pas) que les interviews de groupe se limitent à des échantillons sur place. Il serait extrêmement utile d'interroger des groupes d'individus représentant différents secteurs de la communauté. Ainsi, on pourrait interroger des personnes du groupe-cible qui n'ont pas participé au projet (des personnes ne faisant pas partie de coopératives agricoles de commercialisation, par exemple,) et des personnes supposées être des bénéficiaires indirectes du projet (les femmes de familles dont le chef est membre d'une coopérative). Ces personnes peuvent souvent être interrogées collectivement sur le lieu de leur travail lorsqu'elles se rassemblent sur la place du village ou autour d'un puits, ou encore dans leur quartier. Il est bien évident qu'il sera beaucoup plus facile pour une enquêteuse de s'entretenir avec des groupes de femmes dans leur foyer, surtout dans les régions où elles vivent en réclusion. Les discussions de groupe avec les personnes qui ne bénéficient pas directement des avantages du projet peuvent permettre de découvrir dans quelle mesure elles sont au courant des objectifs d'un projet, de l'étendue de ses avantages et de la façon dont sont considérés les participants au projet par les autres membres de la communauté.

Les enquêtés

On peut réunir des renseignements sur l'accès des femmes aux avantages du projet en adoptant un raccourci, consistant à choisir deux ou trois enquêtés clés au sein du personnel féminin du projet, qui travaillent directement avec les clients, et parmi les femmes du groupe de clientes, parallèlement aux discussions de groupe. Le responsable de l'évaluation peut travailler avec des enquêtés tout au long de son enquête, procédant à des vérifications pour clarifier certains points, demandant des renseignements complémentaires inaccessibles à toute personne étrangère au projet. Les enquêtés bien informés peuvent décrire les structures typiques de consommation des aliments et d'utilisation du combustible, le traitement des maladies, l'accès à la propriété, l'affiliation à des groupes, la répartition du travail entre les hommes et les femmes, l'emploi du temps selon les saisons; ils peuvent même parler de la façon dont les décisions sont prises au sein des ménages. Ces résultats peuvent servir de point de départ à une enquête complémentaire auprès d'échantillons de participants et de non participants en vue de déterminer les exceptions à la règle, plutôt que de soumettre plusieurs fois chacun des enquêtés à un interrogatoire détaillé sur le même sujet.

Entretiens auprès d'échantillons de ménages

En dernière analyse, il conviendra que le responsable de l'évaluation d'un projet important procède à un échantillonnage systématique des participants et des non participants afin de les interroger sur les changements absolus et relatifs intervenus en ce qui concerne leur possibilité d'accès aux ressources du projet. La taille et la composition des échantillons dépendent d'un certain nombre de facteurs tels que le type de projet, sa portée et le temps disponible. Dans la plupart des cas, on devra préférer les sondages moins probabilistes effectués à petite échelle et qui font appel à des techniques d'interviews plus souples aux sondages probabilistes à grande échelle qui s'appuient sur des questionnaires normalisés.

Si une localité tout entière est définie comme zone-cible, dans le cas d'un projet de routes rurales, par exemple, il est alors préférable d'adopter un échantillon stratifié de ménages dans la zone du projet. Etant donné que l'on ne disposera probablement pas de base de sondage, il faudra sans doute que le choix s'opère surtout à partir d'éléments visibles, comme les conditions de logement et les caractéristiques socio-économiques encore plus visibles des résidents, et en s'appuyant sur les conseils des enquêtés. Il conviendrait de faire des efforts particuliers pour que soient incluses les familles dirigées par des femmes. Il est certain que le caractère non probabiliste du sondage causera des problèmes au niveau de l'interprétation des résultats de l'enquête, mais nous sommes essentiellement intéressés par les questions de processus et de changement qui sont perçues de manière subjective et ne désirons pas établir des paramètres rigides concernant les caractéristiques de la population.

Si l'on définit des catégories d'individus ou de ménages comme étant des bénéficiaires, il conviendrait de rapprocher un échantillon stratifié des ménages participants d'un échantillon de non participants se trouvant dans une situation socio-économique similaire. Les femmes de chaque ménage doivent être interrogées, qu'elles soient ou non les bénéficiaires principales des activités du projet; pour que les conditions optimales de l'enquête soient remplies, il conviendrait également qu'un homme adulte (l'époux de préférence) soit interrogé.

Un enquêteur ne saurait être à même de poser toutes les questions indiquées ou suggérées dans la Section III traitant de l'accessibilité aux ressources. Il conviendra d'adopter une approche flexible. Les femmes peuvent répondre aux questions concernant les changements affectant l'accès de leur mari aux ressources; elles peuvent également parler des investissements au niveau des enfants, de la consommation alimentaire, du niveau d'instruction et de la formation professionnelle, de la division du travail entre les hommes et les femmes, du processus de décision au sein du ménage; ces question n'ont pas besoin d'être également posées aux hommes. Il est possible de transmettre, ou de clarifier brièvement, les renseignements concernant le comportement caractéristique qui ont été obtenus lors des

discussions de groupe ou auprès des enquêtés. Toutefois, il faudra poser à chaque individu des questions précises concernant l'accès direct des bénéficiaires aux services du projet (visites de vulgarisateurs, etc.).

Les questions de nature délicate ou sujettes à controverse peuvent habituellement être omises, sans que l'on y perde beaucoup. On peut, par contre, les poser aux enquêtés ou bien l'on peut s'essayer à des hypothèses raisonnables. Les données détaillées concernant les revenus et les dépenses des ménages, l'emploi du temps, et d'autres questions complexes pourraient être obtenues à partir d'un petit sous-échantillon de ménages au lieu de considérer l'échantillon global. De toute manière, les enquêtes auprès des ménages ont pour but de promouvoir la discussion et de réunir des données, afin que les enquêtés puissent éventuellement soulever des points nouveaux et contester les hypothèses du responsable de la recherche.

Théoriquement, les entretiens devraient avoir lieu en privé, mais cette pratique donne souvent lieu à des soupçons ou n'est tout simplement pas possible. La plupart du temps, les entretiens englobent non seulement tous les membres de la famille mais également des voisins curieux. Ceci revient à dire que les personnes qui ont la parole facile (ou celles qui ont une plus forte personnalité) tendent à dominer les débats. Si les femmes n'expriment pas leur pensée, l'enquêteur devrait revenir plus tard, alors que les hommes sont absents, afin que les femmes - soit individuellement soit en groupes - aient une chance de donner leur opinion.

Comme cela est le cas dans toute évaluation de projet, l'approche générale décrite dans la présente section n'est pas sans présenter de sérieux problèmes méthodologiques. Premièrement, les changements sont-ils attribuables au projet ou à d'autres facteurs? Dans la pratique, il est rarement possible de mettre sur pied un schéma de recherche classique avec des groupes témoins et expérimentaux. Même s'il était possible d'assortir des ménages ou des communautés en fonction de variables clés, il existe toujours beaucoup trop d'impondérables dans les domaines sociologique, économique et politique pour que l'on puisse prétendre réunir les conditions voulues toutes choses égales d'ailleurs. Il se peut que les participants attribuent les changements qui ont affecté leur vie aux activités du projet alors qu'il peut s'agir d'une simple coïncidence. Il appartient donc à l'enuêteur d'essayer d'opérer un tri pour dégager les éléments qui ont provoqué des changements et de suggérer des modifications au niveau de la mise en oeuvre du projet, en l'absence de directives précises dans ce sens.

Deuxièmement, l'évaluation d'un projet au bout d'un ou deux ans d'activités peut permettre de recueillir des renseignements qui seront utiles pour rectifier la situation. Mais il se peut également que cette évaluation s'effectue trop tôt pour déceler les changements véritables survenus dans les caractères distinctifs des participants, par exemple, en ce qui concerne leur capacité d'organisation pour entreprendre une action collective. Il est également possible que des évaluations trop hâtives enregistrent des indicateurs de changement qui paraissent prometteurs - tels que l'augmentation du revenu des ménages à la suite d'apports particuliers - mais que rien

ne viendra confirmer à long terme. Il convient que l'enquêteur soit conscient des implications à court terme par rapport aux effets à long terme, et du fait que la période choisie pour l'évaluation peut influencer sensiblement les résultats. Cette mise en garde se justifie particulièrement dans le cas de l'évaluation de nouveaux projets de développement intéressant les femmes.

Approche comparative pour évaluer l'efficacité des stratégies suivies à l'égard de différents projets

Pour répondre à la question "Quelles sont les méthodes qui donnent des résultats positifs ou non dans des contextes socio-économiques spécifiques?", nous devons opérer le classement des projets selon leurs objectifs (par exemple, quelle est la démarche qui permettra de faciliter l'accès à l'emploi des citadins à faibles revenus), selon la stratégie opérationnelle en vertu de laquelle l'agence bénéficiaire ou prestataire de services espère atteindre ses objectifs, et selon l'environnement socio-économique. Il convient, en outre, d'ajouter la spécification suivante: "Quels sont les moyens permettant d'atteindre les femmes? Quelles sont les stratégies qui paraissent être les plus efficaces pour, au moins, empêcher que la situation des femmes ne se détériore davantage et, au plus, améliorer véritablement leur bien-être physique, économique et social?" Ayant classé les projets selon ces critères, nous pouvons tenter de définir une approche qui permettra de comparer les différents types de projets afin de déterminer leur impact sur les femmes.

Quels sont les objectifs du projet?

Dans le Tableau 1, nous avons proposé une classification des projets selon leurs objectifs. Nous avons ainsi trois grandes catégories de projets: ceux qui visent à accroître la production, l'emploi ou le revenu dans les secteurs de la production alimentaire et agricole, et leur distribution, de la production non agricole et des services, et dans les activités mixtes; ceux qui visent à améliorer les conditions de vie dans les secteurs de l'enseignement de type classique et non classique, de la santé, ou de l'organisation communautaire; et enfin les programmes de développement intégré englobant tous les secteurs. Au vu de cette classification préliminaire, on peut déjà se poser deux questions concernant les méthodes qui donnent des résultats positifs. Premièrement, entre les programmes intégrés de portée plus vaste, et les programmes sectoriels spécifiques, plus concentrés, lesquels paraissent être les plus aptes à modifier concrètement la vie des femmes? Deuxièmement, quels sont les secteurs qui ont le plus d'effets secondaires? On a souvent contesté la pratique, fort commune dans le passé, qui consistait à ranger la plupart des programmes féminins sous la rubrique "bien-être familial", tout en ignorant leur rôle de producteurs (voir Germaine, 1976-77). Le fait d'accroître directement, par exemple, la capacité des gains des femmes provoquera-t-il des effets à long terme plus prononcés que le fait de subventionner les produits alimentaires, les soins médicaux, le planning familial, l'éducation ou le

logement en créant effectivement une demande pour ces services? Quelles sont les priorités des femmes? Selon un observateur "La plupart des femmes rurales font passer les besoins économiques avant tous les autres". "Pourquoi ne pas tabler sur l'intérêt personnel bien compris?" (Bruce, 1977, p. 42).

Quelle est la stratégie organisationnelle la plus efficace pour atteindre les objectifs d'un projet?

Si l'on considère un objectif donné, nous devrions être en mesure d'évaluer l'efficacité relative des diverses conceptions des projets pour atteindre les bénéficiaires placés dans des conditions socio-économiques différentes. L'introduction de ces deux nouvelles séries de variables complique énormément la stratégie de comparaison, car les critères de classification concernant la conception des projets et leur environnement sont pratiquement illimités.

Le Tableau 5 présente un essai de classification des principales caractéristiques des projets affectant la participation des clients (et la répartition des avantages qui en découlent). La plupart des exemples cités concernant les effets des projets se rapportent directement aux femmes. Les projets qui requièrent des compétences techniques, telles que les principes complexes de comptabilité ou de commercialisation (caractéristique 1), et qui excluent de toute fonction de responsabilité les personnes ayant un faible niveau d'éducation, écarteront vraisemblablement les femmes pauvres. Les projets pour lesquels il est nécessaire de disposer de ressources: terres, garanties, ou capital-actions (2 et 6), auront probablement les mêmes effets à moins que des procédures novatrices soient instaurées pour atteindre les individus ou les groupes que l'on considère habituellement comme ne présentant pas les conditions requises. (Par exemple, on pourrait encourager le louage collectif des terres, et ne pas exiger d'aval pour les groupes de femmes ne possédant pas de terres).

Il est peu probable que les femmes soient portées à accroître leur productivité agricole si leur mari en retire les avantages en tant que membre d'une coopérative (3); il est également peu probable qu'elles s'essaieront à de nouvelles techniques agricoles si elles sont responsables au premier chef de l'alimentation de leur famille (4). Si les difficultés administratives découragent toute participation en général (9), les femmes peuvent éprouver une grande déconvenue lorsque des administrateurs les ignorent. Si les femmes s'organisent en groupes (par exemple, si elles forment des coopératives de production artisanales), elles pourront exercer un plus grand droit de regard sur la prise des décisions administratives. La question clé qu'il convient de poser est celle-ci: Dans le cadre de l'objectif d'un projet donné, quel est le type de stratégie d'organisation qui permettra aux femmes à faibles revenus de bénéficier également des avantages du projet?

Tableau 5: PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES PROJETS AYANT UNE INCIDENCE SUR L'INCITATION ET L'APTITUDE A PARTICIPER AUX ACTIVITES

CARACTERISTIQUE	EXEMPLES DES EFFETS PRODUITS
1. Complexité technologique	Une coopérative en vue de fournir un programme global de services, et qui demande des compétences techniques complexes en matière de comptabilité et de commercialisation, peut exclure des rôles de responsabilité certaines personnes n'ayant pas le degré d'instruction voulu. La participation aux activités du projet sera ainsi faussée en faveur des commerçants ou des spécialistes de la communauté.
2. Ressources nécessaires	Dans le cadre d'un projet de culture mécanisée, il se peut que l'on demande aux participants de posséder un minimum de terres pour pouvoir bénéficier des services de tracteurs, ce qui exclut les petits propriétaires. De même, les programmes de crédit exigeant des garanties peuvent exclure les locataires.
3. Avantages tangibles	Les exploitants qui participent déjà activement à une économie de cultures de rapport peuvent décider de participer à un projet permettant un accroissement des rendements de 25% , alors que les agriculteurs plus "traditionnels" pourront fort bien s'abstenir d'y participer, à moins qu'ils ne pensent obtenir au moins le double de leur rendement actuel (cela pourra dépendre des caractéristiques 4 et 5).
4. Avantages probables	Les cultivateurs ayant de grandes propriétés seront vraisemblablement plus enclins à participer à un projet de culture de coton que les petits cultivateurs, car les premiers auront toujours assez de terres pour cultiver des produits vivriers pour leur famille au cas où la nouvelle récolte de coton serait mauvaise, ou bien en cas de chute des prix (les projets risqués découragent certains participants).
5. Avantages immédiats	Les cultuvateurs se montreront normalement plus désireux de participer à la construction d'un pont qui les aidera à transporter leurs récoltes au marché, plutôt que de prendre part à un projet de reboisement dont les avantages ne se produiront qu'à long terme.

Tableau 5 (suite)

CARACTERISTIQUE	EXEMPLES DES EFFETS PRODUITS
6. Répartition	Un projet d'élevage de volailles, qui demande un certain investissement de la part des participants (voir caractéristique 2 ci-dessus), suscitera probablement une participation plus restreinte à tous les stades, qu'un projet fournissant gratuitement ou à faible coût des poussins d'une semaine à tous ceux qui en désirent.
7. Liens entre les programmes	La participation des femmes à un programme de régulation démographique sera vraisemblablement plus importante s'il est lié à un programme de soins infantiles; l'utilisation d'engrais par des agriculteurs pourra être influencée par la mise en place d'un programme de crédit connexe.
8. Flexibilité du programme	Un programme d'éducation pour adultes qui ne prévoirait aucun apport local pourrait fort bien perdre ses participants s'il ne pouvait faire en sorte que la population locale ait son mot à dire concernant le choix ou le renvoi des enseignants ou la conception des cours.
9. Accès aux services administratifs	Un projet visant à promouvoir l'artisanat local tendra à attirer davantage de participants si les artisans peuvent avoir des contacts avec les personnes responsables du personnel et du financement du projet et leur demander conseil (ceci peut avoir un lien avec la caractéristique précédente).
10. Importance de l'encadrement administratif	Si le nombre de vulgarisateurs pour 1 000 agriculteurs est faible, la participation de ces derniers en sera probablement affectée, en ce sens que les interactions et les services liés au projet seront moins intenses. Il est également possible, par ailleurs, qu'un rapport vulgarisateurs/agriculteurs trop élevé décourage la participation des cultivateurs au processus de décision.

Souce: Cohen et Uphoff (1977), p. 120-21.

Quelle est la nature de l'environnement du projet?

Les caractéristiques de l'environnement imposent des contraintes très nettes sur la gamme des possibilités offertes en matière de conception organisationnelle. Quelles sont les méthodes qui donnent des résultats positifs ou non dans des contextes socio-économiques spécifiques? Par exemple, peut-on organiser des coopératives? Les couches pauvres de la population de la zone du projet sont-elles unies par une tradition d'entraide, ou bien sont-elles divisées par des problèmes de castes, d'ethnies, de religion, de langues, ou de factions politiques? Les femmes ayant de faibles revenus partagent-elles, au même titre que les hommes économiquement faibles, les mêmes principes de solidarité ou de division? Des groupes d'auto-assitance, plus restreints et plus spontanés, auraient-ils davantage de succès que des groupes plus nombreux organisés en coopératives et plus structurés?

Le Tableau 6 présente le résumé d'un schéma qui délimite une série élémentaire de facteurs présents dans l'environnement des projets qui influencent la participation. Il s'agit de facteurs physiques et biologiques, tels que le climat et le sol; de facteurs économiques, tels que le régime foncier et l'accession à la propriété; de facteurs politiques, tels que le pouvoir des institutions des collectivités locales; de facteurs sociaux, tels que les structures familiales ou les divisions ethniques ou religieuses; de facteurs culturels, tels que les attitudes concernant le rôle des hommes et des femmes; et enfin, de facteurs historiques, tels que les résultats obtenus dans le cadre de projets de développement. Bien que les contextes puissent varier à l'infini, un enquêteur pourrait tenter de limiter certains des facteurs les plus importants qui sont supposés influencer les résultats des projets. Il pourrait, par exemple, limiter la comparaison des projets aux aspects positifs dans une région relativement homogène - région caractérisée par une propriété foncière concentrée entre les mains de quelques individus, un régime d'occupation des terres instables, et des similitudes ethniques. Naturellement, il se pourrait fort bien qu'en l'absence d'un changement radical des structures, au-delà du contrôle des organismes de développement, aucune stratégie ne soit efficace pour permettre aux pauvres, y compris les femmes, d'accéder à des avantages durables.

Où se placent les femmes?

On peut également classer les projets selon la place qu'occupent les femmes parmi les bénéficiaires visés. Par exemple: les projets conçus exclusivement pour les femmes, offrant un appui institutionnel aux associations des mères rurales; les projets généraux comportant une composante féminine, telle qu'une coopérative agricole assortie d'un programme annexe pour les femmes portant sur l'élevage de la volaille et des animaux de basse-cour; les projets généraux ne comportant pas de composante féminine spécifique (bien que les femmes soient supposées en être les bénéficiaires), tels que les programmes de crédit pour les petits exploitants; et enfin,

TABLEAU 6: SERIES ELEMENTAIRES DE FACTEURS TOUCHANT L'ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL ET AYANT UNE INCIDENCE SUR LA PARTICIPATION AUX PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL

SERIE DE FACTEURS	EXEMPLES DE FACTEURS	EXEMPLES DES INCIDENCES
1. Facteurs physiques et biologiques	Climat: fluctuations climatiques, précipitations, fertilité du sol, alimentation en eau, relief, caractéristiques du terrain et de la végétation, parasites divers, taille de la population par rapport aux ressources du sol.	De longues saisons pluvieuses peuvent empêcher la tenue de réunions régulières au niveau des coopératives pendant l'année, car les routes et les chemins sont impraticables; une mauvaise fertilité du sol des hauts-plateaux peut contraindre les agriculteurs de ces régions à travailler plus durement que les agriculteurs des basses terres, de sorte qu'ils n'ont pas le temps de participer à des organisations d'agriculteurs.
2. Facteurs économique	Régime foncier, mode d'acquisition de la propriété, systèmes de production agricole, louage des terres, modes d'occupation des sols, ressources agricoles et animales, niveaux des revenus et des dépenses, épargne, investissement et crédit, possibilités d'emploi, niveau de développement industriel, marchés et transport, infrastructure physique.	Lorsque la commercialisation est aux mains de ceux qui accordent des crédits aux agriculteurs, les programmes de crédit pour les petits exploitants qui n'offrent pas de possibilités de commercialisation mettent ces derniers dans des situations difficiles; le régime foncier peut placer les cultivateurs-locataires (qui représentent presque la moitié de la population) sous la dépendance des propriétaires, qui s'opposent aux nouvelles coopératives.
3. Facteurs politiques	Gouvernement centralisé ou décentralisé; système multipartite ou à parti unique; tradition (ou non) de gouvernement local; le cas échéant, liens des élites au pouvoir avec les zones rurales et leurs problèmes; idéologie dominante; orientation vers la participation des populations rurales.	Les autorités locales qui constituent plutôt une extension du pouvoir central que les représentants de la population locale ne sont pas imprégnées de la tradition de l'exercice du pouvoir local; un centre de pouvoir national qui n'apporte qu'un soutien minime aux objectifs du développement rural et craint toute mobilisation de masse peut freiner toute tentative d'organisation participative.

Tableau 6 (suite)

SERIE DE FACTEURS	EXEMPLES DE FACTEURS	EXEMPLES DES INCIDENCES
4. Facteurs sociaux	Modes de peuplement; famille nucléaire ou famille élargie; appartenance au clan, à l'ethnie ou association volontaire; division selon la caste ou la race; stratification et classes sociales; clivages sociaux cumulatifs ou intergroupes; institutions locales pour résoudre les conflits; différences entre milieux urbains/ruraux; mouvements migratoires.	Les cultivateurs vivent dans des exploitations isolées, ce qui empêche l'organisation de coopératives; les clivages cumulatifs dus à la pauvreté, au fermage, à l'appartenance ethnique, entravent l'organisation de coopératives qui ne soient pas contrôlées par des groupes dominants de riches propriétaires.
5. Facteurs culturels	Valeurs relatives à la place de l'agriculture dans la vie des individus; rôles des hommes et des femmes et division du travail; vie orientée vers l'avenir et le changement; attitudes vis-à-vis des activités de groupe et de la coopération; manifestation de déférence politique et sociale; attitudes à l'égard du rôle des femmes dans la société au niveau local et national.	Dans certaines communautés, les hommes ne permettent pas que les femmes quittent l'enceinte du foyer ou a fortiori qu'elles participent à des clubs d'économie domestique; l'attitude générale de loyauté familiale et la concurrence entre les familles empêchent le fonctionnement d'une association de cultivateurs; le principe de la prise de décisions par consensus va à l'encontre de tout vote majoritaire "démocratique" qui pourrait mettre en échec un propriétaire terrien.
6. Facteurs historiques	Rapports antérieurs entre une région et le centre du pouvoir national (relations de coopération ou hostiles); rivalités traditionnelles entre les villes d'une région; expérience passée concernant les initiatives du gouvernement central en matière de développement rural; niveau de perfectionnement technologique dans la région.	Des désillusions éprouvées dans le cadre d'un projet dont les semences de riz n'ont pas germé rendent difficile l'adoption de nouvelles variétés à haut rendement; des cas de détournement de fonds d'auto-assistance réunis par la communauté amènent de nombreux habitants de la communauté à se méfier des nouvelles actions de développement communautaire.

Source: Cohen et Uphoff (1977), p. 148-9.

les projets s'adressant uniquement aux hommes, tels que les programmes de formation en menuiserie ou en mécanique d'ou sont exclues les femmes. Ces identités se réfèrent aux bénéficiaires visés, tels que définis dans les documents de projets. La composition effective de la clientèle des projets peut être très différente. Au Paraguay, par exemple, un programme de formation concernant l'élevage, qui était proposé aux agriculteurs, est devenu en fait un projet pour les femmes lorsque, de manière inattendue, 90% des personnes inscrites au programme étaient des femmes. 31/

La question de savoir si les femmes bénéficient davantage des projets conçus spécialement pour elles ou des projets généraux soulève une vive controverse. Bien que cette question mérite de faire l'objet d'une étude empirique, l'on pourrait se hasarder à faire quelques conjectures. L'étude des évaluations présentée à la Section II a conclu que si les femmes ne sont pas expressément mentionnées comme bénéficiaires du projet, soit à titre exclusif soit en partie, il est peu probable que les planificateurs veillent à ce qu'elles participent aux activités du projet, ou mesurent leur accès aux avantages du projet, en termes absolus ou relatifs. Sous cet angle, les projets spécifiquement féminins devraient être plus efficaces simplement - toutes choses étant égales d'ailleurs - parce que chacun se préoccupe du sort des femmes.

Mais toutes choses ne sont pas égales d'ailleurs; en particulier, le montant du financement. Les projets spécifiquement féminins atteignent sans doute leur clientèle de manière plus intensive que les autres projets. Toutefois, étant donné qu'ils sont, en général, relativement peu nombreux et de faible envergure, les ressources monétaires mises à leur disposition ne représentent qu'une fraction de la masse des fonds consacrés aux efforts de développement. Ainsi, les femmes bénéficieront sans doute d'avantages beaucoup plus importants si elles sont pleinement intégrées dans des programmes généraux. Si chaque projet général comprenait une composante féminine pouvant prétendre à la moitié des ressources à répartir aux bénéficiaires, on pourrait maximiser les qualités intensives et extensives des deux approches.

La compilation de données au moins à peu près comparables concernant la participation des femmes aux projets financés par des organisations internationales, des gouvernements donateurs et des organisations bénévoles privées, dans une série de rapports numérotés, accessibles aux planificateurs, contribuerait énormément à faciliter les réponses à la question "Quelles sont les méthodes qui donnent des résultats positifs?" On pourrait entreprendre de nouvelles évaluations de la répartition des avantages, dans le but spécifique de comparer différentes approches et conceptions dans des conditions relativement stables. Par exemple, 1) on pourrait choisir différents projets ayant le même objectif dans le même secteur, dans des environnements socio-économiques similaires et déterminer quels sont les projets présentant des caractéristiques différentes qui atteignent le mieux les femmes (complexité technologique, ressources nécessaires, etc.).

31/ Interview avec R. Knee, citée dans Elliott et Sorsby (1979), p. II-10.

2) On pourrait choisir plusieurs programmes importants de développement rural intégré et comparer les projets qui ne comportent pas de composante féminine et ceux qui en ont une pour essayer de déterminer ceux qui atteignent le plus les femmes. 3) On pourrait choisir différents projets conçus spécifiquement pour les femmes ayant des objectifs et des conceptions similaires (par exemple, sur le modèle des petites organisations communautaires groupant des femmes à des fins éducatives dans le but d'activités productrices de revenus, qui sont si courantes parmi les projets mentionnés à la Section II); on pourrait comparer alors leur efficacité relative dans des contextes socio-économiques différents. Il existe manifestement nombre de possibilités; ce qui fait cruellement défaut actuellement, c'est une coopération interorganisations parmi les donateurs, afin que les évaluations qui s'attachent à mettre en relief le rôle de la femme puissent être systématiquement rassemblées et comparées.

BIBLIOGRAPHIE

American Council of Voluntary Agencies for Foreign Service, Inc.
1975 "Criteria for evaluation of developement projects involving women." New York: ACVAFS, décembre.

Apthorpe, Raymond
1971 "Some evaluation problems for cooperative studies, with special reference to primary cooperatives in highland Kenya," dans Peter Worlsey, éditeur, Two Blades of Grass: Rural Cooperatives in Agricultural Modernization. Manchester: Manchester University Press.

Barnes, Carolyn
"Strengthening Voltaic women's roles in development." Washington, D.C.: USAID, Office de la femmes dans le développement.

Biggs, Huntley, et John R. Schott
1976 "An evaluation of CARE-assisted village water development activities in Kenya." USAID/Kenya, 28 août.

Biocentric, Inc.
1977 "Progress toward an AID data base on women in development." Washington, D.C.: Biocentric, Inc., 31 décembre.

Boserup, Ester
1970 Woman's Role in Economic Development. New York: St. Martin's Press, 1970.

Bruce, Judith
1977 "Setting the system at work for women," Populi, 4, 1, (Printemps), 36-43.

Buviníc, Mayra
1976 Women and World Development: An Annoted Bibliography. Washington, D.C.: Overseas Development Council.

Buviníc, Mayra, Jennefer Sebstad et Sondra Zeidenstein
1979 "Credit for rural women: some facts and lessons," document rédigé pour l'Office du développement rural, USAID. Washington, D.C.: Centre international de recherche sur la femme, août.

Chaney, Elsa M. et Marianne Schmink
1976 "Women and modernization: access to tools," dans June Nash et Helen I. Safa, éditeurs, Sex and Class in Latin America. New York: Praeger, 1976.

Cloud, Kathleen
1978 "Sex roles in food production and food distribution in the Sahel," Actes et documents de la Conférence internationale de la femme et l'alimentation, Université de l'Arizona, janvier 8-11, 1978. Vol. I. Tucson, Arizona: Consortium for International Development.

Chen, Marty et Ruby Ghuznavi
1977 "Women in food-for-work: the Bangladesh experience." Rome: Programme alimentaire mondial, WFP/CFA:4/INF/5, septembre.

Cohen, John M. et Norman T. Uphoff
1977 Rural Development Participation: Concepts and Measures for Project Design, Implementation and Evaluation. Rural Development Monograph No. 2. Ithaca, N.Y.: Center for International Studies, Université Cornell, janvier.

Davidson, John R.
1976 The Basic Village Education Project in Guatemala. Development Studies Program, Case Studies in Development Assistance No. 2. Washington, D.C.; USAID, septembre.

Dixon, Ruth B.
1978 Rural Women at Work: Strategies for Development in South Asia. Baltimore, Maryland: Johns Hopkins University Press for Resources for the Future.

Dulansey, Maryanne L.
1977 "Women in development: a training module." Washington, D.C.: Consultants in Development.

Elliott, Veronica et Victoria Sorsby
1979 "An investigation into evaluations of projects designed to benefit women: final report," document rédigé pour le Bureau de coordination des programmes et des politiques. Washington, D.C.,: USAID, mai.

Germain, Adrienne
1976-77 "Poor rural women: a policy perspective," Journal of International Affairs, 30, 2 (Automne/Hiver), 161-172.

Hanger, Jane et Jon Moris
1973 "Women and the household economy," dans Robert Chambers et Jon Moris, éditeurs, MWEA: An Irrigated Rice Settlement in Kenya. Munich: Weltforum Verlag.

Henn, Jeanne K.
1976 "Report on women farmers and their relationship to the ZAPI de l'Est." Washington, D.C.: Banque mondiale, Division du développement rural, mars.

Huber, Sallie Craig
1978 "Personal impressions of the BJMS union-level program." USAID/Bangladesh, décembre.

Huston, Perdita
1979 Third World Women Speak Out. New York: Praeger.

Ingersoll, Jasper
1977 "Social analysis of development projects: a suggested approach for social soundness analysis," document rédigé pour le Programme d'études sur le développement. Washington, D.C.: USAID, mai.

Jackson, Cecile, Sattar Mandal et Ian Carruthers
1978 "Notes on rapid land ownership and management studies," document rédigé pour l'atelier de l'Evaluation rapide des questions rurales, Sussex, Angleterre, octobre.

Jackson, Donald R.
1979 "The NSO women's cooperative, Cameroon." Washington, D.C.: Development Alternatives, Inc.

Kocher, James E.
1973 Rural Development Income Distribution, and Fertility Decline. New York: The Population Council.

Mickelwait, Donald R., Mary Ann Riegelman et Charles F. Sweet
1976 Women in Rural Development: A Survey of the Roles of Women in Ghana, Lesotho, Kenya, Nigeria, Bolivia, Paraguay, and Peru. Boulder, Colorado: Westview Press.

Milone, Pauline
1978 "A preliminary study in three countries: Indonesia report," document rédigé pour l'Office de la femme dans le développement. Washington, D.C.: USAID, septembre.

Nair, Kusum
1961 Blossoms in the Dust: The Human Element in India Development. Bombay: Allied Publishers Privat.

New TransCentury Foundation, Secretariat for Women in Development
1978 Directory of Projects Involving Women. Washington, D.C.:
1979 New TransCentury Foundation, juillet 1978 et janvier 1979.

Nonformal Education Information Center
1978 "Women in development," The NFE Exchange, Numéro 13. East Lansing, Mich.: Institute for International Studies in Education, Université de l'Etat du Michigan.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
1979 Conférence mondiale de la réforme agraire et du développement rural, Rome, 12-20 juillet 1979. Rapport. Rome: FAO, juillet.

Palmer, Ingrid
1979 The Nemow Case. Case Studies of the Impact of Large Scale Development Projects on Women: A Series for Planners. New York: The Population Council.

Perrett, Heli E.
1978 "Social analysis and project design in the Agency for International Development: review, recommendation, and guidelines," document rédigé pour le Bureau de coordination des programmes et des politiques. Washington, D.C.: USAID, juillet.

Actes et documents de la Conférence internationale de la femme et l'alimentation, Université de l'Arizona, 8-11 janvier, 1978. 2 vols.
1978 Tucson, Arizona: Consortium for International Development, Université de l'Arizona. Disponible auprès de l'Office de la femme dans le développement, USAID.

Richards, Paul
1978 "Geography is a bottle of Heineken lager beer..." document rédigé pour l'atelier de l'Evaluation rapide des questions rurales, Institute of Development Studies, Sussex, Angleterre, octobre.

Rihani, May
1978 Development as if Women Mattered: An Annotated Bibliography With a Third World Focus. Document No. 10. Washington, D.C.: Overseas Development Council.

Siffin, William J.
"Social soundness analysis: a perspective and an approach." Bloomington, Indiana: Université de l'Indiana, PASITAM.

Singer, Hans W.
1978 "Food aid policies and programmes: a survey of studies of food aid," WFP/CFA:5/5-C. Rome: Programme alimentaire mondial, mars.

Stamp, Patricia
1975-76 "Perceptions of change and economic strategy among Kikuyu women of Mitero, Kenya," Rural Africana, No. 29 (Hiver), 19-43.

Stanley , Joyce avec Alisa Lundeen
"Audio cassette listening forums: a participatory women's development project." Disponible auprès de l'Office de la femme dans le développement, USAID.

Staudt, Kathleen A.
1975-76 "Women farmers and Inequities in agricultural services," Rural Africana, No. 29 (Hiver), 81-94.

Staudt, Kathleen A.
1978 "Agricultural productivity gaps: a case study of male preference in government policy implementation," Development and Change, 9, 3 (juillet), 439-457.

Staudt, Kathleen A.
1979 "Tracing sex differentiation in donor agricultural programs," document présenté à l'assemblée annuelle de l'American Political Science Association, Washington, D.C., septembre.

Stavrakis, Olga et Marion Louise Marshall
1978 "Women, agriculture and development in the Maya lowlands: profit or progress," Actes et documents de la Conférence internationale de la femme et l'alimentation, Université de l'Arizona, 8-11 janvier 1978. Vol. I. Tucson, Arizona: Consortium for International Development.

Tinker, Irene
1976 "The adverse impact of development on women," dans Irene Tinker et Michele Bo Bramsen, éditeurs, Women and World Development. Washington, D.C.: Overseas Development Council.

Agence des Etats-Unis pour le développement international, Office de la femme dans le développement
1978 Rapport sur la femme dans le développement présenté au Comité des relations étrangères, Sénat des Etats-Unis, et au Président de la Chambre des représentants. Washington, D.C.: août.

Van Allen, Judith
1974 "Women in Africa: modernization means more dependency," The Center Magazine, 7, 3 (mai-juin), 60-67.

Wood, Geof
1978 "The epistomology of rapid rural appraisal," document rédigé pour l'atelier de l'Evaluation rapide des questions rurales, Institute of Development Studies, Sussex, Angleterre, octobre.

Banque mondiale
1978 Rural Development Projects: a Retrospective View of Bank Ezperience in Sub-Saharan Africa. Rapport No. 2242. Washington, D.C., Banque mondiale, octobre.